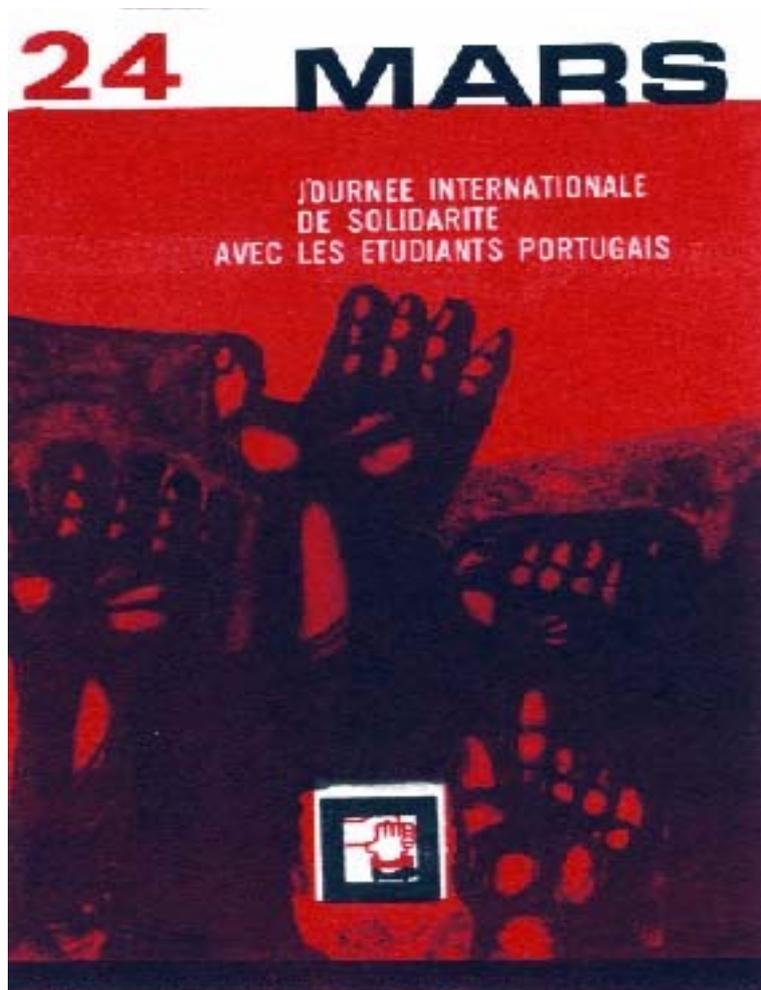


UNIVERSITE DE ROUEN
UFR DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

Victor PEREIRA

Les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974



Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine sous la direction d'Anne-Sophie Perriaux.



Année universitaire 1999-2000

Avant tout, je tiens à remercier ceux qui ont contribué, de diverses manières, à faire aboutir ce mémoire. Je remercie donc le personnel des bibliothèques de la Fondation Calouste Gulbenkian à Paris, de la BDIC et du CIEMI. Tout comme celui de la Cimade, qui m'a laissé consulter ses archives, et celui des archives de la Fondation Nationale de Sciences Politiques.

Pour leur précieuse aide, indications bibliographiques et prêt de documents, je remercie Marie-Christine Volovitch-Tavares, Stéphane Dufoix et Antonio Jorge Santos e Silva. Pour m'avoir accordé un entretien, je remercie Manuel Villaverde Cabral, José Batista de Matos, Carlos da Fonseca et Pierre Sorlin et son épouse.

Enfin, je tiens particulièrement à remercier Anne-Sophie Perriaux qui, grâce à ses orientations, corrections et (nombreux) encouragements m'a permis de terminer ce mémoire.

Introduction

De 1926 à 1974, la démocratie et la liberté n'existent pas au Portugal. Des milliers de Portugais sont contraints à l'exil, tentant d'échapper aux persécutions, à la prison politique et à partir de 1961, à l'enrôlement pour les guerres dans les colonies africaines portugaises.

Le régime qui naît après le coup d'Etat militaire du 28 mai 1926 et qui porte le nom d'Etat Nouveau tend à faire disparaître les libertés démocratiques, les libertés individuelles étant considérées comme contraires au bien général de la nation. Ce régime dictatorial portugais s'identifie à l'Etat portugais si bien que toute opposition au régime se transforme selon cette logique en opposition à l'Etat dans son ensemble. La figure emblématique de ce régime dictatorial portugais fut Antonio Oliveira Salazar qui, de 1928 à 1968, domina la vie politique portugaise. Professeur d'économie à l'université de Coimbra, il fut, peu de temps, ministre de l'économie à la suite du coup d'Etat en 1926. Jugeant ne pas avoir les moyens d'appliquer ses idées en matière économique, il quitte le nouveau gouvernement. Cependant, il est rappelé en 1928 à ce même ministère. Dès lors, il ne quitte plus le pouvoir : il devient président du conseil en 1932, fonction qu'il ne cesse d'exercer sous les présidents de la République successifs¹ jusqu'en 1968 où une mauvaise chute le contraint à abandonner ses fonctions. Salazar et son successeur Marcelo Caetano furent les principales figures de l'Etat Nouveau qui dura 48 ans

¹ Général Carmona, 1928-1951 ; Maréchal Craveiro Lopes, 1951-1958 ; Amiral Americo Tomas, 1958-1974.

et qui par sa répression, son manque de liberté, sa politique coloniale, sa politique économique et sociale fit fuir de nombreux Portugais.

Dès 1926, des Portugais quittèrent le Portugal notamment pour venir en France bien que, jusqu'au milieu des années 1960, les pays d'Amérique latine et plus particulièrement le Brésil aient été les destinations principales des exilés portugais. Cependant, ce flux se dirigea à partir des années 1960 majoritairement vers la France, pays démocratique le plus proche géographiquement et culturellement du Portugal. La France avait d'ailleurs déjà accueilli, au 19^{ème} siècle, des exilés portugais à la suite des mouvements révolutionnaires qui ont jalonné ce siècle².

Bien qu'il y ait eu des exilés politiques portugais venus en France avant 1958 et continuant à y résider, la plupart vient après cette date. En effet, l'opposition portugaise reprend de sa vigueur à partir de 1958 avec la campagne présidentielle à laquelle participe le Général Humberto Delgado. Et ce mouvement d'opposition au régime est par la suite alimenté par les guerres coloniales qui cristallisent l'opposition de nombreux Portugais, notamment parmi les jeunes contraints d'effectuer de 4 à 5 années d'incorporation.

De 1958 au 25 avril 1974, date à laquelle le « mouvement des capitaines » met fin à la dictature, de nouveaux exilés politiques portugais rejoignent ceux qui étaient venus auparavant. A partir de la Révolution des Oeillets, de nombreux exilés politiques portugais reviennent au Portugal après plusieurs années d'exil, d'autres préfèrent rester en France, pouvant néanmoins retourner librement au Portugal.

² Cf. Gérard Noiriel, *La tyrannie du national*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

Ce mémoire s'attache donc à étudier les exilés politiques portugais qui vivent en France (*de facto* dans la région parisienne où la majorité d'entre eux vit) entre les deux dates charnières de l'histoire portugaise que représentent 1958 et 1974. Avant cela, il faut d'abord présenter, les travaux existant utiles à notre étude, tout comme les sources, de différentes natures, mobilisées.

Les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974, tout comme ils étaient l'objet d'un double contexte, à la fois exilés du Portugal et exilés en France, sont aussi l'objet d'une double historiographie : portugaise et française. Dans le cas de l'historiographie portugaise, aucune étude historique, à notre connaissance, ne s'est penchée exclusivement sur les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974 si ce n'est quelques articles de journaux qui retracent plus particulièrement l'exil de quelques personnalités politiques ou intellectuelles comme par exemple les deux articles parus en 1997 dans l'hebdomadaire portugais *Expresso*³. Les études consacrées aux exilés politiques portugais eurent comme objet ceux qui étaient exilés au Brésil, à Alger⁴. Néanmoins, l'historiographie portugaise insère, discrètement, les exilés politiques portugais en France dans l'étude de l'opposition au régime salazariste. Les différentes études sur l'opposition portugaise mentionnent l'activité de quelques militants portugais en France comme, par exemple, le livre de Dawn Linda Raby paru en 1988⁵. Alfredo Margarido, qui fut lui-même exilé en France, repère cette lacune dans l'historiographie portugaise en 1996 et avance une explication : « le pays passa sa vie à rejeter l'émigration depuis qu'elle a commencé à exister comme

³ Frederico Carvalho, « Exílio na margem esquerda », *Expresso*, 12 avril 1997, pp. 42-49 ; Daniel Ribeiro, « Historias de um assalto », *Expresso*, 12 avril 1997, pp. 50-51.

⁴ Cf. Dawn Linda Raby, « Portugues exile politics : the « Frente Patriotica de Libertação Nacional » 1962-1973 », *Luso-Brazilian Review*, n°31, 1994, pp. 77-89 ; Patricia McGowan Pinheiro, *Misérias do exílio*, Lisboa, Contra-regra, 1998.

⁵ Dawn Linda Raby, « A oposição no exílio e a guerra colonial », *Vertice*, n°58, 1994, pp. 37-40 ; Dawn Linda Raby, *A resistencia antifascista em Portugal 1941-1974*, Lisboa, Salamandra, 1988.

telle au XIXème siècle»⁶. Alfredo Margarido suggère ici le peu de valeur donné à l'exil politique aussi bien dans son rôle dans la démocratisation du pays que dans l'opposition portugaise. En effet, par exemple, dans l' « *Historia do Portugal* » de José Matoso dont le volume sur l' « *Estado Novo 1926-1974* » est dirigé par Fernando Rosas, les quelques pages qui traitent de l'opposition au régime ne considèrent pas l'exil politique en France : seule une allusion est faite au FPLN (Frente patriótica de libertação nacional) qui était basé à Alger et bien qu'il cite des personnes qui sont venues en France telles Manuel de Lucena ou Herminio de Palma Inacio, ni les lieux, ni la nature de leurs activités ne sont mentionnées⁷.

S'ajoute dans cette même historiographie, le fait que les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974, lorsqu'ils sont envisagés, ne le sont le plus souvent qu'en fonction de leur retour au Portugal, notamment, de leur participation à la vie politique dans les années qui ont suivi le 25 avril 1974⁸, soit qu'ils aient contribué à développer certains groupes politiques⁹, soit qu'ils soient devenus d'incontournables personnalités, l'exemple le plus connu étant sans doute Mario Soares. Ainsi, seuls les exilés qui ont eu *a posteriori* une certaine activité ou notoriété semblent avoir été des exilés parce que rappelés comme tels. Les articles parus dans l'hebdomadaire portugais *Expresso* relatant en 1997 l'exil politique portugais confirment cette tendance en se fondant sur les témoignages de quelques personnalités politiques, intellectuelles, ou artistiques. Cette démarche qui saisit les exilés politiques portugais selon leur activité après leur exil tend donc à occulter un grand nombre d'exilés. De plus cette perspective induit à

⁶ Alfredo Margarido, « Os exilados dos anos 60 na Historia », *Seara Nova*, avril 1994, pp. 49-51, p.50.

⁷ Fernando Rosas (ed.), « O Estado Novo (1926-1974) », in José Matoso, *Historia de Portugal*, Lisboa, Estampa, 1993, vol .7, pp. 542-543.

⁸ Cf. Mario Moreira Alves, *Les soldats socialistes du Portugal*, Paris, Gallimard, 1975.

⁹ Cf. Xavier Raufer, « Les mouvements d'extrême-gauche au Portugal », *Est-ouest*, n°554, 16-30 juin, pp.269-280.

penser que tous les exilés politiques portugais sont rentrés au Portugal après le 25 avril 1974, ce qui n'est pas rigoureusement exact : certes une grande partie des exilés sont rentrés, mais d'autres sont restés poursuivre leurs études, leur vie professionnelle et/ou familiale en France tandis que certains ont, après 1974, « fait la navette » entre les deux pays, comme, par exemple, le producteur de cinéma Paulo Branco¹⁰.

Si l'historiographie portugaise considère les exilés comme une partie de l'opposition au régime portugais ou sous l'angle de la postérité de certains d'entre eux, les études historiques française insèrent, elles, en général, les exilés politiques portugais dans l'immigration portugaise en France. Cependant, la distinction entre les historiographies et approches qualifiées sommairement de « portugaise » et « française » ne doit pas être exagérée pour l'une ou l'autre des deux raisons suivantes. Une partie des études universitaires effectuées dernièrement sur les migrations portugaises en France ont été rédigées soit par de jeunes Portugais venus faire leurs études en France soit par de jeunes Français issus de familles d'immigrés portugais¹¹. Cette évolution, prise dans la tendance à une histoire identitaire venue de l'Ego-Histoire, modifie quelque peu l'approche de ces études si on admet avec Gérard Noiriel que, « le fossé entre le chercheur et le *sujet* de la biographie est creusé non seulement par la différence de statut social, mais aussi par l'appartenance nationale »¹². Pour d'autres, l'invocation d'une

¹⁰ Voir le portrait qui lui est consacré : *Libération*, 13 mai 1999.

¹¹ Ces récents travaux universitaires sur l'immigration portugaise en France sont notamment : Antonio Saraiva, *Les portugais dans les bidonvilles du Nord-Est de la banlieue parisienne (1961-1973)*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris VIII, 1995 ; Brigitte da Graça, *Le bidonville des Portugais de Massy*, mémoire de DEA d'histoire sous la direction de Pierre Milza, IEP de Paris, 1996 ; P. Pestana, *Les Portugais en Midi-Pyrénées pendant l'entre-deux-guerres (1919-1939)*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Toulouse Le Mirail, 1997 ; Alfredo da Cruz, *Presença Portuguesa*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction d'Antoine Prost, Université de Paris I, 1996.

¹² Gérard Noiriel, *Le creuset français*, Paris, Seuil, 1988, p. 136.

posture nécessairement critique du chercheur face à sa propre histoire ou aux traditions historiographiques nationales suffit à invalider une césure trop marquée entre études « portugaises » et « françaises ». Une des plus proches de notre sujet est le mémoire de DEA de Ana Cristina Climaco Pereira qui étudie le journal *O salto* publié par un groupe d'exilés politiques portugais entre 1970 et 1974¹³. Il y a aussi le mémoire de DEA de Jorge dos Santos sur les réfugiés politiques portugais dans le fichier de l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides), qui ne traite donc que d'une petite partie des exilés politiques portugais pendant cette période¹⁴.

A ces travaux historiques, s'ajoutent les études sur l'immigration dite économique, de sciences politiques ou de sociologie qui intègrent souvent des critères nationaux et chronologiques permettant donc de repérer l'immigration portugaise entre 1958 et 1974. Ainsi, l'étude de Catherine Withol de Wenden sur les immigrés et la politique¹⁵, de Léon Gani sur les travailleurs immigrés et les syndicats¹⁶, de Juliette Mincés sur les travailleurs immigrés¹⁷ ou encore l'étude de Danièle Kergoat sur une usine où travaillent de nombreux travailleurs portugais¹⁸ permettent d'entrevoir l'existence et l'activité des exilés politiques portugais. Ces trois derniers exemples en raison de leur date (début des années 1970) sont aujourd'hui lisibles par l'historien non seulement pour leur apport, mais aussi comme des sources de ce qui était, à l'époque, considéré comme digne d'intérêt

¹³ Ana Cristina Climaco Pereira, *La presse de l'émigration politique portugaise en France - analyse du journal O Salto 1970-1974*, mémoire de DEA d'histoire sous la direction d'Andrée Bachoud, Université de Paris VII, 1992.

¹⁴ Antonio Jorge dos Santos e Silva, *Le cas des réfugiés politique portugais en France : vers une étude statistique du fichier de l'OFPRA - approches juridiques du statut de réfugié*, mémoire de DEA, sous la direction de Marie-Hélène Pinwik, Université Paris IV, 1998.

¹⁵ Catherine Withol de Wenden, *Les immigrés et la politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1988.

¹⁶ Léon Gani, *Syndicats et travailleurs immigrés*, Paris, Editions Sociales, 1972.

¹⁷ Juliette Mincés, *Les travailleurs étrangers en France*, Paris, Seuil, 1973.

¹⁸ Danièle Kergoat, *Bulldoz ou l'histoire d'une mobilisation ouvrière*, Paris, Seuil, 1973.

ou spécifique. Parmi les recherches sur les migrations portugaises en France, les recherches sur les exilés politiques portugais sont donc restreintes.

Dans une bibliographie francophone de 750 titres issus de multiples disciplines effectuée par Nathalie Kotlok-Piot et intitulée *Les migrations portugaises*¹⁹, on ne trouve aucune référence sur l'exil politique portugais, bien que certains livres, dans leur contenu, puissent le mentionner. Les mémoires de maîtrise et de DEA sont exclus de l'inventaire ; or ce sont le plus souvent eux qui ont traité de l'exil politique portugais avec des approches monographiques : étude d'un journal²⁰ et d'un fichier²¹. Il est néanmoins intéressant de voir que dans le chapitre « Ouvrages généraux » de la bibliographie déjà citée, aucun livre ne traite non plus de l'exil en général. Par exemple, parmi les études de Gérard Noiriel seules sont citées *Le creuset français*²² et *Population, immigration et identité nationales en France au XIXe et XXe siècles*²³. Le livre du même auteur, *La tyrannie du national*²⁴ qui étudie les réfugiés politiques et le droit d'asile n'est pas cité, révélant ainsi que le type particulier de migration qu'est l'exil n'est pas pris en compte parmi les migrations portugaises.

Par ailleurs, l'étude des exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974 ne peut se dissocier de celui des autres exils qui ont été, eux, l'objet de nombreuses recherches. Parmi les études historiques se trouvent les recherches effectuées sur des groupes nationaux comme, par exemple, les exilés espagnols²⁵,

¹⁹ Nathalie Kotlok-Piot, *Les migrations portugaises*, CCPF (Coordination des Collectivités Portugaise de France) et Migrinter, sans date.

²⁰ Ana Cristina Climaco Pereira, *La presse...*, *op. cit.*

²¹ Antonio Jorge dos Santos e Silva, *Le cas...*, *op. cit.*

²² Gérard Noiriel, *Le creuset français*, Paris, Seuil, 1988.

²³ Gérard Noiriel, *Population immigration et identité nationale en France au XIXème et XXème siècles*, Paris, Hachette, 1992.

²⁴ Gérard Noiriel, *La tyrannie...*, *op. cit.*

²⁵ Geneviève Armand-Dreyfus, *L'exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin Michel, 1999.

italiens et les approches comparatives comme celle menée sur les exilés italiens et espagnols en France de 1938 à 1946²⁶. Les recherches effectuées en sciences politiques sont aussi fort utiles comme celles menées par Yossi Shain²⁷ et par Stéphane Dufoix²⁸ qui essaient, à partir de comparaisons, d'entrevoir certains traits généraux de l'exil et surtout de l'activité politique en exil. L'approche ethnopsychologique de l'exil comme celle menée par deux chercheuses exilées sud-américaines²⁹ permet également d'entrevoir la complexité de ce phénomène qui ne peut se résumer à quelques événements politiques.

Tandis qu'en traits généraux, l'historiographie portugaise tend à limiter le nombre et l'action des exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974, les approches françaises tendent, elles, à l'englober dans l'immigration économique portugaise de ces mêmes années. C'est pourquoi il faut pouvoir désigner les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974 et dès lors entrevoir leur position spécifique dans la société française.

Les sources utilisées visent à retrouver selon différents points de vues les exilés politiques portugais et leurs diverses activités.

Tout d'abord, il y a les documents produits par les exilés politiques lors de leur exil ou du moins lors de la part de leur séjour en France qu'ils ont vécue comme telle. Les exilés politiques portugais ont publié ou diffusé de nombreux

²⁶ Pierre Milza, Denis Peschanski, *Exils et migration. Italiens et Espagnols en France 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994.

²⁷ Yossi Shain, *The frontier of loyalty : political exils in the age of the nation-states*, Middletown, Wesleyan University Press, 1989.

²⁸ Stéphane Dufoix, *Exil et politique. Eléments pour une sociologie de la politique en émigration : l'exemple des Hongrois, des Polonais et des Tchécoslovaques en France de 1945 à nos jours*, thèse de doctorat en science politique sous la direction de Marc Lazar, Université Paris I, 1997, 2 vol.

²⁹ Ana Vasquez, Ana Maria Araujo, *Exils latino-américains : la malédiction d'Ulysse*, Paris, CIEMI/L'Harmattan, 1988.

journaux, des brochures et aussi de nombreux tracts. La BDIC (Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine) conserve un certain nombre des publications publiées par les exilés politiques portugais et également des tracts³⁰. S'ajoutent à ces documents contemporains de l'exil les récits postérieurs, livres et mémoires écrits par les exilés ou sur les exilés comme, par exemple, les différents témoignages de Mario Soares³¹, les mémoires de Raul Simões Pinto³² ou de Rui Perdigão³³, la biographie de Emidio Guerreiro³⁴.

Pour évaluer l'impact de ces publications des exilés politiques portugais, on a aussi essayé d'entrevoir leur influence sur les médias français, et outre la lecture ciblée de journaux français, notamment grâce au Centre de Documentation de la Bibliothèque de Sciences Politiques³⁵, on a aussi utilisé le courrier adressé à Hubert Beuve-Méry, directeur du quotidien *le Monde*³⁶ et le courrier envoyé aux *Cahiers de mai*³⁷, publication d'extrême-gauche née après les événements de 1968.

Les exilés sont présents dans la société française par leurs écrits et ceux qui les lisent mais ils existent aussi dans le regard des administrations française et portugaise. Les archives du ministère de l'intérieur et du ministère des affaires étrangères français permettent de percevoir l'activité militante de certains exilés politiques portugais et l'attitude des autorités françaises face à celle-ci. Cependant,

³⁰ Une partie des tracts et communiqués émis par les exilés portugais sont conservés à la BDIC sous les références : dossier Portugal, F°Δ 125 ; F°Δ 166 ; F°Δ 253.

³¹ Mario Soares, *Le Portugal bâillonné*, Paris, Calmann-Lévy, 1972 ; Mario Soares, *Escritos de exilio*, Lisboa, Bertrand, 1975.

³² Raul Simões Pinto, *O 15 de Moulinet*, Porto, Pé de Cabra, 1995.

³³ Rui Perdigão, *O PCP visto por dentro e por fora*, Lisboa, Fragmento, 1988 ; Rui Perdigão, « As relações do PCP com dois eminentes antifascistas : Emidio Guerreiro e Manuel Valadares », *Nova Renascença*, vol. XII, 1992, pp. 319-325.

³⁴ Encarnação Viegas, *Emidio Guerreiro uma vida pela liberdade*, Lisbonne, Notícias editorial, 1998.

³⁵ Centre de documentation sur la presse ; bibliothèque de Sciences Politiques à Paris ; coupures de presse (1945-1985).

³⁶ Fonds Hubert Beuve-Méry, archives de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

³⁷ Fonds *Cahiers de Mai*, BDIC, F°Δ 578/8.

ces sources sont à manier avec précaution car seuls les groupes politiques qui semblèrent être un danger pour la sûreté de l'Etat français ou portugais furent surveillés. Toute généralisation serait donc abusive. Ainsi, les archives du ministère de l'intérieur, qui contiennent les rapports des Renseignements Généraux, focalisent leurs actions sur une petite minorité de groupes comme, par exemple, la LUAR (*Liga de união e acção revolucionaria*), soit que leur activité apparut comme dangereuse soit qu'ils n'ont pu ou voulu bien se cacher. Les permanents du PCP (*Partido Comunista Português*), eux, vivants dans la clandestinité ne sont pas mentionnés par les archives bien que des mémoires écrits par des militants du PCP décrivent le noyau clandestin du parti à Paris. Ces archives donnent aussi des indications quant aux relations entre l'Etat français et l'Etat portugais ou les gouvernements respectifs, et la façon dont la police française et la PIDE (*Policia internacional de defesa do Estado*), surveillaient les militants portugais qui sont d'ailleurs très souvent appelés non pas exilés mais « opposants politiques ».

Cependant, l'utilisation des seules archives policières ne permet que d'entrevoir le phénomène de l'exil politique portugais sous le prisme du politique. Pour pouvoir analyser l'existence quotidienne et donc, souvent, les difficultés entraînées par l'exil, nous avons consulté les archives de la Cimade (Comité intermouvement auprès des évacués) qui suit et aide les exilés politiques surtout dans leurs problèmes quotidiens. Les archives de la Cimade sur les exilés politiques portugais sont constituées de dossiers d'exilés portugais demandant l'octroi de bourses d'études et de documents internes qui évaluaient efforts et difficultés³⁸.

³⁸ Les archives de la Cimade contiennent deux dossiers concernant les exilés portugais.

Malgré l'utilisation des publications des exilés politiques portugais, des archives des administrations françaises et de la Cimade, des lacunes subsistent. Les entretiens oraux permettent de tenter de les combler. Ainsi nous avons eu des entretiens avec Manuel Villaverde Cabral et Carlos da Fonseca que l'on pourrait classer parmi les « universitaires ». Manuel Villaverde Cabral est actuellement enseignant en Sociologie au Portugal et Carlos da Fonseca, lui, travaille à la Sorbonne; José Batista de Matos, venu en France en 1963, travaillait dans les travaux publics, notamment à la construction du RER et de lignes du métro parisien. Actuellement retraité, il continue toutefois son active participation dans le milieu associatif portugais en France. Une autre approche sur les exilés politiques portugais nous a été donnée par Pierre Sorlin et son épouse qui, anciens militants maoïstes, ont aidés des jeunes réfractaires portugais. En effet, Pierre Sorlin a été le directeur de la publication *Luta/Lutte* publié, en 1972, par le comité de soutien aux déserteurs et réfractaires portugais qui, entre autre, logeait les réfractaires fraîchement arrivés dans une chambre de bonne prêtée par Pierre Sorlin.

Les sources utilisées, de diverses natures, ont été appréhendées de manière à essayer de voir les exilés politiques portugais, non seulement à travers leurs engagements militants, mais aussi par leur position sociale, leur quotidien bien que les sources soient quelque fois peu loquaces.

L'étude se divise donc en trois parties : tout d'abord il s'agit de désigner les exilés politiques, pour permettre de les définir et si possible les distinguer des immigrés économiques bien que cela ne soit pas une fin en soi. Puis, percevoir leur position dans la société française et ce qu'elle a d'original et enfin d'analyser l'engagement politique des exilés politiques.

Chapitre 1

Les désignations des exilés politiques portugais en France

de 1958 à 1974

Qui peut être désigné comme exilé ou réfugié ou encore émigré politique portugais et quel terme serait le plus approprié pour les distinguer des autres Portugais vivants en France entre 1958 et 1974 ? La littérature sur les migrations (et plus particulièrement portugaises), les catégories établies et reconnues par l'Etat français et les désignations données par les Portugais eux-mêmes offrent diverses désignations qui diffèrent selon les points de vue et les intérêts.

Les typologies des chercheurs

L'exil portugais en France ne s'est pas déroulé dans un laps de temps court, provoqué par des événements soudains tel l'exil républicain espagnol en 1939 avec la *retirada*³⁹ ; il s'est étalé durant tout le temps de la dictature salazariste. Certes, une première vague d'exilés vint en France après le coup d'Etat militaire du 28 mai 1926. Les exilés furent d'abord des hommes politiques (dont des membres du gouvernement renversé) et des intellectuels. Ils étaient peu nombreux, mais symboliquement importants : c'était l'exil de l'élite républicaine

³⁹Cf. par exemple : Geneviève Armand-Dreyfus, *L'exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin Michel, 1999.

portugaise⁴⁰. Puis les Portugais qui durent s'exiler pour des raisons politiques le firent individuellement, selon leur situation ; l'exil portugais n'a donc jamais eu un caractère ni massif ni circonscrit.

Geneviève Dreyfus-Armand définit et distingue les notions de réfugié et d'exilé ainsi : « Un réfugié peut avoir quitté son pays pour des raisons qui ne sont pas directement politiques, par exemple pour échapper à une guerre, alors que la notion d'exil comporte généralement une motivation politique »⁴¹. Nul doute qu'une guerre ne saurait échapper au champ politique ; aussi la distinction s'opère sur le terme de « motivation » qui invite à une prise en compte des individus plutôt que des masses en fuite ou déplacées. De ce point de vue, les Portugais qui quittent leur pays et, surtout, le régime salazariste seraient bien des exilés.

Par ailleurs, l'exil politique portugais en France, entre 1958 et 1974, est souvent considéré comme un appendice de l'émigration économique portugaise. Or, il est très difficile de distinguer émigration politique et émigration économique dans la migration portugaise en particulier dans ces années. Comme le souligne Emile Témine, cette migration est « marquée parfois par des motivations politiques qui ne s'avouent pas toujours et qui se mêlent de façon inextricable aux causes économiques dominantes »⁴². Le poids supposé de la motivation économique, principalement appréhendé à partir de ce que font les migrants en France, explique le peu de valeur généralement attaché aux éventuelles motivations politiques de l'émigration portugaise, sauf lorsque celles-ci sont

⁴⁰Pour ces années, voir : Ana Cristina Climaco Pereira, *L'exil politique portugais en France et en Espagne, 1927-1940*, Thèse de doctorat d'Histoire sous la direction d'Andrée Bachoud, Université Paris VII, 1998.

⁴¹ Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin Michel, 1999, p.12.

⁴² Emile Témine, « Emigration politique et émigration économique », in Ecole française de Rome (ed.), *L'Emigration politique en Europe au XIXème et XXème siècles*, Rome, Ecole française de Rome, 1991, pp. 57-72, p. 57.

ouvertement apparentes, comme dans le cas d'hommes politiques ou d'intellectuels opposés au régime. Il n'en reste pas moins que le caractère « inextricable » des causes de la migration invite à ne pas prêter à la frontière entre économie et politique une netteté qu'elle n'a pas, en particulier si, comme dans le cas du salazarisme, la misère est aussi un instrument politique.

Le régime salazariste utilisa, en effet, l'argument de l'« âme aventurière portugaise » pour expliquer l'immigration portugaise massive des années 1960 bien que celle-ci soit dirigée principalement vers l'Europe et surtout vers la France. Cette explication avait le précieux avantage pour le gouvernement de suggérer que l'émigration portugaise n'avait aucun rapport avec une quelconque dénonciation du régime ou avec l'échec de sa politique économique et sociale, cette « âme » étant supposée inhérente au « peuple » portugais depuis des siècles. Or, jusqu'en 1822, date de l'indépendance du Brésil, si de nombreux chercheurs confirment dans l'histoire du Portugal, dès les Grandes Découvertes, un processus d'immigration massif vers les colonies portugaises, en particulier vers le Brésil, ces migrants ne furent pas des émigrés, mais des colons : ils ne rejetaient pas la tutelle de leur Etat. De plus, il fut diverses fois démontré que le Portugal, peu industrialisé, avait un surplus de main-d'œuvre qui trouvait dans l'émigration un moyen de s'employer. Ainsi, la misère que connaît le Portugal fût et demeure le principal moteur de l'émigration ; plusieurs ouvrages voulant expliquer les causes de la forte émigration portugaise des années 1960-1970 mettent en exergue la pauvreté régnant au Portugal, recourant notamment à des témoignages d'immigrés portugais qui décrivent les rudes et précaires conditions de vies au Portugal⁴³.

Lorsque ces chercheurs sont Français, les principales explications ont tendance à

⁴³ Cf. par exemple le témoignage d'un immigré portugais in : Jacques Anglade, *La vie quotidienne des immigrés en France de 1919 à nos jours*, Paris, Hachette, 1976.

mettre en valeur un point de vue « français », c'est-à-dire à expliquer les migrations, dont la migration portugaise, en fonction de la situation en France. Ainsi, les vagues d'immigrations des « trente Glorieuses » se trouvent rapportées à la croissance de l'économie, notamment de l'industrie française. Les immigrés portugais, comme la majorité des étrangers, servaient de source de main d'œuvre peu qualifiée, nécessaire pour le fonctionnement de cette industrie française qui la reçut à bras ouverts, « la prospérité industrielle exigeant alors un recours massif à la main d'œuvre immigrée »⁴⁴. Ainsi, les hommes portugais s'employaient principalement dans les secteurs d'activité du bâtiment ou dans les usines comme OS (ouvriers spécialisés, affectés aux tâches ni qualifiées, ni qualifiantes). Lors du recensement de 1975, postérieur donc aux bornes chronologiques de cette étude mais qui suit cependant la tendance générale des années précédentes, 70,9 % de la population active portugaise en France était employée dans le secteur secondaire⁴⁵.

Or, ces milliers de Portugais qui ne pouvaient vivre convenablement dans leur pays, sans pouvoir de manière légale influencer sur la politique du gouvernement portugais, n'ont-ils pas montré par leur émigration, fut-elle économique, leur « défection » au régime selon l'expression d'Albert Hirschman⁴⁶? Ne peut-on pas, dans le cas d'une dictature, considérer toute émigration comme un acte politique en elle-même, le migrant par son départ signifiant un désaccord avec le régime politique de son pays, un « vote avec les pieds » ? L'émigré se libère de la tutelle de son Etat d'origine, mais surtout du régime au pouvoir, récusant l'autorité du gouvernement qu'il ne peut contribuer à changer. Selon le modèle élaboré par

⁴⁴ Gérard Noiriel, « Représentation nationale et catégories sociales. L'exemple des réfugiés politiques » *Genèses*, n° 26, avril 1997, pp. 25-54, p. 49.

⁴⁵ Maria-Engracia Leandro, *Au-delà des apparences les Portugais face à l'insertion sociale*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 46.

⁴⁶ Albert Hirschman, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995 (1^{ère} éd. 1970).

Albert Hirschman, l'impossibilité pour les citoyens portugais de faire évoluer le régime par une « prise de parole », par le biais d'élections principalement, amène la « défection » comme seul moyen pour montrer leur réprobation face au régime salazariste. Ce modèle serait ici peu opératoire puisqu'il conduirait à ne pas distinguer exilés et émigrés, mais il demeure un garde-fou contre une distinction trop nette et systématique, d'autant qu'il acquiert toute son acuité pour la période 1958-1974.

L'année 1958 est, en effet, un tournant, d'une part, dans la vie politique portugaise avec l'élection du président de la République et, d'autre part, dans l'immigration portugaise en France. C'est après cette année que cette dernière prend numériquement de l'importance : alors qu'au recensement de 1954, 20 085 Portugais résidaient en France, ils sont 50 010 en 1962 et 296 448 en 1968⁴⁷. Que ces élections marquent conjointement la vie politique au Portugal et l'émigration hors du Portugal confirme l'hypothèse du caractère politique de toute émigration hors d'une dictature, mais pourquoi ? La dictature salazariste avait jusqu'alors gardée des allures démocratiques en conservant des élections que Salazar qualifiait de « libres » comme dans la « libre Angleterre ». Elle laissait subsister une opposition légale au régime, donnant ainsi l'apparence de l'existence d'un système électoral démocratique, gage de respectabilité face aux Etats et opinions étrangers. Cette opposition intérieure, constituée de notables, dont des intellectuels, se manifestait par des pétitions, des lettres ouvertes et, surtout, se servaient des campagnes électorales pour diffuser ses idées auprès des électeurs, lesquels, cependant étaient loin de constituer tout le peuple, le régime ayant prit soin d'exclure les analphabètes du droit de vote, duquel en raison de leur

⁴⁷ INSEE, *Les étrangers, Recensement de la population de 1982*, Paris, La Documentation française, pp. 17-20.

appartenance sociale, ils étaient quelque peu détachés⁴⁸. Le régime salazariste acceptait cette opposition de notables car il pouvait très facilement la contrôler mais il ne voulait pas que ce mouvement atteigne les couches populaires. Le régime étouffait toute velléité politique dans les couches populaires ; le Parti Communiste Portugais, même dans la clandestinité, fut ainsi la victime d'une répression incessante car, outre que Salazar était un fervent anticommuniste, c'était alors le seul parti susceptible de promouvoir une éducation politique. Si les élections étaient un des seuls moyens, légaux, permettant à cette opposition de notables de se faire entendre et de tenter de faire évoluer le régime, celles-ci étaient loin d'être libres : les cahiers électoraux⁴⁹ étaient manipulés et l'opposition ne pouvait les consulter. De multiples manipulations transformaient les élections en farces électorales ; pour preuve, plusieurs fois, l'opposition retira ses listes avant l'élection pour dénoncer le système électoral frauduleux.

Or, le caractère peu démocratique de ce fonctionnement électoral s'est révélé manifeste lors des élections présidentielles de 1958 où le candidat de l'opposition le Général Humberto Delgado fit frémir le régime salazariste en réussissant à gagner une grande adhésion populaire⁵⁰. Ce candidat populaire, issu de l'armée, permit à l'opposition de notables d'atteindre pour la première fois les « masses ». Un souffle d'espoir gagna le pays pendant la campagne électorale, une évolution du régime sembla désormais possible car le Président de la République détenant le pouvoir de nommer le Président du Conseil, le nouvel élu pourrait choisir de garder ou de renvoyer Salazar. Après une campagne dynamique et fort

⁴⁸ Sur l'opposition portugaise, voir : Manuel Braga da Cruz, « A oposição politica » *Revista de historia das ideias*, 1983, pp. 701-781 ; Iva Delgado, *Humberto Delgado : as eleições de 58*, Lisbonne, Vega, 1998.

⁴⁹ Dans lesquelles étaient consignés le nom des électeurs.

⁵⁰ Cf. Iva Delgado, *Humberto..., op. cit.*

mouvementée, Humberto Delgado recueillit un fort pourcentage de voix, prétendant même avoir gagné les élections, mais celles-ci, entachées d'irrégularités, donnèrent la victoire à l'Amiral Américo Tomas, candidat désigné par Salazar qui, comme ironisait un journaliste du New York Times, « pouvait très bien choisir le premier policier qui lui apparaîtrait »⁵¹. Toute illusion d'une éventuelle évolution du régime par la voie des urnes disparut, à juste titre puisque fut adopté, après ces élections, le principe de l'élection du Président de la République par un conseil restreint. A partir de 1958, donc, la contestation légale du régime par les élections est tenue pour vaine et le gouvernement de Salazar confirme sa ferme résistance à toute évolution politique et sociale. Alfredo Margarido souligne que « l'obstination de l'appareil politique empêche sa rénovation, tout comme elle récuse une quelconque révision des conditions de domination en termes d'horaires de travail, de salaires, de conditions de scolarité ou simplement de bien-être »⁵². La société rurale et peu industrialisée que défendait Salazar paraissant devoir subsister, l'émigration apparut alors à un plus grand nombre comme la seule solution pour obtenir de meilleures conditions de vie, améliorations que le régime se refuse à concéder, laissant la grande partie de la société portugaise dans le sous-développement, dans la pauvreté. Cette émigration coïncide bien avec la fin de l'illusion de la « prise de parole » et prend alors le sens d'une « défection ».

Cependant, on peut objecter à Albert Hirschman que la défection n'implique pas nécessairement la fin de la prise de parole ; au contraire, la défection peut permettre la prise de parole. C'est de l'étranger que, plus facilement, les opposants au régime peuvent prendre la parole alors que

⁵¹ Cité in, Humberto Delgado, *Mémoires*, Lisboa, Dom Quixote, 1991, p.108.

⁵² Alfredo Margarido, « Elogio do bidonville », *Latitudes*, n°5, avril/mai 1999, pp. 14-20, p. 15.



l'opposition légale à l'intérieur du pays a, à travers les élections, montré toutes ses limites. De l'extérieur, les opposants disposent non seulement de divers moyens pour lutter contre le régime honni, mais aussi peuvent faire l'économie, s'ils le souhaitent, de l'intermédiaire obligé qu'était l'opposition tolérée des notables.

De plus, cette proposition d'interprétation de l'émigration portugaise des années 1958-1974 au moyen du système défection/prise de parole sous-entend qu'il existe une volonté de changer le régime en place, cette volonté se traduisant en actions, y compris en prises de parole. Or, la plupart des émigrés n'ont ni au Portugal ni en France manifesté une quelconque activité militante contre le régime en place, certains n'ayant même pas eu la possibilité de voter avant leur départ (pour cause d'analphabétisme) ou après. Néanmoins, le migrant par son départ même amène des transformations dans le corps social qu'il quitte, obligeant la société qu'il a laissée à combler son absence et le vide qu'il a créé dans le tissu social. Le départ, après 1958, de milliers de Portugais eut ainsi pour conséquence, par exemple, de rendre la main d'œuvre plus rare au Portugal, entraînant donc une augmentation des salaires qui bénéficia à ceux qui étaient restés. La défection amena ainsi certaines évolutions positives au Portugal en contradiction même avec la logique du régime, mais les émigrés, par leur envoi massif de devises, contribuèrent aussi, par exemple, à financer la guerre coloniale, devenue, elle, clef de voûte du maintien du régime⁵³. Néanmoins, si les effets de l'émigration post-1958 furent politiques, il semble difficile d'affirmer que cette émigration soit le résultat d'une volonté consciente de chacun des migrants de dénoncer le régime en place. Il ne faut pas oublier que le régime salazariste a fait de longue date tout son

⁵³ Sur les guerres coloniales portugaises, voir, par exemple : José Antunes Freire, *O império com pés de barro : colonização e descolonização : as ideologias em Portugal*, Lisbonne, Dom Quixote, 1980.

possible pour laisser la plus grande partie de la population loin de la politique et de tout ce qui pouvait y contribuer de près ou de loin. Il était difficile d'acquérir une conscience politique dans un pays qui connaissait un fort taux d'analphabétisme, surtout dans les couches populaires évidemment, et dans une société fortement encadrée par l'Eglise catholique (surtout dans le centre et le nord du pays) et par les organisations créées par le régime à cet effet, (jeunesses salazaristes, syndicats corporatistes, PIDE)⁵⁴. Le modèle d'Hirschman, qui conduirait à assimiler aux exilés ceux qui n'ont pas consciemment la volonté de montrer leur mécontentement et d'oeuvrer à une évolution du régime, présente le risque de sous-estimer le poids du musellement de la pensée et de l'expression politiques au Portugal et donc la nécessaire spécificité de ceux qui affirment la nature politique de leur exil. Même si l'on considère l'émigration comme un acte politique, on ne peut donc pas prétendre que tous les migrants sont des exilés politiques, car, contrairement à ces exilés, les émigrés portugais n'avaient pas, eux, consciemment, pour but de dénoncer le régime portugais, n'entrevoiant pas les liens entre ce qui les avait fait partir, à savoir la misère et la pauvreté d'un pays profondément rural, et les responsabilités de ce régime qui faisait tout pour maintenir le pays dans cette situation anachronique.

Faut-il pour autant considérer que seuls ceux qui avaient pu acquérir une conscience politique au Portugal l'ont quitté pour des motifs politiques ? Cela sous-entend que leurs raisons de départ étaient claires au moment de celui-ci ; or, on peut très bien penser qu'ils n'ont qu'après coup compris les profondes motivations de leur migration. Mario Soares, arrivé en France en 1970, constate en 1972 que « bien souvent, l'émigration est le refus de vivre dans un climat

⁵⁴ Cf. par exemple : Yves Léonard, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 1996.

d'oppression économique et politique, même si ceux qui partent ne prennent politiquement conscience de ce phénomène qu'*a posteriori* »⁵⁵. Précisément parce qu'elles sont souvent reconstituées ou rationalisées après coup, les motivations d'un départ sont souvent difficiles à cerner, comme en témoigne la multiplicité des modèles élaborés par les chercheurs pour en rendre compte. Yossi Shain constate, par exemple, que la plupart des sociologues ayant étudiés les différents types de migrations établissent des typologies de migrants à partir « (1) de l'expérience psychologique et sociale des exilés avant le départ de leurs pays d'origine; (2) les causes, motivations et moyens de départs et (3) l'adaptation et assimilation des exilés dans le pays d'asile »⁵⁶. William Petersen, lui, distingue les émigrés qui ont été « poussés » de ceux qui ont été « tirés », ceux qui sont partis contre leur volonté de ceux qui sont partis volontairement, avant d'affiner le premier groupe en fonction des degrés d'urgence dans lequel s'est fait le départ : certains sont alors seulement « incités » et d'autres « forcés »⁵⁷. Au contraire, Barry Stein tend à oblitérer le critère de la volonté ou de la conscience lorsqu'il évoque une « irrésistible poussée » qui peut être provoquée par des guerres, révolutions, persécutions, répression⁵⁸. Dans la synthèse proposée par Yossi Shain, comme dans les deux autres cas retenus, l'exilé est défini à partir de ses motivations de départ dont l'expression est mal aisée (d'où le caractère apparaissant souvent arbitraire ou normatif des typologies).

Une issue est possible à condition d'étudier non plus les motivations mais les pratiques des migrants. Ainsi Yossi Shain définit les exilés politiques comme

⁵⁵ Mario Soares, *Le Portugal bâillonné*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 278.

⁵⁶ Yossi Shain, *The frontier of loyalty. Political exils in the age of the Nation-States*, Middletown, Wesleyan University Press, 1989, p. 8.

⁵⁷ William Petersen, « A general typology of migration », *American sociological review*, n° 23, juin 1958, pp. 256-266.

⁵⁸ Barry Stein, « The refugee experience : defining the parameters of a field of study », *International migration review*, n° 15, printemps-été 1981, pp. 320-330.

ceux des immigrés qui sont engagés « dans une activité politique dirigée contre la politique du régime de son pays, contre le régime lui-même, ou contre le système politique dans son ensemble, afin de créer des circonstances favorables à son retour »⁵⁹. Comme nous l'avons suggéré, dans le cas portugais, cette action militante d'opposition peut avoir commencé au Portugal ou au contraire s'initier en France, un émigré se transformant alors en un exilé en raison de son action (ou inversement). L'intérêt de définir l'exilé politique par ses pratiques militantes plutôt que par ses motivations est donc aussi de respecter et de restituer les évolutions. Ainsi, il est probable que certains des opposants au régime portugais qui se sont exilés aient par la suite abandonné leur lutte par découragement ou déception ; ils deviennent alors des émigrés bien que leurs motivations de départ aient été d'ordre politique.

L'exil portugais en France entre 1958 et 1974 est fortement marqué, à divers titres, par les guerres coloniales portugaises. Celles-ci commencèrent en 1961 et s'élargirent sur trois fronts : en Guinée-Bissau, au Mozambique et en Angola. Pour continuer sa « mission civilisatrice » en Afrique, le régime portugais consentit un énorme effort du point de vue financier, humain, mais joua aussi sa propre survie⁶⁰. Pour mener à bien ce qui, au début, n'était présentée que comme une simple opération de police, près de la moitié du budget portugais fut dilapidée ; Salazar, puis son successeur Marcello Caetano, furent obligés d'ouvrir le Portugal aux capitaux étrangers, renonçant ainsi au projet d'autarcie économique résumé par la formule : « orgueilleusement seuls ». Les jeunes hommes portugais âgés de 18 à 23 ans furent à partir de 1961 mobilisés afin d'effectuer 4 à 5 ans de service militaire et, pour un grand nombre d'entre eux,

⁵⁹ Yossi Shain, *The frontier...*, *op. cit.*, p.15.

⁶⁰ Cf. José Antunes Freire, *O império...*, *op. cit.*

contraints de combattre en Afrique. Certains préférèrent éviter l'incorporation en partant à l'étranger, en France principalement. Doit-on alors considérer ces réfractaires et déserteurs comme des exilés politiques et voir en leur acte une opposition ouverte au régime ? Marie-Christine Volovitch-Tavares suggère que non en expliquant que, pour les réfractaires, dans leur majorité, « cette guerre n'était pas la leur et la défense des *provinces d'outre-mer* ne leur apparaissait pas comme un devoir »⁶¹. Il n'y aurait donc pas de leur part désobéissance ; seulement les idéaux du régime ne sont pas partagés, ni *a fortiori* appuyés, par une partie de la jeunesse. On peut ajouter que certains réfractaires auraient pris de toutes façons les chemins de l'émigration, surtout ceux d'origine rurale pour qui une incorporation de 4 ou 5 années aurait rendu plus compliquée la situation économique déjà difficile. Pour ces derniers, les guerres constituaient donc une raison en plus de migrer et venaient ainsi accélérer le processus de l'émigration. En revanche, pour les jeunes citadins issus de la petite ou moyenne bourgeoisie, pour qui la guerre ne constituait pas un fardeau économique, le refus de l'incorporation peut révéler une opposition de conviction aux guerres coloniales et, en même temps, au régime car les guerres coloniales sont très tôt apparues pour l'opposition anti-salazariste comme un enjeu politique majeur, à la fois clef de voûte du régime, en ce qu'elles entretenaient ses mythes, et « maillon faible du fascisme portugais », ne serait-ce que par leur coût.

Cependant, pour transformer ces réfractaires en exilés politiques, il faudrait, en vertu de ce qui précède, qu'ils aient des pratiques de lutte contre le régime ; or le seul fait de manquer à l'incorporation ne paraît pas être, même pour

⁶¹ Marie-Christine Volovitch-Tavares, « Les Portugais de France » in David Assouline, Mehdi Lallaoui, *Un siècle d'immigration*, t. 3, 1945 à nos jours. Du chantier à la citoyenneté ? Bezons, Au nom de la mémoire, 1997, pp. 67-91, p. 82.

un jeune citoyen aisé, un acte de défection conscient à l'égard du régime, une volonté de s'opposer à lui. Le cas des déserteurs, lui, peut se révéler différent car la désertion, outre les risques qu'elle comportait et les dures sanctions qui la punissait, impliquait l'impossibilité de retourner au Portugal alors que les réfractaires avaient, pour la plupart, la possibilité de régulariser leur situation militaire. Contrairement au refus d'incorporation, la désertion représentait donc un acte de contestation surtout quand, comme le souhaitaient les groupes d'oppositions d'extrême-gauche, le déserteur gardait ses armes pour qu'elles puissent être utilisées ultérieurement dans la lutte.

Les typologies des chercheurs, rapportées au cas portugais, conduisent à choisir de maintenir la distinction entre immigrés et exilés, ces derniers cependant devenant tels ici par leurs pratiques politiques. Reste à savoir si cette définition, pour les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974, est compatible avec deux des modes de désignations auxquels ces exilés ne purent échapper : celui promulgué par l'Etat français et ceux élaborés par les Portugais eux-mêmes.

Les désignations des exilés politiques portugais par l'Etat français entre 1958 et 1974

Entre 1958 et 1974, comme avant et après et à l'instar de nombreux Etats, l'Etat français reconnaît et protège les exilés politiques en leur conférant, à leur demande, le statut de « réfugié politique ». La notion de réfugié politique a donc une acceptation juridique et administrative. Or, entre ces deux dates, seules 608 demandes d'octroi de statut de réfugié politique ont été faites auprès de l'OFPPA

(Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) par des Portugais et seules 314, soit à peine plus de la moitié, ont abouti⁶². Doit-on considérer ce chiffre de 608 Portugais comme celui des exilés politiques portugais en France entre 1958 et 1974 ? Et pourquoi seule la moitié des requérants a obtenu ce statut ?

Un premier constat est que la faiblesse du nombre des demandes tient à ce que la grande majorité des exilés portugais n'ont pas demandé le statut de réfugié politique. En effet, comme le constate Hervé Dupont Monod beaucoup d'exilés portugais marquent « des réticences à présenter à l'OFPRA une demande de reconnaissance car ils craignent l'aspect inquisitorial de cet organisme »⁶³. Un autre aspect inquisitorial auquel peuvent être soumis les exilés politiques portugais est décrit dans la même étude : l'auteur relate que « les insoumis ou déserteurs portugais qui se présentent à la Préfecture de Police, à Paris, se voient souvent longuement interrogés par un inspecteur des Renseignements Généraux qui se montre avide de connaître la réalité politique portugaise »⁶⁴. Face aux démarches administratives, la grande majorité des exilés politiques portugais préférèrent donc ne faire aucune demande. Effectivement, pour eux qui, comme la plupart des exilés avant leur départ de leur Etat respectif, avaient connu la force répressive de l'institution policière au Portugal, la perspective de passages répétés devant la Préfecture de Police, Renseignements Généraux et autres avait un sentiment d'insécurité et un réflexe de défense. Même en France, ils se sentaient traqués, surveillés, épiés. Ainsi beaucoup de ceux qui auraient pu en théorie

⁶² Toutes les données chiffrées concernant les exilés politiques portugais et l'OFPRA sont tirées de : Antonio Jorge dos Santos e Silva, *Le cas des réfugiés politique portugais en France : vers une étude statistique du fichier de l'OFPRA - approches juridiques du statut de réfugié*, mémoire de DEA d'histoire sous la direction de Marie-Hélène Pinwik, Université Paris IV, 1998, pp. 69-71.

⁶³ Hervé Dupont Monod, *La situation juridique des réfractaires portugais en France*, exemplaire dactylographié, sans date (probablement 1973), archives de la Cimade, 11 p., p.9.

⁶⁴ *Idem*, p. 11.

obtenir le statut de réfugié politique ne cherchaient pas à l'obtenir non seulement par peur des problèmes administratifs, mais aussi pour ne pas se faire remarquer de l'Etat d'accueil et de sa machine policière. Cette donnée n'étant pas propre aux exilés portugais, elle n'explique la faiblesse du nombre de demandes que dans la mesure où ces exilés, comme d'autres, avaient le moyen de se passer de ce statut de réfugié : ils préféraient se fondre dans l'émigration économique, sans attirer l'attention sur leurs motivations politiques et par conséquent sur leurs activités politiques. Ne pas demander le statut apparaissait ainsi un gage de sécurité et d'une certaine liberté car comme le rappelle Gérard Noiriel, « la tradition française, c'est aussi une répression systématique (au moins jusque dans les années 1960) de l'activité militante des travailleurs étrangers »⁶⁵. En effet, les réfugiés politiques, comme les étrangers en général, étaient tenus à une « stricte neutralité politique » dans le territoire français. Ce principe n'était pas inscrit dans la loi, mais il était réitéré dans de nombreuses circulaires⁶⁶ et réaffirmé, à l'occasion, dans les discours gouvernementaux. Ainsi, le ministre de l'intérieur Raymond Marcellin déclara le 10 août 1968 (donc après mai) que « les étrangers qui n'observent pas la neutralité politique ont été, sont et seront expulsés du territoire national »⁶⁷. Ce principe est appliqué : de mai 1968 au 13 novembre 1968, 215 étrangers ont été expulsés dont 18 Portugais⁶⁸.

Même sans attirer l'attention par la demande d'un statut, certains exilés portugais n'échappaient pas toujours à la police française qui traquait « les activités subversives » et leur réservait alors un traitement particulier par rapport

⁶⁵ Gérard Noiriel, *Le creuset français*, Paris, Seuil, 1988, p. 331.

⁶⁶ Stéphane Dufoix, « Conditions juridiques et politiques de l'exil d'après-guerre en France », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 44, octobre-décembre 1996, pp. 55-58.

⁶⁷ Léon Gani, *Syndicats et travailleurs immigrés*, Paris, Editions Sociales, 1972, p.72.

⁶⁸ *Combat*, 10 février 1969.

aux autres migrants portugais : convocations fréquentes au commissariat de police pour le renouvellement de la carte de séjour, assignations à résidence, interdictions de circulations. Ainsi, par exemple, les membres de la LUAR (Liga de União e de Accção Revolucionaria⁶⁹) connus par les services de police français devaient se présenter tout les quinze de jours au commissariat de police de leur lieu de résidence⁷⁰.

Les exilés politiques portugais eurent donc tendance à maquiller leurs parcours pour que ceux-ci s'apparentent à ceux des immigrés économiques portugais qu'ils feignaient d'être : lors de leurs demandes de cartes de séjour, ils cachaient qu'ils avaient fait des études au Portugal ou taisaient leurs opinions politiques⁷¹. Ces pratiques ponctuelles ne les empêchaient pas de mener une activité militante dans leur vie quotidienne alors que demander le statut de réfugié politique aurait entraîné presque automatiquement l'impossibilité de continuer toute activité politique.

Si les Portugais ne demandent pas le statut de réfugié politique, c'est donc aussi parce qu'entre 1958 et 1974, la France ouvre ses frontières aux travailleurs étrangers et particulièrement aux travailleurs portugais réputés bons travailleurs et peu politisés. Cette ouverture des frontières rend la demande du statut de réfugié politique superflue ; néanmoins, à partir de 1971, cette situation semble quelque peu s'altérer. En effet, sur les 608 demandes d'octroi du statut de réfugié politique effectuées par des Portugais entre 1958 et 1974, 341 sont faites entre 1971 et 1974 démontrant d'une part l'augmentation de l'arrivée des réfractaires portugais en France et, d'autre part, une plus grande nécessité de demander le statut. Cette

⁶⁹ Cf. *infra*.

⁷⁰ Note de l'ambassadeur français au Portugal, le 8 août 1968, AMAE, série Europe 1961-1970, sous-série Portugal, vol. 87.

⁷¹ Entretien avec Carlos da Fonseca, le 30 mars 2000, à Paris.

augmentation des demandes résulte de plusieurs restrictions à l'immigration qui interviennent à partir de 1971. Cette même année, un accord franco-portugais tente de réguler les migrations entre les deux pays, la majorité des Portugais ayant jusqu'alors quitté clandestinement le Portugal⁷². Un seuil maximal annuel de 65 000 Portugais venant travailler en France est fixé et il faut désormais avoir plus de 21 ans pour pouvoir quitter le Portugal et obtenir une carte de séjour en France. Les réfractaires, qui ont entre 18 et 21 ans doivent donc théoriquement être refoulés. Même si ces règles ne furent pas rigoureusement respectées par les autorités françaises qui toléraient l'entrée en France des jeunes portugais de moins de 21 ans démunis de passeport ; elles rendirent néanmoins plus précaire la situation des jeunes réfractaires portugais et dissuadèrent les moins résolus à partir⁷³. D'autre part, en 1972, les circulaires Fontanet et Marcellin s'attaquèrent, elles, à une régulation générale de l'immigration. Les arrivées individuelles d'étrangers étaient désormais interdites ; seuls les étrangers entrant en France dans le cadre d'accords bilatéraux pouvaient avoir une carte de séjour et de travail qui, dès lors, ne faisaient plus qu'un, obligeant les étrangers à travailler pour pouvoir résider en France. Ces circulaires empêchaient donc l'arrivée de nouveaux exilés portugais, et principalement de jeunes réfractaires, puisque ceux-ci arrivaient en France clandestinement, hors des accords bilatéraux⁷⁴.

Après 1971, face aux restrictions à l'immigration, la demande du statut de réfugié politique s'avère alors un recours car elle permet d'échapper aux restrictions liées aux circulaires Fontanet et Marcellin. En effet, comme le

⁷² Cf. « Protocole du 29 juillet 1971 sur l'immigration et la situation sociale des travailleurs portugais et de leur famille », *Hommes et migrations*, n° 817, 1971, pp. 4-8.

⁷³ Cf. Données statistiques et sociologiques sur les exilés portugais, sans date (probablement 1972), archives de la Cimade.

⁷⁴ Hervé Dupont Monod, *La situation...*, *op. cit.*, p.8-9.

souligne Hervé Dupont Monod, « arrivés sur le territoire français, le réfractaire doit s'adresser aux services préfectoraux pour obtenir un titre provisoire de séjour. Sur ce titre provisoire les services préfectoraux apposent une mention : A sollicité l'asile politique MOE, qui permettra au réfractaire de chercher, puis d'exercer un travail sans être soumis aux conditions restrictive de la circulaire Fontanet-Marcellin »⁷⁵. Il semble donc que les autorités françaises se montrèrent conciliantes envers les réfractaires portugais, bien que ces textes laissent ceux-ci, sciemment, dans une situation toujours menacée. Les réfractaires portugais étaient donc à partir de 1972 dans une « situation hybride »⁷⁶, ils n'avaient ni le statut de réfugié politique ni la condition de travailleurs immigrés mais toutes les conséquences et inconvénients que ces deux situations comportaient. Ce régime particulier, sans grand fondement juridique, laissait ces réfractaires sous la menace de mesures arbitraires du ministère de l'intérieur qui pouvait légalement cette fois à tout moment changer leur situation.

Les 608 Portugais qui demandèrent le statut de réfugié politique entre 1958 et 1974 le firent conformément à la procédure habituelle auprès de l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides)⁷⁷. Une note pour le cabinet du ministre des Affaires étrangères datée du 15 novembre 1966 résume la politique française menée à l'égard des migrants portugais jusqu'alors. Selon elle, l'octroi du statut de réfugié par la commission des recours de l'OFPRA au Portugais Antonio de Moura Diniz « inverse une jurisprudence constante selon laquelle les ressortissants portugais étaient en fait exclus en France du bénéfice de

⁷⁵ Hervé Dupont Monod, *La situation...*, *op. cit.*, p.10.

⁷⁶ *Idem.*

⁷⁷ Sur l'OFPRA, cf. : Gérard Noiriel, *La tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe (1793-1993)*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

la convention précitée relative au statut des réfugiés. Aussi bien la commission des recours avait-elle toujours considéré - et tel fut invariablement l'avis du département et du Conseil de l'Office - qu'il n'y avait pas lieu de reconnaître la qualité de réfugié aux ennemis du Président Salazar, non seulement parce que l'instauration d'un régime autoritaire ne constitue pas un des événements majeurs, générateurs de persécutions, visés par la Convention de Genève de 1951, mais aussi parce que les développements de la situation au Portugal depuis 1928 n'ont, à aucun moment, motivé, avant ou après la signature de ladite convention, la conclusion d'arrangements internationaux relatifs aux Portugais se trouvant en exil. Encore que l'octroi du statut de réfugié renforce théoriquement nos moyens de contrôler chez nous les activités politiques des adversaires du régime de Lisbonne, la décision de la commission des recours apparaît politiquement inopportune ; elle est également économiquement critiquable, étant de nature à inciter un certain nombre des 80.000 travailleurs portugais, immigrés plus ou moins clandestinement en France, à solliciter le bénéfice de ce statut qui est plus avantageux que celui des contrats de travail qui leur sont proposés»⁷⁸.

L'octroi du statut de réfugié politique par l'OFPRA aux « ennemis », et non victimes, du régime de Lisbonne - l'utilisation du nom de la capitale portugaise tend à occulter la nature du régime et à adoucir son caractère autoritaire - résulte plutôt d'une jurisprudence et d'une interprétation peu extensive de la Convention de Genève de 1951 (en vigueur en France en 1954⁷⁹) qui définit les réfugiés comme « toute personne qui par suite d'événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutés du fait de sa race, de sa

⁷⁸ Note du 15 novembre 1966 pour le cabinet du ministre des Affaires Etrangères du gouvernement français, AMAE, série Europe 1961-1970, sous-série Portugal, vol. 87.

⁷⁹ Cf. Antonio Jorge Santos e Silva, *Le cas...*, *op. cit.*

religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou qui, si elle n'a pas de nationalité, et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou en raison de la dite crainte, ne veut y retourner »⁸⁰. Or, à l'inverse de ce que prétend la note s'appuyant soi-disant sur la Convention, des personnes furent persécutées à cause de leurs opinions politiques après l'instauration du régime autoritaire portugais et durent, de crainte de subir des persécutions, quitter le Portugal.

Bien que, théoriquement, l'OFPRA soit indépendant du ministère des affaires étrangères, l'octroi ou non du statut de réfugié politique est influencé par les relations diplomatiques entre les Etats et en l'occurrence, entre la France et le Portugal, ce qui explique la complaisance de l'OFPRA envers le régime salazariste. En effet, les archives du ministère des affaires étrangères français révèlent que la diplomatie française, entre 1958 et 1974, considère le Portugal comme un « pays voisin et ami »⁸¹ et les deux pays entretenaient d'étroites collaborations. L'octroi du statut de réfugié politique à des exilés portugais pouvait compromettre les bonnes relations diplomatiques entre les gouvernements français et portugais puisqu'il amenait à faire reconnaître par l'Etat français le caractère dictatorial du régime salazariste en donnant ainsi une légitimité morale et politique aux exilés politiques portugais.

⁸⁰ Le texte intégral de la Convention de Genève est cité par exemple in Frédéric Tiberghien, *La protection des réfugiés en France*, Paris, Economica, 1988.

⁸¹ Lettre du ministre des Affaires Etrangères du gouvernement français au ministre de l'Intérieur du gouvernement français, 26 novembre 1968, AMAE, série Europe 1961-1970, sous-série Portugal, vol.87.

De plus l'OFPPRA, jusqu'en 1971, date de la ratification par la France du protocole de Bellagio, signé en 1967⁸², qui enlève la date butoir de 1951 fixée par la Convention de Genève pour reconnaître les réfugiés politiques, peut arguer que les exilés portugais ne peuvent justifier de persécutions postérieures à 1951, car, en effet, la moyenne d'âge des demandeurs était, en moyenne, entre 20 à 23 ans⁸³. Et surtout, l'OFPPRA ne considère pas que le fait d'être réfractaire aux obligations militaires suffit à arguer la persécution politique telle que l'entend la Convention de Genève : le réfractaire doit alors prouver qu'avant de s'insoumettre, il avait déjà eu des activités politiques qui, elles, pouvaient le rendre victime de persécutions. Hélène Scob, responsable du service réfugié de la Cimade explique ainsi en juin 1972, à un comité de déserteurs et réfractaires de Grenoble, l'argumentaire qu'il faut avancer auprès de l'OFPPRA : « on peut même parfois expliquer tout un comportement psychologique personnel en rapport avec la situation sociale et politique du Portugal. La désertion doit être présentée comme une conclusion normale à toute attitude et un engagement soit personnel soit militant »⁸⁴. Cependant, il est difficile, comme l'exige l'OFPPRA, pour les exilés politiques de fournir des preuves (« concrètes » selon Hélène Scob : « emprisonnement, association illégale d'étudiants »⁸⁵) démontrant qu'ils ont été victimes de persécutions à cause de leurs opinions politiques et ainsi mériter le statut.

La politique de l'OFPPRA envers les exilés politiques portugais et les textes régissant le droit d'asile français rendent donc l'octroi du statut de réfugié politique à des exilés politiques portugais extrêmement difficile et aléatoire.

⁸² Hervé Dupont Monod, *La situation...*, op. cit., p. 3.

⁸³ Antonio Jorge dos Santos e Silva, *Le cas...*, op. cit., pp. 69-71.

⁸⁴ Lettre d'Hélène Scob au Comité portugais de Grenoble, le 5 juin 1972, archives de la Cimade.

⁸⁵ *Idem*.

Malgré cela, 314 Portugais ont obtenu le statut de réfugié politique entre 1958 et 1974 (187 entre 1971 et 1974). Selon une note de 1967 émanant de l'OFPRA, « l'OFPRA croit devoir rappeler que les seuls citoyens portugais qui aient été reconnus comme réfugiés au titre de la convention de Genève l'ont été dans le passé en tant qu'exilés de la guerre civile espagnole »⁸⁶. D'après cette note, seuls les Portugais ayant participé, aux côtés des républicains, à la guerre civile espagnole, entre 1936 et 1939, ont obtenu le statut de réfugié politique⁸⁷. Or, si de 1958 à 1967, 53 Portugais ont obtenu le statut, la moyenne d'âge des demandeurs oscillait entre 20 et 31 ans rendant donc cet règle de l'OFPRA peu convainquante.

De plus, entre 1958 et 1974, le pourcentage annuel d'octroi de statut par rapport aux demandes ne subit aucune évolution significative permettant d'envisager un changement d'attitude de l'OFPRA vis-à-vis des demandeurs portugais. Même si l'on distingue deux périodes de part et d'autres de l'année 1971 - date de ratification du protocole de Bellagio par la France qui permet donc théoriquement aux jeunes exilés portugais d'obtenir le statut et, année ou la politique d'immigration française rend, pour les réfractaires portugais, utile la demande du statut - le taux d'octroi du statut de réfugié varie peu : 48% entre 1958 et 1970, 55 % entre 1971 et 1974. Il semble alors que l'octroi du statut de réfugié politique aux exilés politique portugais par l'OFPRA ait été guidé par une logique pragmatique, cet octroi étant fait au cas par cas, selon la personnalité du requérant et les intérêts, à un moment donné, du ministère de l'intérieur et du ministère des Affaires Etrangères afin de concilier l'intérêt diplomatique du

⁸⁶ Note du 16 novembre 1967 pour le cabinet du ministre des Affaires Etrangères du gouvernement français, AMAE, série Europe 1961-1970, sous-série Portugal, vol.87.

⁸⁷ Sur la présence de Portugais dans la guerre civile espagnole, voir : Ana Cristina Climaco Pereira, *L'exil...*, *op. cit.* ; João Maria Paulo Varela Gomes, « Portugueses na guerra civil de Espanha contra o fascismo : o mistério de um silêncio » *Historia*, n° 74, décembre 1984, pp. 16-25.

gouvernement français et « une certaine image de marque de pays *accueillant* dans la communauté internationale »⁸⁸.

Plusieurs motifs se conjuguent pour que le statut politico-administratif de réfugié politique ne permette pas de saisir le groupe que les chercheurs repèrent sous ce vocable ou sous un vocable proche⁸⁹ (et qui est indéniablement plus large que les 314 Portugais ayant obtenu le statut de réfugié politique ou les 608 requérants) : la réticence des intéressés à l'égard de la procédure, le fait que les exilés politiques portugais pouvaient se passer de ce statut en se coulant dans la migration dite économique et les règles et les pratiques dissuasives de l'OFPPA. expliquent ce constat. Cette donnée a-t-elle un écho dans la façon dont ces Portugais vivant en France se définissent : les conduit-elle à s'appuyer dans leur spécificité ou, au contraire, à faire valoir, au-delà de leur solidarité, leur ressemblance avec ceux de leurs compatriotes dont la quête fut prioritairement celle d'une vie matérielle meilleure ?

Auto-représentation

Filipe Amorim, menacé d'expulsion pour ne pas avoir respecté une « stricte neutralité politique »⁹⁰, avoir milité « activement au sein d'organisations subversives »⁹¹ et avoir été « inculpé de coups et blessures volontaires lors des événements de février 1972 (affaire Overney) »⁹², écrit une lettre ouverte, publiée

⁸⁸ Hervé Dupont Monod, *La situation...*, *op. cit.*, p. 1.

⁸⁹ *Cf. supra.*

⁹⁰ *Politique hebdo*, 26 juillet 1973.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² *Ibid.*

le 26 juillet 1973 dans *Politique-Hebdo*, journal qui se veut ouvert sur toutes les tendances d'extrême-gauche, pour expliquer son cas : « Qui suis-je ? Je suis un ouvrier portugais. Je suis venu en France en 1969 pour ne pas faire mon service militaire, comme beaucoup de jeunes Portugais qui préfèrent quitter leur pays plutôt que de participer aux massacres auxquels les militaires portugais veulent les faire participer. Les dernières révélations sur l'action des mercenaires portugais contre des villages entiers du Mozambique permettent de mieux comprendre pourquoi la majorité des jeunes portugais veut désertir. En novembre 1970, j'ai été embauché à Boulogne-Billancourt comme peintre-pistoleur. C'était mon métier au Portugal. Ecoeuré par les conditions de travail, les cadences, les brimades et le racisme de certains chefs, je suis devenu un militant actif du Comité de lutte, organisation légale, dont les statuts sont déposés à la Préfecture »⁹³. Bien qu'il soit réfractaire et ait assimilé son départ du Portugal à un acte de dénonciation de la politique coloniale portugaise et qu'il soit un militant, il ne revendique que sa condition d'ouvrier portugais et jamais celle d'exilé politique. Cette attitude s'apparente au comportement de la grande majorité des exilés politiques portugais. D'une part, face à la machine policière française, ceux-ci préfèrent utiliser leurs identités de Portugais, de travailleurs immigrés ou d'ouvriers. D'autre part, cette lettre ouverte qui s'achève par : « J'appelle tous les ouvriers de Renault à me soutenir contre mon expulsion »⁹⁴ montre aussi que sa revendication l'insère dans la classe ouvrière en France, constituée de travailleurs français et de travailleurs immigrés. L'identité ouvrière prime donc pour lui sur l'identité nationale ; Filipe Amorim renforce d'ailleurs cette idée en soulignant qu'il exerce le même métier en France et au

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ *Ibid.*

Portugal. C'est à partir de son identité d'ouvrier qu'il dénonce sur le même plan les guerres coloniales portugaises, ses conditions de travail et le racisme dont il est victime. Cependant, son militantisme s'inscrit dans une volonté de politisation de l'immigration portugaise en France. En effet, sa participation au Comité de lutte - structure sans aucune spécificité nationale créée par des militants maoïstes afin de court-circuiter les syndicats (surtout la CGT) dans les entreprises - et sa participation aux événements qui ont suivi le meurtre, le 26 février 1972, du jeune militant maoïste Pierre Overney par un vigile de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt⁹⁵, révèlent son militantisme auprès des ouvriers de Renault. Pour cela, Filipe Amorim n'utilise que son identité d'ouvrier. De même, en 1973, Antonio Silva, qui se définit comme un ouvrier portugais et qui est ouvrier spécialisé à Renault, dépose un recours au Conseil d'Etat afin de s'opposer aux circulaires Fontanet et Marcellin⁹⁶. Ces circulaires, comme nous l'avons vu, sont un enjeu particulier pour les jeunes réfractaires portugais qui, d'après elles, ne pourraient, théoriquement, venir trouver refuge et travailler en France. Cependant, Antonio Silva n'avance pas une identité pour mener ce combat, il se présente seulement comme un ouvrier portugais. Néanmoins, ces deux exemples concernent des actions menées dans le cadre de la vie politique française et non dirigées directement contre le régime portugais. Il est plausible que ces exilés (au sens où nous l'avons défini : qui ont des pratiques politiques) utilisent donc plutôt l'identité d'ouvrier portugais en France car l'objet de leurs revendications est placé dans l'espace politique français alors que la notion d'exilé politique portugais viserait peut-être pour eux plutôt l'espace politique portugais.

⁹⁵ Cf. Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération*, t. 2, *Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1988, pp. 383-422.

⁹⁶ « Travailleurs immigrés en lutte contre les circulaires Fontanet et Marcellin », *Lettre*, mai 1973.

L'utilisation ou non de l'identité d'exilé politique dépend donc de l'objet de la revendication et aussi de l'interlocuteur. Ainsi selon que les journaux écrits par les exilés politiques portugais s'adressent plutôt à l'immigration économique portugaise ou plutôt à l'immigration politique, les termes d'« exilés » ou de « travailleurs immigrés » sont utilisés différemment. Par exemple, le *Jornal Português*, qui est publié de 1973 à 1974 et dont le directeur de publication est le Père Robert Davezies⁹⁷, se considère comme un « journal indépendant de partis et organisations politiques, écrit par des immigrés pour des immigrés »⁹⁸. Ainsi, dans les journaux écrits pour les « immigrés » portugais, les exilés politiques tendent à cacher leurs différences et à s'identifier à leurs lecteurs potentiels.

Une lettre adressée, le 18 février 1970, par Manuel Dinis Jacinto à la rédaction des *Cahiers de Mai*, mensuel d'extrême-gauche créé après mai 1968, commence ainsi : « Camarades. Portugais, Réfugié politique fuit de la guerre colonial [*sic*] »⁹⁹. Ce Portugais (qui soit a obtenu le statut de réfugié politique, soit l'utilise comme synonyme d'exilé politique) met en valeur son identité d'exilé politique portugais car ses interlocuteurs sont supposés partager ses convictions politiques.

L'identité présentée par les exilés politiques portugais dépend donc aussi de l'interlocuteur : quand celui-ci est un immigré économique portugais, l'identité mise en avant est plus volontiers celle de travailleur, mais quand l'interlocuteur partage les convictions politiques de l'exilé politique, l'identité d'exilé politique est affirmée. Cependant, l'utilisation ou non de l'identité d'exilé politique dépend aussi d'autres facteurs.

⁹⁷ Cf. Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération...*, *op. cit.*, pp. 301-304.

⁹⁸ Robert Davezies, « Editorial », *Jornal português*, avril 1973.

⁹⁹ Fonds Cahiers de Mai, BDIC, F°Δ 578/8.

Ces quelques vers d'un poème de Manuel Alêgre donnent une représentation restreinte des exilés politiques portugais en 1964 : « Nous étions vingt ou trente sur les marges de la Seine/ Et les yeux allaient avec les eaux/ cherchaient le Tage dans les eaux de la Seine »¹⁰⁰. Ces vingt ou trente exilés sont l'élite du groupe dont fait partie l'auteur, ces intellectuels et hommes politiques ayant quelque renommée, qui, eux se considèrent et s'identifient comme exilés politiques. D'ailleurs le lien Seine/Tage - Paris/Lisbonne confirme l'élitisme de cette représentation, sous-entendant que tous les exilés politiques portugais venaient de Lisbonne. L'image de l'exilé politique est ici attribuée aux seuls hommes politiques et intellectuels, la condition sociale et l'identité d'exilé allant de pair. Ainsi, de nombreux exilés politiques portugais ne se sont pas considérés comme tels car ils n'appartenaient pas à ces milieux : ils ont intériorisé ces catégorisations sociales existantes. Les désignations des exilés politiques portugais sont donc souvent seulement liées à cette élite. Parmi les exilés politiques portugais, certains opposent ceux qui déambulent dans les cafés du quartier latin où, « assis devant un café, les intellectuels radicaux font de la politique »¹⁰¹ aux prolétaires. Ces divisions sont néanmoins largement maniées à des fins politiques dans le cadre des rivalités entre groupes et partis politiques et ne reposent pas toujours sur une division sociale effective. En effet, la condition sociale est utilisée dans les conflits idéologiques, par exemple, Alvaro Cunhal, secrétaire général du PCP, pour riposter aux attaques de l'extrême-gauche portugaise, écrit « *O radicalismo pequeno-burguês de fachada socialista* »¹⁰² (le radicalisme petit-bourgeois de façade socialiste), liant idéologie politique et

¹⁰⁰ Manuel Alêgre, *Lusiade exilé*, Paris, Seghers, 1970.

¹⁰¹ Pedro Rocha , « Emigração, associativismo e radicalismo », *União*, mars/avril 1973.

¹⁰² Alvaro Cunhal, *O radicalismo pequeno-burguês de fachada socialista*, Lisbonne, Avante, 1974 (3^{ème} ed.).

condition sociale. La désignation que les exilés politiques choisissent pour eux-mêmes dépend donc de leurs conditions sociales, de leurs activités professionnelles et également de la nature de leurs activités politiques.

Trois émetteurs de définitions désignent les exilés politiques portugais en France entre 1958 et 1974 : les chercheurs *a posteriori*, l'Etat français et les Portugais eux-mêmes qui ont contribué à renforcer l'apparence de leur inexistence en ne demandant pas le statut de réfugié politique et en revendiquant, parcimonieusement et stratégiquement, leur identité d'exilé politique. A partir de ces trois émetteurs, plusieurs quantifications des exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974 sont possibles. On peut ainsi avancer, outre le nombre total de Portugais venus en France entre 1958 et 1974, le nombre total des déserteurs et réfractaires portugais venus en France, avant 1974, soit près de 100 000¹⁰³ ; le nombre de demandeurs du statut - 608- ou le nombre de réfugiés politiques reconnus : 314¹⁰⁴ ; les 20 ou 30 Portugais du poème de Manuel Alègre¹⁰⁵. Cependant, ces quantifications sont, on l'a vu, aléatoires. Or en définissant les exilés politiques portugais selon leurs pratiques militantes, et non pas seulement selon leurs motivations, ce qui fait que la condition d'exilé n'est pas figée mais dynamique, on peut néanmoins, comme Antonio Telo, avancer le chiffre de 10 000 pour quantifier les exilés politiques portugais venus en France entre 1958 et 1974¹⁰⁶.

¹⁰³ Selon l'estimation de Marie-Christine Volovitch-Tavares in Marie-Christine Volovitch-Tavares « Les Portugais de France », *op. cit.*, p. 82.

¹⁰⁴ Cf. *supra*.

¹⁰⁵ Manuel Alègre, *Lusiade...*, *op. cit.*

¹⁰⁶ Antonio Telo, « Emigração, exílio e democracia em Portugal », *Exils et migrations ibériques au XXème siècle*, n° 3-4, 1997, pp-155-167, p. 164.

Chapitre 2

La position originale des exilés politiques portugais dans la société française

Pour spécifique qu'il soit, l'exilé politique doit, comme tout migrant chercher où vivre, pouvoir se nourrir, se vêtir et trouver du travail dans un environnement différent de celui auquel il était jusqu'alors habitué. Or, l'exilé politique portugais n'a-t-il pas, en dehors de l'engagement qui le définit, une particularité dans la construction de son quotidien, dans son activité professionnelle, par rapport aux émigrés portugais dits économiques qui, à la même période, viennent travailler en France ? A partir des points de vues de l'administration française, d'études sociologiques de l'époque et aussi d'associations qui ont été en contact avec les exilés politiques, la composition, l'évolution et la particularité des exilés politiques portugais peuvent être appréhendées.

Un groupe composite

Le manque de statistiques fiables, qui tient en partie à la variété des définitions des exilés politiques portugais¹⁰⁷, contribue à ne pouvoir déterminer exactement l'origine sociale des exilés politiques portugais. La Cimade (Comité intermouvement auprès des évacués), fondée après 1945 afin de secourir réfugiés

¹⁰⁷ Cf. *supra*.

et migrants, qui aida les exilés politiques portugais dans leurs démarches administratives, recherches d'emplois, demandes de bourses d'études, etc. - estime en 1971 que les « Portugais eux-mêmes ne sont pas très clairs, ni quant à la composition sociale actuelle du mouvement de résistance à l'armée, ni quant à l'évolution enregistrée depuis le début des années 60. Selon l'opinion la plus répandue, il y aurait eu à l'origine une majorité d'intellectuels issus de toutes les nuances de la bourgeoisie ; puis les idées progressistes et anticolonialistes s'étant propagées, des fils d'ouvriers auraient à leur tour refusé de faire leur service militaire. On assisterait à une démocratisation du mouvement [...]. Il semble, d'après les témoignages que nous avons pu recueillir, qu'il y ait - et qu'il y ait toujours eu - parmi les déserteurs et réfractaires une majorité de citadins et, parmi ces derniers, une forte majorité de jeunes gens issus de la petite bourgeoisie (fonctionnaires, commerçants) »¹⁰⁸. Cette « opinion la plus répandue » à laquelle se réfère la Cimade dans ce constat peut être tenue pour celle d'exilés politiques portugais proches de l'organisation. Ceux-ci, liant l'exil politique portugais avec le mouvement de contestation des guerres coloniales, mettent donc en avant les réfractaires, ces jeunes portugais qui ont eu à prendre position face à ces guerres. En effet, dès 1961, avec le début des guerres coloniales, l'exil politique portugais se confond presque avec le mouvement d'insoumission et de résistance à l'armée et donc, l'origine sociale, et son évolution, de la majorité des exilés dépend de l'origine sociale des opposants aux guerres coloniales; bien que les nuances apportées au chapitre précédent permettent de ne pas considérer systématiquement tous les réfractaires comme des exilés politiques. Il n'en reste pas moins que dès lors, l'exil politique portugais en France connaît une ampleur

¹⁰⁸ Note sur les exilés portugais, sans date (probablement 1972), archives de la Cimade.

numérique jamais atteinte depuis 1926 et aussi une plus grande diversité sociale car avant 1961, l'exil politique portugais est principalement un exil d'élites, tels les anciens ministres et autres hommes politiques se réfugiant en France après le coup d'Etat du 28 mai 1926¹⁰⁹. Dans les années 1960, les exilés politiques portugais ne proviennent plus de l'élite politique portugaise laquelle a été depuis 1926 éduqué et recrutée par le régime ; de plus, les rares qui proviennent de ce groupe s'exilent plutôt au Brésil comme ce fut le cas du Général Humberto Delgado¹¹⁰. Bien qu'il y ait une réelle présence de la bourgeoisie principalement intellectuelle, l'exil politique portugais en France à partir de 1961 n'est plus seulement un exil d'élites.

Certes, les premiers opposants aux guerres coloniales furent les étudiants et autres intellectuels. Parmi les premiers, le régime comptait de nombreux opposants ; Marcello Caetano considère les universités portugaises comme des lieux importants de subversion et, en effet, de violentes révoltes étudiantes y eurent lieu en 1962, 1965 et 1969¹¹¹. Les étudiants portugais étaient alors majoritairement issus de la bourgeoisie, l'université portugaise n'étant fréquentée que par les classes aisées du pays : il était quasiment impossible à un fils et *a fortiori* à une fille d'ouvrier ou de paysan d'accéder à l'université ; cela aurait été une charge financière insupportable pour sa famille, sans compter qu'il/elle aurait été improductif(ve) pour cette même famille durant ses études.

Outre les étudiants, de grands universitaires durent s'exiler en France pour pouvoir continuer leurs recherches comme par exemple Manuel Valadares qui fut

¹⁰⁹ Cf. Ana Cristina Climaco Pereira, *L'exil...*, *op. cit.*

¹¹⁰ Sur le Général Humberto Delgado, cf. : Humberto Delgado, *Mémorias*, Lisboa, Dom Quixote, 1991.

¹¹¹ Alvaro Garrido, *Movimento estudantil e crise do Estado Novo : Coimbra 1962*, Coimbra, Minerva, 1996.

docteur en sciences physiques à l'Université de Paris et directeur du laboratoire français de physique nucléaire de Saclay. Certains comme Rémy Freire, Vasco de Magalhães Vilhena, Antonio José Saraiva, Duarte Leite e Veiga Simões, Maria Helena Andrade e Silva, José Gentil da Silva, João Andrade e Silva et Vitorino Magalhães Godinho furent chercheurs au CNRS ; d'autres furent professeurs ou lecteurs de portugais dans des universités françaises¹¹².

Cette bourgeoisie intellectuelle fut donc une composante non négligeable de l'exil politique portugais. Ainsi, en 1967, la Préfecture de Police de la Seine estime à 100 le nombre d'intellectuels et compte environ 500 étudiants portugais¹¹³. La Préfecture se fonde, pour cette estimation, sur la taille d'associations comme par exemple, l'Union des étudiants portugais en France, fondée à Paris en mai 1960, qui compte, en 1967, 300 membres ou la Ligue portugaise de l'enseignement et de la culture populaire, déclarée à la préfecture le 16 juin 1965, qui elle, à cette date avait parmi ses membres 35 étudiants et 15 « intellectuels »¹¹⁴. Le fait que plus de la moitié des étudiants adhèrent à l'UEPF confirme le caractère massif de l'engagement de cette catégorie. Ces étudiants et intellectuels ont ainsi rejoint le substrat d'exilés politiques portugais résidant déjà en France avant 1958, c'est-à-dire la cinquantaine d'hommes politiques, d'intellectuels, d'artistes et de scientifiques¹¹⁵. Une continuité sociale existe alors parmi ces exilés politiques portugais, de diverses générations, en ce qu'ils appartiennent à la bourgeoisie lettrée.

¹¹² Joaquim Barradas de Carvalho, *O obscurantismo salazarista*, Lisbonne, Seara Nova, 1974.

¹¹³ Préfecture de Police, Direction des renseignements généraux et des jeux, *La colonie portugaise dans la région parisienne*, mars 1967.

¹¹⁴ *Idem*.

¹¹⁵ Frederico Carvalho, « Exílio na margem esquerda », *Expresso*, 12 avril 1997, pp.42-49.

Cependant, il y a un risque de surestimer cette composante intellectuelle dans l'exil politique portugais car c'est la plus visible, celle qui s'exprime le plus, la plus surveillée par les services de police et aussi celle qui est identifiée et s'identifie comme exilée politique. Or, comme le suggère la citation de la Cimade en 1971, l'origine sociale des opposants, et donc des exilés, a évolué, de jeunes citadins de la petite classe moyenne, mais aussi les jeunes ouvriers, influencés par la propagande en faveur de l'insoumission, fuirent les guerres coloniales. Les exilés politiques portugais en France ne furent donc plus seulement issus de la bourgeoisie intellectuelle mais aussi, à partir de 1961, de la petite bourgeoisie et, dans une moindre mesure, des milieux ouvriers et ruraux. Toutefois les distinctions sociales prégnantes dans le pays de départ ne sont pas laissées intactes par l'exil. Une fois arrivé en France, un fils de bourgeois avait de fortes chances de commencer sa vie en étant ouvrier ou employé, tout comme un fils d'ouvrier au Portugal.

Mobilité interne et ouverture

Les premiers emplois exercés en France par les exilés politiques portugais n'étaient pas différents de ceux exercés par la majorité des immigrés portugais à la même époque et estompaient, pour un temps, les différences sociales parmi les exilés. Les exilés politiques portugais subirent les déclassements sociaux classiquement entraînés par la migration¹¹⁶. Des 522 exilés portugais que la Cimade a reçu entre juillet 1965 et décembre 1967 - ces chiffres doivent être cependant considérés avec précaution car tous les exilés n'allèrent pas

¹¹⁶ Cf. Gérard Noiriel, *Le creuset français*, Paris, Seuil, 1988, pp. 168-169.

à la Cimade et les chiffres ne couvrent que deux années -, plus de 90% exerçaient, comme premier emploi en France, des travaux de manoeuvres, de manutentionnaires, d'ouvriers spécialisés. Or, 10 ou 12 mois après leur arrivée en France, la Cimade constate que, si 56,95 % étaient toujours des ouvriers spécialisés, 13% travaillaient dans des bureaux, hôtels et hôpitaux, 11% à mi-temps dans des laboratoires, 6% dans des bibliothèques, musées, etc.¹¹⁷. Ces chiffres témoignent de la rapide évolution professionnelle d'une partie des exilés politiques portugais, ce qui les différencie nettement des immigrants économiques portugais qui n'ont, sauf exceptions, pas connu une mobilité professionnelle aussi rapide. Cette dernière est, dans le cas des exilés, provoquée par leur aspiration à trouver dans la société française une position sociale proche à celle qu'ils avaient ou qu'avaient leurs familles au Portugal et à exercer des emplois liés à leurs qualifications, plus élevées que celles des immigrants économiques portugais.

Parmi ces exilés, les étudiants, en arrivant en France, doivent, pour certains, interrompre, pour un temps au moins, leurs études et trouver rapidement un emploi pour pouvoir subvenir à leurs besoins. N'ayant plus le « capital social » qu'ils avaient au Portugal, ils doivent exercer les professions implicitement réservées aux étrangers, c'est-à-dire des emplois peu qualifiés et peu rémunérés. Trois étudiants reçus par la Cimade en 1965 expriment ainsi les conséquences de ce déclassement : nous « travaillons neuf heures par jour à des travaux pénibles auxquels nous ne sommes pas habitués »¹¹⁸. D'autres multiplient les petits boulots afin de continuer leurs études, le plus prisé étant celui de veilleur de nuit dans les hôtels. Teresa Rita Lopes, par exemple, garde des enfants, fait du repassage,

¹¹⁷ Note sur les exilés portugais, sans date (probablement 1968), archives de la Cimade.

¹¹⁸ Note de Jacques Beaumont du 31 août 1965, archives de la Cimade.

donne des cours particuliers avant d'enseigner à la Sorbonne¹¹⁹. La Cimade essaie de trouver aux jeunes exilés politiques portugais des emplois dans des maisons d'éditions, des laboratoires, « tous les petits métiers qui demandent soin, méthode, pas de technicité exceptionnelle mais une attention qu'un étudiant a acquis naturellement »¹²⁰. De plus, la plupart de ces exilés politiques portugais perdaient également le confort matériel qu'ils connaissaient au Portugal : pour certains, la chambre de bonne à Paris contrastait singulièrement avec le confort qu'ils avaient eu dans leur milieu familial¹²¹.

Parmi les exilés politiques portugais qui essaient de continuer en France les professions et activités qu'ils exerçaient au Portugal se trouvent bon nombre d'étudiants et donc plus généralement les intellectuels. La majorité se trouve à la Sorbonne, à Jussieu, à Nanterre et à Vincennes qui ouvre ses portes en 1969. Mario Soares, par exemple, est chargé de cours à Vincennes¹²² et à la Sorbonne¹²³. Le centre universitaire expérimental de Vincennes, construit quelques mois après mai 1968, se veut innovateur. Il accueille principalement des enseignants et étudiants issus ou proches de l'extrême-gauche et devient un haut-lieu de la contestation gauchiste. De nombreux jeunes étudiants portugais fréquentent alors cette université très active politiquement où ils bénéficient aussi des facilités d'inscription qui y sont offertes et peuvent suivre les cours de professeurs prestigieux : Foucault, Deleuze, Lyotard entre autres. Mario Soares, volontiers considéré par l'extrême-gauche portugaise comme un traître social-démocrate ou un opportuniste, est souvent contesté, lors de ses cours, par les étudiants portugais

¹¹⁹Frederico Carvalho, *Exilio...*, *op. cit.*, p. 46.

¹²⁰ Résumé de la réunion de service de la Cimade du 8 février 1967, archives de la Cimade.

¹²¹ Entretien avec Manuel Villaverde Cabral, le 2 décembre 1999, à Paris.

¹²² Déménagée à Saint-Denis et devenue Paris VIII.

¹²³ Mario Soares, *Escritos de exilio*, Lisbonne, Bertrand, 1975, p. 92.

de Vincennes¹²⁴. Le choix de Vincennes n'est pas exclusif : les autres universités parisiennes accueillent aussi les jeunes exilés politiques portugais qui tentent de concilier études et militantisme, qui vont souvent de pair avec leur survie économique.

Le choix des étudiants/intellectuels portugais de vivre et d'étudier à Paris s'explique pour des raisons liées au Portugal et à la France. Paris est pour les intellectuels portugais la capitale culturelle européenne voire mondiale. La bourgeoisie intellectuelle portugaise est traditionnellement francophone et francophile ; le séjour à Paris est quasiment pour elle un « lieu de mémoire » : le célèbre écrivain Eça De Queiroz a résidé au XIX^{ème} siècle à Paris, où il devint ambassadeur du Portugal ; Aquilino Ribeiro s'est aussi installé, dès le début du siècle, dans la capitale française¹²⁵ et la peintre Maria Helena Vieira da Silva vint en France dès 1928 pour s'y former et continuer son œuvre¹²⁶. Et aussi, dans les années 1960, avec Londres et Berlin, Paris a les lieux universitaires les plus actifs politiquement ; les intellectuels portugais peuvent y continuer leurs recherches et études encouragés par une partie des intellectuels français comme s'en émeuvent les Renseignements Généraux en 1964 : « L'hospitalité offerte traditionnellement par la France à tous les opposants qui se présentent comme *intellectuels* et *champions de la liberté* est en train de faire de Paris la résidence idéale pour apprentis-sorciers. Alors que les manoeuvres étrangers, pauvres gens misérables et dignes d'intérêt, étant jusqu'alors presque abandonnés à leur sort, les intellectuels, écrivains, savants, etc. aux références douteuses et aux capacités incertaines, trouvent rapidement sinécure à l'UNESCO, bourse à l'université, poste de

¹²⁴ *Idem.*

¹²⁵ Jorge Reis, *Aquilino em Paris*, Lisbonne, Vega, 1988.

¹²⁶ Egidio Alvaro, « Peintres portugais et immigration », *Latitudes*, n°5, avril-mai 1999, p.28.

chercheur au CNRS, etc. du moment qu'ils se présentent comme des réfugiés politiques ayant souffert du fascisme ou du colonialisme. En échange, ils apportent leur prestige exotique et leur excitation révolutionnaire, finissant ainsi de faire, du milieu universitaire français, le [lieu] d'ensemencement communiste le plus riche d'Europe »¹²⁷. On reviendra sur ce « communisme » supposé¹²⁸. La question ici est plutôt de savoir si ces intellectuels francophones se fondent dans la catégorie des intellectuels vivant en France au point de n'être plus des Portugais en exil. Non, car la plupart des intellectuels portugais exilés en France continue, par le biais de leurs publications, leur lutte spécifique contre le régime (celle-ci pouvant être articulée à d'autres combats). La publication de textes, d'oeuvres ou d'articles en portugais et sur le Portugal est, pour les intellectuels portugais, une forme de militantisme qui a plusieurs fonctions : une dénonciation du régime portugais auprès des médias internationaux et des gouvernements étrangers et aussi auprès des immigrants économiques portugais qui habitent en France. Les intellectuels et étudiants portugais, dans le cadre des structures universitaires françaises, approfondissent l'étude du Portugal, désormais libérés de toute censure. Le régime salazariste est un des principaux thèmes étudiés car la longévité et les causes qui ont amené ce régime tourmentent ces intellectuels qui ont été, par sa cause, obligés de quitter leur pays. Manuel de Lucena, dirigeant étudiant lors de la crise étudiante de 1962 et déserteur de l'armée portugaise, par exemple, fait une thèse en France sur *L'évolution du système corporatif portugais*¹²⁹. L'approche scientifique est pour ces intellectuels une forme de

¹²⁷ Direction des Renseignements Généraux, *Les activités politiques des étrangers en France*, août 1964, CAC 0019890576, art. 4.

¹²⁸ Cf. *infra*.

¹²⁹ Manuel de Lucena, *A evolução do sistema corporativo português*, 2 vol., Lisboa, Perspectivas e realidades, 1976.

comprendre le régime, de l'analyser pour éventuellement mieux le combattre¹³⁰. En 1974, Joaquim Barradas de Carvalho, ayant lui-même été exilé en France pendant un certain temps, recense dans des articles publiés dans le journal *Portugal Democrático* édité à São Paulo (Brésil), les universitaires qui durent quitter le Portugal. Après le 25 avril 1974, il compile ces articles dans un livre au titre évocateur : *L'obscurantisme salazariste*¹³¹. L'auteur explique qu'une des principales victimes du salazarisme fut l'Université qui était contrôlée et censurée par le régime obligeant une grande partie des intellectuels portugais opposés au régime à s'exiler. Le titre du journal *Portugal democrático* montre que le Portugal tel qu'il est n'existe alors qu'au prix de l'exclusion de l'autre Portugal, le Portugal démocratique en exil. Cette démonstration n'est pas sans rappeler celle des exilés allemands à partir de 1933¹³².

Les intellectuels portugais exilés s'efforcent donc de rendre cette exclusion visible, par leur travail même : publications, conférences, etc. Alfredo Margarido, universitaire portugais exilé en France, décrit ainsi ce travail de dénonciation du régime portugais : « Je fus, comme tant d'autres, auteur de beaucoup d'essais et d'études consacrés au fait colonial portugais, qui obligea les *médias* internationaux à revoir la grille de jugement consacré au fascisme. Ces opérations mobilisèrent un nombre significatif de militants qui tendirent à être mieux entendus par les médias »¹³³. Au début des années 1960, les médias

¹³⁰ D'autres études sur le Portugal ont été faites par des exilés politique portugais parmi lesquelles, Silas Cerqueira, « L'Eglise catholique et la dictature corporatiste portugaise », *Revue française de Sciences Politiques*, n° 23, juin 1973, pp. 473-513 ; Alfredo Margarido, *A introdução do marxismo em Portugal (1850-1930)*, Lisbonne, Guimaraes, 1975 ; Manuel Villaverde Cabral, *Portugal na alvorada do século XX*, Lisboa, A regra do jogo, 1979.

¹³¹ Joaquim Barradas de Carvalho, *O obscurantismo...*, *op. cit.*

¹³² Sur ce point, *cf.*, par exemple : Sophie Perriaux, « Enlightened Humanism Defeated : German Writers and Ideas in Exile, 1933-1941 » in Anthony Coulson (ed.), *Exiles and Migrants : Crossing thresholds in European Culture and Society*, Brighton, Sussex UP, 1997, pp. 83-90.

¹³³ Alfredo Margarido, *Os exilados...* *op. cit.*, p.50.

français, à l'exception des journaux proches du PCF, étaient fort peu critiques envers le régime portugais et l'opinion publique française était bien mal informée sur ce pays et sa situation politique. L'opposition intellectuelle portugaise exilée s'efforçait en conséquence de modifier cette tendance grâce à ses publications et cherchait à gagner une crédibilité auprès des médias ou des intellectuels français pour pouvoir critiquer la propagande du régime portugais. Alfredo Margarido avance qu'à partir des années 1965-1966, les journaux français non communistes commencent à considérer moins complaisamment et d'un point de vue plus critique le régime salazariste¹³⁴. Par exemple *Le Monde* sollicite ces intellectuels exilés pour se forger une opinion sur les événements portugais et certains intellectuels portugais émettent régulièrement des communiqués sur la situation politique portugaise, notamment lors des procès contre les opposants politiques au Portugal. Ce crédit offert à l'opposition intellectuelle portugaise exilée par un journal tel que *le Monde* - qui ne touchait pas un public limité et dont le lectorat n'était pas nécessairement opposé au régime portugais comme celui des journaux communistes tel que *L'Humanité* ou *a fortiori* de journaux édités par des intellectuels portugais - nuisait à la bonne image que le régime portugais voulait véhiculer auprès de l'opinion publique internationale. Cependant dès 1963 (soit une ou deux années avant la charnière avancée par Alfredo Margarido), ce changement d'attitude des médias face au régime portugais se fait sentir. En effet, le 16 janvier 1963, Paulo Osorio, conseiller culturel de l'ambassade du Portugal à Paris écrit à Hubert Beuve-Méry, directeur du *Monde*, afin de lui faire montre de son mécontentement et de celui du gouvernement portugais face aux pratiques du quotidien du soir : « Je crois pouvoir m'étonner de la facilité avec laquelle ce

¹³⁴ *Ibid.*

grand journal offre ses colonnes à des assertions gratuites et anonymes, qui sont autant d'injures contre un pays dont le régime, et notamment la presse, ne manquent jamais de prouver à l'égard de la France, en toutes circonstances, un scrupuleux souci d'objectivité et de compréhension »¹³⁵. Cette intervention du diplomate portugais - qui allie sur le même plan pays, régime et presse, révélant ainsi les hautes conceptions de celui-ci sur la liberté de la presse - signale que les intellectuels exilés se dirigent non seulement vers l'opinion des médias mais aussi vers l'opinion des gouvernements étrangers.

Dans le contexte de la guerre froide, la nature dictatoriale et répressive du régime n'intéressait que très peu les gouvernements des Etats occidentaux dont le gouvernement français, qui étaient davantage soucieux de garder le Portugal dans le camp occidental. Dès les années 1950, Eisenhower justifiait cette pratique : « les dictatures de ce genre sont nécessaires dans les pays dont les institutions politiques ne sont pas aussi avancées que les nôtres »¹³⁶. Le présupposé de cette opinion est bien que la chute du régime salazariste entraînerait le passage du Portugal dans le camp communiste, hypothèse que Salazar se plaisait lui-même à répandre comme une menace. En conséquence, un des objectifs de l'opposition portugaise non communiste consistait à offrir une alternative crédible à ce manichéisme : la dictature ou le communisme. Le terme de « compréhension » utilisé plus haut par le diplomate portugais est symptomatique, en grande partie, de l'attitude attendue par la dictature portugaise de la part des pays étrangers et de

¹³⁵ Lettre de Paulo Osorio, conseiller culturel à l'ambassade du Portugal à Paris à Hubert Beuve-Méry, le 16 janvier 1963 : fonds Beuve-Méry, archives de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, BM 64.

¹³⁶ Cité in José Matoso, *Historia de Portugal*, t.7, *O Estado Novo (1926-1974)*, Lisbonne, Estampa, 1993, p. 503.

leurs médias, les plus influents du moins. La compréhension française est ainsi résumée dans une note de la sous-direction d'Europe méridionale du ministère des affaires étrangères français en 1965 : « Le gouvernement portugais a tout lieu de se montrer satisfait de l'attitude qu'a adoptée la France à l'égard de ses problèmes. Sachant que les vues du gouvernement français en matière de politique africaine sont sensiblement différentes des siennes, il a été d'autant plus reconnaissant de l'appui que nous n'avons cessé de lui apporter aux Nations Unies, soit lors du vote de la 4^{ème} commission, soit lors de l'examen de la question d'Angola. Pour sa part d'ailleurs, le Portugal a constamment été à nos côtés dans l'affaire algérienne. On ne peut d'autre part oublier à Lisbonne que lorsque des éléments de l'opposition ont tenté d'exercer une activité en territoire français, nous sommes intervenus soit pour interdire l'accès du territoire à des agitateurs tel Fernando Queiroga, soit, dans le cas du Général Delgado, pour inviter celui-ci à s'abstenir pendant son séjour de toutes activités politiques, ce qui l'a amené à renoncer à son projet (décembre 1959). Cette attitude compréhensive s'est également manifestée au moment de l'incident du Santa Maria (participation éventuelle d'hydravions basés à Dakar à la recherche du navire). Enfin, la récente fourniture à l'armée portugaise de 6 avions nord Atlas, de 3 broussards, et le prêt d'un nord atlas s'ajoutant à une cession de 20 millions de NF de matériel divers, ont encore contribué au maintien de ce climat amical ». L'« amitié » franco-portugaise s'établit, dans la conception du gouvernement français, sur une solidarité entre nations colonisatrices, bien qu'il eût préféré que le Portugal imite son exemple dans la décolonisation africaine, et sur l'intérêt de la vente d'armes. Le gouvernement français n'est donc pas seulement compréhensif envers le Portugal de Salazar, il l'appuie diplomatiquement à l'ONU où le Portugal fait figure de « souffre douleur favori

de l'assemblée »¹³⁷ constituée d'une majorité d'Etat du tiers-monde qui condamnent vigoureusement la politique coloniale portugaise.

Et, enfin, la France empêche les principaux hommes politiques appartenant à l'opposition portugaise de s'exiler en France. L'attitude qu'avait eu le gouvernement français envers Humberto Delgado en 1959 explique, en partie, pourquoi les grandes figures politiques de l'opposition portugaise ne s'exilent pas en France : elles y sont tout simplement interdites de territoire. Cependant, même si, lors de la visite de Pierre Messmer et de quelques ministres français au Portugal en juin 1972, Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances, déclare que « la France est l'avocate du Portugal dans ses relations avec la CEE »¹³⁸ tandis que le premier ministre français être « sensible aux bonnes relations entre la France et le Portugal »¹³⁹, il semble que l'attitude du gouvernement français envers les membres de l'opposition portugaise se soit infléchie. Par exemple, Mario Soares a pu, en 1970, résider en France, y écrire un livre dénonçant le régime dictatorial portugais¹⁴⁰ - le titre *Le Portugal bâillonné* soulignant l'exclusion de toutes libertés au Portugal - et donner des cours dans des universités françaises. Faut-il déceler dans cette évolution du gouvernement français envers l'opposition portugaise un poids des intellectuels portugais exilés en France qui avaient réussi à montrer les limites du régime portugais et à le discréditer ? Ceux-ci, en contribuant à modifier l'opinion des médias internationaux et utilisant l'aide d'intellectuels et de figures politiques françaises, ont dénoncé certes sans relâche l'appui du gouvernement français au régime

¹³⁷ Note de l'ambassadeur de France au Portugal au ministre des affaires étrangères français, le 3 mars 1965, AMAE, série Europe 1961-1970, sous-série Portugal, vol.86.

¹³⁸ *A Capital*, 11 juin 1972.

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ Mario Soares, *Le Portugal bâillonné*, Paris, Calmann-Lévy, 1972.

portugais. Ils ont ainsi formé un groupe de pression, toute action menée contre les exilés portugais en France étant dès lors médiatisée. Cette situation intérieure, ajoutée à l'évolution de l'opinion internationale en faveur d'une plus grande fermeté à l'égard des dictatures, put amener le gouvernement français à ménager les exilés, mais aussi à être ou paraître plus critique envers la situation au Portugal.

Si les pratiques des intellectuels portugais furent une forme efficace de militantisme contre ceux qui soutenaient ou toléraient ce régime à l'étranger, elles cherchèrent également à atteindre et convaincre les immigrants économiques portugais en France.

Le passage même éphémère d'un grand nombre d'étudiants et d'intellectuels portugais par les mêmes emplois que les immigrants économiques portugais en France tend à combler le fossé qui, au Portugal, séparait la bourgeoisie intellectuelle du reste de la population et plus particulièrement des milieux ruraux et ouvriers. Pour les intellectuels portugais exilés en France, ces immigrants représentent la classe ouvrière, classe qu'ils n'ont pu approcher au Portugal, séparés solidement par le régime salazariste et sa police politique. De plus, le déclassement professionnel subi par les étudiants entraîne chez eux une découverte et une prise de conscience des réalités de la vie ouvrière que, jusqu'alors, ils n'avaient pas connue : « Licenciés dans leurs pays, ils n'ont pas d'autre issue que la chaîne de montage automobile. Ces travaux, ils les acceptent et souvent y découvrent une dimension sociale qu'ils ne mesuraient pas »¹⁴¹.

¹⁴¹ Résumé de la réunion de service de la Cimade du 8 février 1967, archives de la Cimade.

Le lien entre exilés politiques et immigrants économiques s'effectue donc quotidiennement sur le lieu de travail et à travers diverses pratiques. Tout d'abord, pour de nombreux étudiants, la découverte des conditions de vie des travailleurs immigrants les incite à lier études et convictions politiques, tel cet étudiant qui, en France, effectue des travaux de nettoyage et qui parallèlement suit des cours de psychologie à l'université de Vincennes en espérant « aboutir à un engagement concret auprès des immigrants, spécialement des Portugais. Ce serait une manière effective de rester uni au peuple auquel j'appartiens et dont la libération me touche et me regarde profondément »¹⁴². De nombreux étudiants se forment ainsi en sciences sociales avec l'intention de pouvoir aider leurs compatriotes. Ce militantisme dirigé vers les immigrants économiques portugais se distingue aussi par un large éventail d'actions culturelles. « Dans toute l'Europe se développait un travail politique au sein de l'émigration avide de nouveaux messages - on agitait un peuple avec des idées neuves, dans les marchés, les fêtes et dans les Associations de Portugais. Ce furent des chanteurs et des groupes de théâtres qui présentaient leurs travaux, signalant une possible révolution à laquelle tout le peuple devrait participer - ainsi étaient les exemples de Tino, de Branco, de Zeca, du théâtre ouvrier de Paris et de son guide et camarade Helder Costa qui, ainsi, s'imposaient avec leurs chansons et pièces de théâtres au contenu populaire et facilement compréhensible par les émigrants »¹⁴³. A Paris comme ailleurs, les intellectuels portugais adaptèrent leurs actions au niveau politique et culturel des immigrants économiques portugais. Comme ces derniers étaient forts méfiants vis-à-vis de la politique, beaucoup d'intellectuels portugais cachaient leurs conditions

¹⁴² Lettre de João Gomes Fatela à la Cimade, le 5 octobre 1971, archives de la Cimade.

¹⁴³ Raul Simoes Pinto, *O 15...*, *op. cit.*, pp. 29-30.

d'exilés politiques¹⁴⁴ et transmettaient leur message à travers diverses actions culturelles. Des musiciens comme José Afonso¹⁴⁵, Tino Flores, José Mario Branco, Sergio Godinho conjuguent musique populaire, message révolutionnaire et engagement politique. José Mario Branco considère qu'une chanson est une arme¹⁴⁶, elle doit être engagée, inciter à la réflexion politique et à la lutte. Ces jeunes musiciens exilés qui renouvelèrent la musique populaire portugaise eurent un grand succès, surtout parmi les jeunes étudiants portugais¹⁴⁷. Ce fut la chanson de José (Zéca) Afonso *Grândola Vila Morena*, enregistrée en 1971 dans la région parisienne, qui donna le signal de départ du soulèvement militaire du 25 avril 1974 en passant sur les ondes radiophoniques. Luis Cilia, qui avait enregistré en France les albums « Portugal-Angola, chants de lutte » et « Portugal résiste » au Cercle du disque socialiste¹⁴⁸, chantait et discutait avec les travailleurs portugais dans les bidonvilles, les centres culturels. Le théâtre fut aussi un moyen d'atteindre les travailleurs portugais en France, un autre moyen de politisation. Des pièces comme « *O canto do fantoche Lusitano* » de Peter Weiss, considéré par le gouvernement portugais comme un homme maudit, furent représentées afin de dénoncer le régime portugais. Certaines troupes composèrent elles-mêmes leurs pièces de théâtre et mirent en scène les préoccupations des émigrants portugais, des déserteurs¹⁴⁹. Ainsi le théâtre ouvrier de Paris écrivit et représenta « *O*

¹⁴⁴ Cf. *Infra*.

¹⁴⁵ Cf. Elfriede Engelmayer, *José Afonso, poeta*, Lisbonne, Ulmeiro, 1999.

¹⁴⁶ *O Salto*, novembre-décembre 1973.

¹⁴⁷ Cf. José Jorge Letria, *A canção política em Portugal : da resistencia à revolução*, Lisbonne, Ulmeiro, 1999.

¹⁴⁸ Marie-Christine Volovitch-Tavares, « Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'en 1974 » in Antoine Marès, Pierre Milza, *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 95-120, p.118.

¹⁴⁹ Sur l'activité théâtrale portugaise en France voir, Antonio Cravo, *Subsidios para a historia do teatro português em França*, Paris, CCPF (Coordination des collectivités portugaises de France), 1996.

soldado »¹⁵⁰ et le club des jeunes travailleurs de Paris fondé en 1969 « *O emigrante* »¹⁵¹. Bien que ces troupes soient constituées par des étudiants et des intellectuels, elles se nomment théâtre ouvrier, théâtre populaire ; elles s'identifient à leur public et s'adaptent aux immigrés économiques portugais en créant des pièces et des personnages auxquelles ils pouvaient s'identifier et ainsi comprendre plus facilement le message politique.

Si les troupes de théâtre créent des pièces plus accessibles pour les immigrés économiques, c'est que leur scolarisation a été inexistante ou très faible au Portugal. Pour remédier à ces lacunes culturelles, pour permettre aux immigrés portugais qui le désirent et convaincus du rôle d'une meilleure éducation dans un processus d'émancipation, des étudiants et intellectuels portugais, notamment parmi les membres de la Ligue de l'enseignement et de la culture populaire, donnent des cours d'alphabétisation (en français)¹⁵², ce qui en outre étaient un moyen de contacter les immigrés portugais.

En plus de toutes ces activités culturelles, les intellectuels et étudiants portugais conçoivent des journaux spécifiques pour les immigrés économiques portugais. Là encore, le contenu est adapté aux besoins pratiques des immigrés : démarches administratives, fonctionnement des syndicats, etc., mais aussi dédié aux dénonciations du régime portugais ou de l'exploitation des immigrés en France, par le biais d'informations sur les guerres coloniales et les grèves en France et au Portugal. Parmi ces publications, se distinguent deux approches différentes des immigrés économiques portugais. Des journaux comme *A voz do*

¹⁵⁰ Helder Costa, *Teatro operario : 18 de janeiro 1934 : o soldado*, Coimbra, Centelha, 1980 ; Antonio Cravo, *Subsidios...*, *op. cit.*, p. 14.

¹⁵¹ O Salto, n°1, 15 novembre 1970.

¹⁵² Préfecture de Police, Direction générale des Renseignements généraux et de jeux, *La colonie...*, *op. cit.*

imigrante, *Emigrado português*, *Jornal do emigrante*, *O imigrado português* mettent en valeur le point commun à tous les Portugais en France : l'éloignement de leur pays natal, la migration. Un éditorial du *Jornal português* affirme, par exemple, « qu'émigrer n'est pas la solution »¹⁵³. Dans ces journaux, l'accent est mis sur l'évolution politique au Portugal, mais aussi sur les nombreuses difficultés que les Portugais rencontrent en France. En revanche, des journaux comme *O trabalhador*, *Camarada*, *O proletariado*, *A voz do povo* soulignent d'abord la classe sociale de ces immigrés portugais : ce sont des prolétaires, leur nationalité compte moins que leur condition sociale. Ces journaux les incitent à participer dans les luttes sociales en France, à ne pas seulement défendre leurs droits d'immigrés mais aussi de travailleurs.

Les immigrés économiques portugais n'étaient pas seulement un enjeu pour les intellectuels portugais, mais aussi pour le PCF, la CGT, la CFDT et l'extrême-gauche française. Par contre, il semble que l'immigration portugaise n'a pas été un enjeu particulier, ni pour la SFIO ni pour le courant socialiste portugais. En effet, Mario Soares, principale figure du courant socialiste portugais en France n'a pas eu de contact avec l'immigration portugaise. Du moins, dans son livre écrit en France, en 1972, il ne décrit aucune action développée auprès des immigrés portugais¹⁵⁴. De plus, *Portugal socialista*, journal publié, à Rome, par le courant socialiste portugais ne s'adresse pas, de par son discours, aux immigrés économiques portugais. A l'inverse, les maoïstes de la Gauche Prolétarienne créée pendant l'automne 1968 considéraient que les travailleurs immigrés étaient les plus susceptibles de se révolter car les plus exploités, ceux qui avaient les

¹⁵³ Robert Davezies, « Editorial », *Jornal Português*, avril 1973.

¹⁵⁴ Cf. Mario Soares, *Le Portugal...*, *op. cit.*

conditions de travail les plus difficiles. Le journal *A causa do imigrante* est le supplément à *La cause du peuple*, journal de la GP. Il témoigne du lien entre maoïstes portugais et français d'autant plus que *La cause du peuple* représente la tentative des intellectuels maoïstes de s'ancrer dans le « peuple », dans le prolétariat. Cette intention est ainsi formulée par Jean-Paul Sartre, directeur de *La cause du Peuple*, après Jean-Pierre le Dantec, devant les portes de l'usine Renault-Billancourt : « Il y a cinquante ans que le peuple et les intellectuels sont séparés ; il faut maintenant qu'ils ne fassent plus qu'un »¹⁵⁵. L'établissement de jeunes étudiants et diplômés maoïstes en usine¹⁵⁶ était déjà pratiqué *de facto* par certains intellectuels et étudiants portugais exilés à leur arrivée en France ; ceux-ci allèrent bien souvent dans leurs pratiques politiques dirigées vers les immigrés économiques portugais la lutte contre le capitalisme et la lutte contre le régime portugais.

Cependant, cette intense activité politique fut limitée par les différences sociales et culturelles qui n'ont pas toujours pu être surpassées et aussi par la méfiance de la majorité des immigrés économiques portugais vis-à-vis de la politique. Ainsi, la réussite des activités culturelles, notamment le théâtre, dirigées vers les immigrés portugais doivent être relativisées. Celles-ci eurent le plus souvent comme public les exilés eux-mêmes¹⁵⁷. D'autre part, le régime portugais continuait de surveiller et d'encadrer rigoureusement la population portugaise émigrée en France. Le gouvernement portugais appuyait, par le truchement des banques portugaises, de nombreuses associations portugaises qui avaient leurs activités culturelles, souvent les mêmes jours que les fêtes organisées par les

¹⁵⁵ Cité in, Christophe Bourseiller, *Les maoïstes*, Paris, Plon, 1996, p. 159.

¹⁵⁶ Cf. Robert Linhart, *L'établi*, Paris, Minuit, 1978.

¹⁵⁷ Cf. *infra*.

associations proches du PCP¹⁵⁸. Des journaux étaient édités par des institutions portugaises officielles comme *Correio português*, *Mundo português*, afin de concurrencer les journaux édités par les exilés politiques portugais et les syndicats français. Et, surtout, le régime portugais maintenait un climat de suspicion et de peur parmi la communauté portugaise en France en y injectant de nombreux agents de la PIDE ; une note des Renseignements Généraux constate même que la PIDE « est partout »¹⁵⁹. Ces agents surveillaient également les exilés politiques, notamment dans les cafés, et tentaient de les empêcher de continuer leurs actions auprès des immigrés portugais.

Les origines sociales de la majorité des exilés politiques ne les isolent donc pas complètement de l'immigration portugaise. Il y eut deux formes de liens directs, les activités militantes des intellectuels en direction des immigrés et le passage plus ou moins long, mais quasi-obligé, de nombreux jeunes bourgeois portugais dans des emplois qui étaient ceux des immigrés portugais. Mais sur les lieux de travail, pas plus que dans les universités, leur condition d'exilés ne disparaît. Ils conservent une spécificité qui tient à la position qui leur échoit.

Une position d'intermédiaire

La distinction entre immigré et exilé et le clivage entre ces deux groupes, dans des termes différents toutefois, sont souvent soulignés ou retrouvés dans les sources comme dans les études de l'époque. Danièle Kergoat, par exemple, a étudié le comportement des ouvriers d'une usine dite Bulledor pendant les grèves

¹⁵⁸ Louis Perries, « L'immigration portugaise » *Cahiers*, juin-juillet 1968.

¹⁵⁹ Note des Renseignements Généraux, CAC 19900353, art. 16.

en 1968¹⁶⁰. Dans cette usine travaillent de nombreux émigrés portugais, la plupart OS (ouvriers spécialisés). Danièle Kergoat distingue deux groupes parmi ces travailleurs portugais selon le critère du désir ou non de retourner au Portugal. La grande majorité souhaite rentrer rapidement au Portugal et considèrent leur émigration comme nécessaire économiquement mais transitoire. Ceux qui envisagent de rester en France, petite minorité donc, sont qualifiés par Danièle Kergoat comme des « réfugiés politiques » ou des « déserteurs ». Le terme de réfugié est distingué du terme de déserteur, comme s'ils n'étaient pas synonymes. Cependant, ces réfugiés et déserteurs qui ne peuvent rentrer librement au Portugal, du moins tant que le régime salazariste dure, ont le même désir de rester en France, et, pour cette raison sont plus attentifs à leurs droits, à leurs conditions de travail et de vie. Danièle Kergoat souligne que, selon eux, leur passage à Bulledor est transitoire, qu'ils désirent un meilleur métier, une meilleure rémunération et que, dans ce but, ils apprennent le français dans des cours du soir. Ils entrevoient leur séjour en France comme probablement long, au moins jusqu'à ce que le régime qui les a fait fuir ne disparaisse. Or, au contraire, comme l'exprime deux exilées sud-américaines, souvent, les réfugiés ou exilés, plus encore que les autres migrants pensent pouvoir rapidement revenir dans leur pays de départ : « Puisqu'on est de passage, on s'installe facilement dans le provisoire, sans meubles ou presque, on accepte n'importe quel travail, on établit des rapports sociaux et affectifs tout en pensant qu'un jour on partira et qu'on ne reverra plus les nouveaux amis, que les nouvelles amours ne dureront que le temps de l'exil »¹⁶¹. L'espoir dans le combat politique mené explique pour partie le

¹⁶⁰ Danièle Kergoat, *Bulledor ou l'histoire d'une mobilisation ouvrière*, Paris, Seuil, 1973, pp. 101-116.

¹⁶¹ Ana Vasquez, Ana Maria Araujo, *Exils latino-américains : la malédiction d'Ulysse*, Paris, CIEMI (Centre d'information sur les migrations internationales)/ l'Harmattan, 1988, p. 33.

sentiment d'un séjour en France passager, épisodique. Ce sentiment n'est pas incompatible avec un séjour prolongé au-delà de la chute du régime honni : tel fut le cas de certains réfugiés espagnols arrivés en 1939, d'exilés antifascistes italiens à l'arrivée au pouvoir de Mussolini ou d'exilés politiques chiliens fuyant le régime de Pinochet en 1973. Les exilés chiliens considéraient leur séjour en France comme passager, épisodique. Néanmoins la durée de l'exil vécu comme tel dépend de la survie du régime que l'on combat et il est plus aisé de concevoir la chute d'un régime qui vient de s'installer comme ce fut le cas de la dictature de Pinochet en 1973. Or, la dictature portugaise était en place depuis 1926, c'était dans les années 1960-1970 la plus vieille d'Europe, ayant résisté, avec l'Espagne franquiste, à la chute des fascismes européens. La plupart des exilés politiques portugais venus en France entre 1958 et 1974 sont donc nés sous le régime dictatorial. Bien qu'ils espèrent ardemment la chute du régime, ils ne la conçoivent pas comme éminente et cela ne les empêche donc pas, contrairement aux Chiliens au début de leur exil, de vouloir tenter de s'installer dans une perspective de long terme dans la société française. Et le régime portugais montre d'ailleurs sa solidité en ne s'effondrant pas avec la mort politique de Salazar, sa figure emblématique, en septembre 1968. Les résistance et longévité du régime dictatorial portugais amènent alors les exilés politiques portugais à se percevoir part de la société française pour longtemps.

Une autre distinction entre immigrés économiques et exilés politiques est maniée par Emanuel Leite qui étudie, entre autres, un groupe de nettoyeurs de l'université de Vincennes constitué par des immigrés dont 12 portugais, 8 hommes et 4 femmes¹⁶². La majorité vient, comme la grande partie des

¹⁶² Emanuel Leite, *Travailleurs immigrés et alphabétisation dans le cadre de l'université de Paris VIII*, Mémoire de maîtrise en sciences de l'éducation sous la direction de G. Lapassade, Paris VIII,

travailleurs portugais venus en France dans les années 1960-1970, de milieux ruraux du Portugal et n'a aucune qualification. Mais l'auteur distingue parmi ces 12 quelques jeunes qui ont effectué des études au Portugal et ont émigré pour diverses raisons, principalement politiques : ce furent probablement des réfractaires. Ces ex-étudiants paraissent avoir rencontré en France des problèmes moindres que les immigrés économiques portugais. L'auteur attribue cette particularité à leur « plus grande facilité d'expression et d'analyse de leur situation sociale »¹⁶³.

Parmi les travailleurs portugais en France, les services de police distinguent également deux groupes distincts. D'un côté, la majorité, qui ne se mêle pas « aux luttes syndicales et politiques » et qui « malgré (ses) conditions de vie précaires et misérables [...], ne se laissent pas embrigader par les appels de la CGT et du PCF »¹⁶⁴; et de l'autre, une minorité « d'individus avec quelque instruction et un petit *standing* professionnel et social, (qui) aspirent à éblouir leurs compatriotes et, par leurs connaissances, à acquérir sur eux autorité et prestige. Ils choisissent la voie facile du dénigrement systématique de leur gouvernement et du régime Salazar, adoptent les thèses extrémistes et s'associent aux entreprises des délégués français de la CGT »¹⁶⁵. Outre les différences sociales, l'engagement syndical et politique distingue les deux groupes, celui-ci étant jugé péjorativement. Pour les auteurs de la note, la contestation d'un régime qui bafoue allègrement les principes des droits de l'homme et torture atrocement ses opposants politiques apparaît comme une option facile et critiquable. De

1976.

¹⁶³ *Idem*, p. 15.

¹⁶⁴ Note sur l'immigration des travailleurs portugais, sans date (probablement 1964), CAC 890151, article 9.

¹⁶⁵ Note n°6 sur les problèmes de l'immigration portugaise, le 28 octobre 1964, CAC 890151, art. 9.

même, selon eux, les objectifs de cet engagement sont forts peu louables car ils ne cherchent qu'à dominer la majorité des travailleurs portugais qui apparaissent comme passifs et donc comme de simples réceptacles à une propagande. L'engagement politique des exilés politiques portugais, plus scolarisés et issus de la bourgeoisie citadine, se répercute aussi dans l'engagement syndical, celui-ci n'étant, dans les années 1960, peu ou pas autonome de l'activité politique. Sans être délégués syndicaux, les exilés politiques peuvent jouer un rôle fort important dans les relations syndicales entre immigrés portugais et les syndicats français.

Ainsi, lors des grèves de mai 1968, Danièle Kergoat constate que dans la mobilisation, les deux groupes de travailleurs portugais de Bulledor ont des attitudes différentes. Dans le premier groupe, celui des « immigrés », certains sont passifs, voire prennent peur et rentrent au Portugal. Nombreux, en effet, furent les immigrés portugais en France qui, en mai 1968, rentrèrent au Portugal de peur d'une quelconque révolution ; le gouvernement portugais avait, par le biais des consulats et des banques, incité les Portugais à revenir au pays, faisant circuler diverses rumeurs. D'après Juliette Minces, « les Portugais ont été rendus craintifs au point qu'ils furent la seule immigration, à notre connaissance, à avoir cherché à quitter massivement la France, en mai-juin 1968 »¹⁶⁶. En revanche, les travailleurs portugais exilés, regroupés par Danièle Kergoat dans le second groupe, participent aux débats syndicaux et prennent une place active à la grève. Dans le déroulement de la grève, ils s'inventent un rôle d'intermédiaire entre les immigrés économiques portugais et certaines pratiques françaises. Ils se donnent pour mission d'expliquer à leurs compatriotes qui ne se sont pas enfuis au Portugal - montrant donc une certaine ouverture d'esprit face aux mouvements sociaux - le

¹⁶⁶ Juliette Minces, *Les travailleurs étrangers en France*, Paris, Seuil, 1973, p. 335.

déroulement des grèves, les revendications et décisions prises par les syndicats. De même, Emanuel Leite relate que, lors de conflits sociaux qui ont mobilisé les nettoyeurs immigrés de l'université de Vincennes, les exilés politiques « se sont comportés en porte-parole du groupe »¹⁶⁷.

Ce rôle d'intermédiaire joué par les exilés n'est ni anodin ni accessoire car les syndicats français avouaient leur difficulté de communication avec les immigrés économiques portugais. Ils mettaient en avant la sous-politisation des Portugais causée par le régime salazariste pour expliquer la faible adhésion des travailleurs portugais aux syndicats¹⁶⁸. Non seulement les Portugais avaient du mal à comprendre le fonctionnement des syndicats français, mais aussi ils faisaient l'amalgame entre syndicats et politique. Pour les travailleurs portugais immigrés, adhérer à un syndicat équivalait à faire de la politique, ce qui leur était interdit par l'Etat français et de surcroît pouvait être dangereux pour eux face au régime portugais qui, à travers des agents de la PIDE en France, continuait à surveiller les Portugais. Au contraire, les exilés politiques portugais qui, voulant défendre leurs droits et craignant moins les menaces du gouvernement portugais, adhéraient aux syndicats français. Leur volonté de rester en France les incite à défendre leurs droits comme n'importe quel travailleur français. Ils ne revendiquent pas seulement à partir de leur position de travailleur immigré, mais ils revendiquent pour leur statut de travailleur. Ils ont les mêmes revendications que les travailleurs français, les mêmes exigences qu'eux. Ils ne veulent donc pas seulement améliorer les conditions des travailleurs immigrés au sein de l'entreprise, même s'ils souhaitent quitter Bulledor.

¹⁶⁷ Emanuel Leite, *Travailleurs...*, *op. cit.*, p. 15

¹⁶⁸ Cf., par exemple, Laurent Charles, « Les émigrations : les Portugais », *Esprit*, n° 4, pp. 705-718.

Ainsi, lorsqu'en 1966, dans la revue *Syndicalisme*, des « travailleurs portugais » demandent de l'aide aux syndicalistes français pour former une élite de militants syndicalistes portugais pour les luttes sociales en France mais aussi pour « l'espérance du Portugal de demain »¹⁶⁹, ceux-ci sont fort probablement des exilés politiques portugais qui essaient de faire comprendre à leurs « camarades français » les causes du désintérêt syndical de leurs compatriotes et les moyens pour parvenir à modifier cette situation. Ils ne leur demandent pas de former des délégués (ce n'est pas encore possible en 1966), mais des militants car, comme le constate Juliette Mincez, « l'influence d'un militant syndicaliste immigré peut être considérable sur ses compatriotes, s'il a su ne pas se couper de sa communauté, utiliser son langage en évitant le jargon politique ou syndical qui est vite repris, certes, mais rarement assimilé, ne pas paraître trop intégré au mode de vie du pays d'accueil et, surtout, demeurer le porte-parole efficace des siens auprès des Français. On assiste alors parfois à ce que l'on pourrait appeler l'adhésion en grappe des travailleurs étrangers d'une même nationalité »¹⁷⁰. Les exilés politiques portugais sont donc non seulement les porte-parole des travailleurs immigrés portugais auprès des syndicats, mais aussi les porte-parole des syndicats auprès des travailleurs immigrés portugais, d'où leur position d'intermédiaires entre les deux parties. Même si les exilés politiques portugais connaissent une mobilité professionnelle plus rapide que leurs compatriotes immigrés économiques, ils luttent ardemment pour le bénéfice de leurs compatriotes et au-delà puisque pour la plupart d'entre eux le combat pour la classe ouvrière apparaît comme le combat pour la société toute entière.

¹⁶⁹ *Syndicalisme*, n° 1076, 12 mars 1966.

¹⁷⁰ Juliette Mincez, *Les travailleurs...*, *op. cit.*, p. 332.

Les convictions politiques des exilés politiques les amènent ainsi à ne pas seulement lutter contre le régime portugais, mais aussi à s'engager dans l'espace politique français, dans les syndicats français. Les notes de police précédemment citées focalisent sur l'action du PCF et de la CGT, excluant donc les formations politiques portugaises, laissant ainsi penser que les travailleurs exilés ne créent pas leurs propres forces, mais utilisent les structures françaises. Or, le PCP est interdit en France depuis l'arrêté ministériel du 18 décembre 1957, après un début d'implantation parmi des étudiants portugais. Son principal animateur Marcelino dos Santos fut d'ailleurs l'objet d'une mesure de refoulement et dut alors quitter le territoire français¹⁷¹. Cette mesure découlait non seulement des pressions portugaises auprès du gouvernement français, mais aussi du contexte de la guerre froide dans lequel les membres des partis communistes étrangers étaient étroitement surveillés par la police française (le Parti Communiste Espagnol fut, lui, interdit en 1950, à la suite de l'opération « Boléro-Paprika »¹⁷²). Cette interdiction révèle l'obligation des exilés politiques portugais de se joindre aux partis et syndicats français pour pouvoir continuer leur activité légalement. Dès que le nombre de travailleurs portugais en France augmente, la CGT est le premier syndicat à s'adresser à eux. Comme le notent les Renseignements Généraux, « l'afflux massif des travailleurs portugais stimule les animateurs communistes portugais et leurs conseillers français qui ont vu la possibilité d'élargir le cadre de leur action, jusqu'alors exercée dans le seul milieu étudiantin »¹⁷³. Les conseillers français qu'évoquent les Renseignements Généraux sont des membres du PCF et

¹⁷¹ Préfecture de Police de Seine, Direction des Renseignements généraux et des jeux, *La colonie...*, *op. cit.*

¹⁷² Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin Michel, 1999, pp. 264-267.

¹⁷³ Préfecture de Police de Seine, Direction des Renseignements généraux et des jeux, *La colonie...*, *op. cit.*

de la CGT qui soutiennent l'activité des militants communistes portugais, d'ailleurs le terme de « conseillers » est symptomatique de la hiérarchie supposée par les rédacteurs de la note. Au contraire, il s'agit d'une collaboration entre militants portugais et militants français de la CGT qui se manifeste par la publication de tracts et du journal *O trabalhador* à l'intention des travailleurs portugais à partir de 1964. Et le syndicat ouvre des permanences dans les villes - bidonvilles¹⁷⁴ - où résident les travailleurs portugais, principalement Champigny, Nanterre, Saint-Denis, Aubervilliers, Levallois, Villejuif¹⁷⁵. Les municipalités communistes de la région parisienne organisent aussi des fêtes à l'intention des travailleurs portugais et les militants communistes portugais ont leur stand à la fête de l'Humanité¹⁷⁶. D'après l'enquête des Renseignements Généraux de 1967, le PCF et la CGT sont à l'initiative de la création de diverses organisations comme la « Conférence des pays d'Europe occidentale pour l'amnistie aux emprisonnés et exilés politiques portugais », de « l'Association des originaires du Portugal qui, selon la police, « constitue en fait une succursale de la CGT et du PCF »¹⁷⁷. Les initiatives et les actions du PCF et de la CGT permettent donc aux militants du PCP en France d'avoir des activités légales auprès de l'immigration économique portugaise et de continuer leur lutte. D'autre part, ces militants portugais permettent, plus facilement, à la CGT d'entrer en contact avec les travailleurs

¹⁷⁴ Sur les bidonvilles « portugais », voir : Marie-Christine Volovitch-Tavares, *Portugais à Champigny, le temps des baraques*, Paris, Autrement, 1995 ; Antonio Saraiva, *Les Portugais dans les bidonvilles du Nord-Est de la banlieue parisienne (1961-1973)*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris VIII, 1995 ; Brigitte da Graça, *Le bidonville des Portugais de Massy*, mémoire de DEA d'histoire sous la direction de Pierre Milza, IEP de Paris, 1996.

¹⁷⁵ Préfecture de Police de Seine, Direction des Renseignements Généraux et de jeux, *La colonie...*, *op. cit.*

¹⁷⁶ « 5 de Outubro em Paris », *Avante*, n°436, décembre 1971.

¹⁷⁷ Préfecture de Police de Seine, Direction des Renseignements généraux et des jeux, *La colonie...*, *op. cit.*

portugais afin de dénoncer le régime portugais et défendre leurs droits d'ouvriers en France.

Cependant, le monopole de la CGT auprès des militants syndicaux portugais qui apparaît dans les notes de police est à nuancer car l'influence du PCP parmi la communauté exilée en France décroît dès 1964 et plus encore après 1968¹⁷⁸ et, au même moment, la CGT connaît, elle aussi, des difficultés avec certains militants portugais qui revendiquent au sein du syndicat une plus grande liberté d'initiative. Ainsi, des « militants portugais sortirent ou furent expulsés de la CGT parce qu'ils critiquaient l'idée d'être seulement des traducteurs [...]». Depuis mai 1968, chaque travailleur qui critique les positions de la CGT est accusée de gauchiste [...] Dans les usines Renault, en particulier, beaucoup de travailleurs portugais furent expulsés de la CGT pour avoir fait des observations sur l'action du syndicat »¹⁷⁹. Même s'il faut faire la part de l'orientation du *Jornal Português*, ces crises au sein de la CGT sont connues et ne sont pas spécifiques aux militants portugais : la CGT, souvent rigide et bureaucratique, déçoit de nombreux militants étrangers. La CFDT, mais aussi certains groupes d'extrême-gauche, vont récupérer ou influencer de nombreux militants portugais. Ainsi, la CFDT, à partir de 1967, édite *Liberdade Sindical* et crée des secrétariats nationaux de travailleurs immigrés avec des réunions par nationalités dont celle des Portugais où des représentants sont élus pour siéger à la commission syndicale de la CFDT¹⁸⁰. Et, bien que ce syndicat soit moins influent parmi les travailleurs immigrés, FO, elle aussi, a un bureau portugais avec Eleutério Gervasio et des

¹⁷⁸ Cf. *supra*.

¹⁷⁹ « Os sindicatos e os imigrados », *Jornal português*, avril 1973.

¹⁸⁰ CFDT, secrétariat national des travailleurs immigrés, *Des syndicalistes immigrés CFDT s'expriment*, BDIC FA 578/8.

permanences avec Craveiro Lopes¹⁸¹. Des militants portugais, enfin, participent activement aux actions spécialement dirigés par les maoïstes français, notamment à Renault-Billancourt, vers les travailleurs immigrés. Ainsi, en 1972, José Duarte est renvoyé de Renault-Billancourt à cause de son engagement parmi les maoïstes de la Gauche Prolétarienne¹⁸².

La position d'intermédiaire des exilés politiques portugais se perçoit parfaitement dans les syndicats, lieux où, dans les années 1960, les luttes ouvrières et politiques se rejoignent et se confondent. Le fait qu'ils soient exilés et qu'ils soient issus, principalement, de la petite bourgeoisie explique donc cette position originale qu'ils se sont créés dans la société française. D'autre part, la perte du monopole de la CGT sur les militants syndicaux portugais, outre ce qu'elle doit aux évolutions syndicales générales de l'époque, révèle aussi la radicalisation de l'exil politique portugais qui se perçoit entre 1958 et 1974.

¹⁸¹ Marie-Christine Volovitch-Tavares, « *Les Portugais dans la région parisienne...* », *op. cit.*, p. 109.

¹⁸² Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération*, t. 2, *Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1988, p. 388.

Chapitre 3

L'engagement des exilés politiques portugais

Si l'engagement politique définit l'exilé politique, non seulement ses pratiques peuvent être intermittentes mais encore elles peuvent être multiples. En effet, dans les années 1960, le terme « politique » a rarement le sens spécialisé qu'il a acquis pour certains par la suite. L'engagement syndical, par exemple, n'était le plus souvent pas à entendre comme distinct de l'engagement politique ; il en était une forme parmi d'autres. Il faut donc concevoir l'engagement politique des exilés portugais comme une série parfois discontinue de pratiques militantes dans des champs variés. Or, comme l'engagement syndical l'a suggéré, ces pratiques « politiques » des exilés politiques portugais ne sont pas seulement dirigées contre le régime portugais, elles s'insèrent également dans l'espace politique français. Pour autant, y auraient-ils des traits spécifiques à l'engagement des exilés politiques portugais qui tiendraient notamment aux conditions inhérentes à l'exil, à la composition particulière de cette catégorie (jeunes et issus d'un pays majoritairement catholique) et aux évolutions idéologiques qui bouleversent l'opposition portugaise entre 1958 et 1974?

Les conditions de l'engagement liées à l'exil

L'engagement politique des exilés politiques portugais revêt les formes les plus variées, se développant aussi dans leurs activités professionnelles : les intellectuels, les ouvriers, les artistes militent. Si tout acte d'un exilé politique portugais gagne une connotation politique, ce n'est pas seulement en raison de la polysémie du mot « politique » dans les années 1960, mais aussi, semble-t-il, en raison de sa condition d'exilé, l'exil étant lui-même une forme d'engagement. Etre en exil, c'est signifier chaque jour son opposition au régime portugais, tel que l'exprime en 1971 un jeune réfractaire : « l'exil m'a semblé, malgré tout, le seul chemin valable pour exprimer mon refus d'un jeu (du gouvernement portugais) dans lequel je ne voulais pas participer et mon refus de la guerre coloniale à laquelle je serais sûrement appelé »¹⁸³. Cette citation, extraite d'une lettre écrite en français afin d'appuyer une demande de bourse, indique les motivations politiques du réfractaire et de son exil. Stéphane Dufoix souligne ainsi, dans sa thèse : « apparemment, l'exil est le lieu du tout politique »¹⁸⁴. La posture militante qu'elle soit activée ou non dans des activités, est inhérente à la condition d'exilé. Le militantisme apparaît comme une forme de vie : comme l'exprime un ancien exilé politique portugais, « nous étions mariés avec la politique »¹⁸⁵. De ce point de vue, l'engagement dans de multiples pratiques, y compris professionnelles, devint comme en témoigne Manuel Villaverde Cabral aujourd'hui, une « une façon de nous exprimer »¹⁸⁶.

¹⁸³Lettre de João Gomes Fatela à la Cimade, le 5 octobre 1971, Archives de la Cimade.

¹⁸⁴ Stéphane Dufoix. *Exil et politique. Eléments pour une sociologie de la politique en émigration : l'exemple des Hongrois, des Polonais et des Tchécoslovaques en France de 1945 à nos jours*, thèse de doctorat en science politique sous la direction de Marc Lazar, Université Paris I, 1997, vol. 1, p. 174.

¹⁸⁵ Raul Simões Pinto, *O 15...*, op. cit., p. 8.

¹⁸⁶ Entretien avec Manuel Villaverde Cabral, le 2 décembre 1999, à Paris.

Si l'exil produit des vies qui sont en elles-mêmes politiques, il aide aussi à l'engagement dans des pratiques collectives en ce qu'il est un espace de sociabilités. La cartographie de l'une de ces sociabilités est aisée à reconstruire : celle des intellectuels, enseignants et enseignés, au quartier latin entre les années 1958 et 1974. Une table-ronde organisée le dimanche 9 décembre 1973 au foyer international des étudiants (93 boulevard Saint-Michel, Paris Ve) par le *Circulo de iniciativa politica*, dont le directeur est alors José Silva Marques, porte sur : « l'émigration dans l'Europe et le mouvement ouvrier aujourd'hui »¹⁸⁷. Les organisateurs de cette table-ronde, voulant éviter toute discrimination politique parmi les intervenants, justifie sa politique d'invitation en déclarant avoir invité 16 publications et 28 associations et 35 personnalités¹⁸⁸. Cette distribution d'invitation permet de constater qu'il n'y a pas de partis : ne pouvant légalement se constituer en partis politiques, les exilés politiques portugais créent des associations ou des publications. Mais, les invitations pour des individualités montrent que l'exil n'est pas seulement structuré par des organismes, dans le sens large du terme.

Cette table ronde est en fait une succession d'interventions d'exilés politiques portugais souvent porte-parole des groupes qu'ils représentent. La réunion est alors le lieu de confrontations politiques entre les différents groupes, selon les différents intervenants. Toutes les interventions sont ensuite retranscrites dans le n°6 du journal *cadernos* publié en mars 1974 par le *circulo de iniciativa politica*.

A partir de quelques extraits d'interventions, une représentation des sociabilités intellectuelles du quartier latin se dessine. « Nous pouvons rester ici à

¹⁸⁷ *Cadernos*, n°6, mars 1974.

¹⁸⁸ *Ibid.*

nous satisfaire, comme nous sommes entre Portugais nous nous agressons les uns les autres et la chose nous satisfait : peut-être vous êtes satisfaits. C'est bien, cela aussi est notre nécessité étant donné que nous allons de par les cafés du quartier latin»¹⁸⁹ estime Zulmiro de Almeida. Hipolito dos Santos voit une autre césure que celle des opinions : « Si je regarde au-delà du caractère idéologique, ce qui me donne l'impression c'est que nous nous rencontrons toujours entre nous, petit-bourgeois d'origine ou de condition, et que l'immigration - nous ne savons parler que de l'immigration - la classe ouvrière est absente (exclamation dans la salle : « absolument ! ») des tables rondes où nous participons »¹⁹⁰. L'analyse est confirmée par Manuel Ribeiro qui stigmatise le lieu : « C'est qu'ici nous sommes devant une majorité d'intellectuels petits bourgeois radicaux complètement coupés des luttes des masses dans l'émigration ; loin des luttes des travailleurs contre le fascisme dans l'émigration, déambulant entre le café Luxembourg et les tables rondes comme celle-ci »¹⁹¹. Mario Conceição ajoute : « Ce n'est ni à la Maspéro ni dans la librairie portugaise que les ouvriers se rassemblent »¹⁹².

Ces interventions signalent, parmi les lieux de rencontres de ces exilés, la librairie portugaise, rue Gay-Lussac tenue par Adolfo Ayala, antifasciste portugais¹⁹³. Cette librairie est ouverte à toutes les tendances des exilés portugais : ainsi les invitations à la table-ronde y furent déposés afin d'éviter toute discrimination politique. Ces invitations furent aussi déposés à la librairie Joie de lire de François Maspéro, rue Saint-Séverin, qui comme la définissent Patick Rotman et Hervé Hamon, « n'est certes pas l'unique librairie du quartier latin.

¹⁸⁹ « Intervention de Zulmiro de Almeida », *Cadernos*, n°6, mars 1974, pp. 52-53.

¹⁹⁰ « Intervention de Hipolito dos Santos », *Cadernos*, *op. cit.*, p. 22.

¹⁹¹ « Intervention de Manuel Ribeiro », *Cadernos*, *op. cit.*, p.32

¹⁹² « Intervention de Mario Conceição », *Cadernos*, *op. cit.*, pp. 51-52.

¹⁹³ Cf. Frederico Carvalho, « Exilio na margem esquerda », *Expresso*, 12 avril 1997, pp. 42-49, p. 46.

Mais il est le libraire des étudiants »¹⁹⁴. Autres points de ralliements des intellectuels portugais : les cafés autour du quartier latin. Les intervenants montrent la cohérence de la sociabilité des intellectuels, cela malgré les dissensions politiques, mais aussi révèlent l'opposition de cette sociabilité avec celles des immigrés économiques portugais en France, malgré les multiples tentatives d'ouvertures.

Cette sociabilité se dit axée sur la nationalité, (« nous sommes entre Portugais »¹⁹⁵) mais ses lieux de sociabilités ne sont pas propres aux exilés politiques portugais mais à de nombreux individus et groupes de même composition sociologique, les autres intellectuels, enseignants et enseignés français et d'autres nationalité qui vivent, ou fréquentent, aussi dans le quartier latin. Peut-on alors conclure à une forme de sociabilité des intellectuels portugais non excluante, non fermée sur elle-même ? Oui, mais avec des directions précises.

Elle s'ouvre d'abord particulièrement sur les milieux d'extrême-gauche. La fréquentation de la librairie Maspéro en est la preuve, ainsi que certaines des publications produites par les exilés politiques portugais. Parmi les publications portugaises qui sont les suppléments de publications françaises, on trouve des journaux qui, par leurs titres et leurs dates de parution permettent de déduire des liens avec des groupes d'extrême-gauche français, ainsi, *Portugal libertario* est le supplément de *Front libertaire* édité par l'organisation révolutionnaire anarchiste. Et les publications comme *Viva o comunismo* qui paraît en 1971 ou *Servir o povo* en 1969 sont les traductions littérales de publications françaises paru auparavant, laissant supposer l'existence de liens et d'interactions. On peut alors considérer qu'au moins au sein de l'extrême-gauche qui à l'époque est fortement

¹⁹⁴ Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération*, t.1, *Les années de rêve*, Paris, Seuil, 1986, p. 169.

¹⁹⁵ « Intervention de Zulmiro de Almeida », *Cadernos*, *op. cit.*

polarisée autour de la Sorbonne et du quartier latin, les sociabilités, par nationalité, des intellectuels se mêlèrent. Ces sociabilités permettent de penser à des doubles appartenances de la part de certains militants portugais, à des groupes portugais et français¹⁹⁶.

Bien que les intervenants de la table-ronde mettent en avant l'opposition des sociabilités intellectuelles et ouvrières - le quartier latin apparaissant loin des milieux ouvriers que les intellectuels prétendent atteindre et politiser - les pratiques politiques d'une partie des militants portugais se dirigent vers les immigrés portugais dits économiques. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les métiers exercés par certains de ces mêmes intellectuels les rapprochent des immigrés portugais. Le terme de « petit bourgeois » d'origine ou de condition peut néanmoins masquer des situations plus complexes comme celle, par exemple, de José Silva Marques qui, directeur du *Circulo de iniciativa politica*, exerce la profession d'ouvrier métallurgiste.

Cette sociabilité des intellectuels portugais du quartier latin peut-elle être tenue pour modèle d'autres sociabilités professionnelles parmi les exilés politiques portugais ? A partir des journaux comme *O salto* et *Alarme*, apparaissent d'autres sociabilités, notamment ouvrières. Ainsi, dans ces journaux, il est souvent fait mention des activités d'associations comme celle des Jeunes travailleurs de Paris ou des Jeunes travailleurs de Puteaux¹⁹⁷. Ces associations de Portugais sont créées afin, entre autres, d'organiser des fêtes. Par exemple le *clube dos trabalhadores do centro de Paris*, le dimanche 17 mars 1974, organise un après-midi de convivialité avec des groupes folkloriques, des chants populaires portugais¹⁹⁸, par

¹⁹⁶ Cf. *infra*.

¹⁹⁷ Cf. « Entrevue avec les Clube dos jovens trabalhadores de Paris », *O salto*, n°1, 15 novembre 1970.

¹⁹⁸ *Alarme*, n° 20, mai 1974.

opposition au *fado* qui a été « domestiqué » par le régime¹⁹⁹. *O salto* rend compte de fêtes et de rencontres, en particulier celles qu'organise le *clube dos jovens trabalhadores de Paris* fondé en 1969. A la lecture de ces deux journaux rédigés par des militants maoïstes, qui d'ailleurs se critiquent mutuellement, il apparaît que les groupes musicaux et les associations de travailleurs leur sont en fait peu ou prou liés. Ainsi les associations qui *a priori* développent des activités non politiques, au sens restreint du terme, et cherchent à créer un espace de convivialité sont des organisations politiques. Derrière les groupes musicaux et les chorales transparaissent des motivations politiques qui suggèrent une ouverture de certains intellectuels vers l'immigration économique portugaise à travers la culture populaire. Par exemple, la création de la chorale *1^o de maio* en 1971, nom quelque peu évocateur, a pour but de « diffuser musique populaire portugaise au service des travailleurs à travers des chansons qu'ils interprètent, la voix des ouvriers et paysans, des opprimés et combattants de la liberté »²⁰⁰. Ces pratiques qui mettent en avant les valeurs populaires sont l'œuvre de militants maoïstes comme le laisse à penser la terminologie « travailleurs » et « combattants de la liberté », confirmée par « l'alliance des ouvriers et paysans ».

Les sociabilités des exilés politiques portugais tendent donc à s'ouvrir sur l'extrême-gauche française et sur l'immigration économique portugaise en France, ces directions se nourrissant l'une l'autre. Cependant, dans les associations conviviales, on peut considérer que les exilés politiques se retrouvent surtout entre eux confirmant *in fine* le constat d'Hipolito dos Santos : une barrière culturelle et sociale existe bien entre exilés et immigrés, entre intellectuels et ouvriers.

¹⁹⁹ Cf. « Entretien avec José Mario Branco », *O salto*, n° 15, janvier 1973.

²⁰⁰ *O salto*, n°6, octobre 1971.

L'exil est également ponctué de moments privilégiés de rencontres ou de rassemblements notamment lors de commémorations, certaine étant l'occasion de rituels, comme les repas et comices de commémorations du 5 octobre, date de la révolution républicaine de 1910. Le journal du PCP *Avante* rend compte de la commémoration du 5 octobre qui eut lieu en 1973 dans la salle des fêtes de Pantin qui regroupa environ 200 personnes²⁰¹. D'après le journal, lors de la session commémorative, plusieurs mentions ont été approuvées dont une « acclamation aux mouvements qui, au Portugal, ont amené des révoltes populaires, aux mouvements de libérations des colonies portugaises, aux prisonniers politiques »²⁰² et, outre ces acclamations relatives à la situation politique portugaise, des motions ont été approuvées appuyant la lutte du peuple du Vietnam et de la péninsule indochinoise. Ce type de commémoration soude les exilés portugais autour de leur histoire, comme le rappelle Geneviève Armand-Dreyfus : « pour une communauté émigrée, la mémoire historique est, encore plus que tout autre, vitale à maintenir ; elle est le facteur de cohésion nationale, culturelle et politique »²⁰³. Cependant, cette mémoire historique est dynamique, comme le montre cette commémoration du 5 octobre, elle s'appuie sur la situation politique portugaise mais s'ouvre sur la situation politique mondiale. D'ailleurs, les pratiques commémoratives des exilés politiques portugais ne s'arrêtent pas aux événements de caractère national, elles s'ouvrent, pour certains exilés, sur d'autres dates : 1^{er} mai, le 14 juillet et surtout la Commune de Paris sont autant d'événements historiques, commémorés dans des journaux édités par les exilés

²⁰¹ « 5 de outubro em Paris », *Avante*, n°436, décembre 1971.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ Geneviève Armand-Dreyfus, *L'émigration politique espagnole en France au travers de sa presse 1939-1975*, 2 vol. thèse de doctorat en histoire sous la direction de Pierre Milza, IEP de Paris, 1994, p. 613.

politiques, qui n'ont pas de rapport avec la mémoire collective portugaise, mais avec la mémoire collective française et surtout populaire et ouvrière. Par exemple, la commune de Paris, qui selon, Jean Touchard²⁰⁴, est une référence de la gauche française et plus particulièrement des communistes, est racontée et expliquée dans des publications portugaises. Ainsi, dans le n°4 du journal de tendance maoïste *Ergue-te e luta*, un article est intitulé : « 1871-1973, a Comuna »²⁰⁵. Le 1^{er} mai est aussi utilisé par certains militants portugais. *Combate operario* supplément de *Rouge* diffuse, probablement en 1973, un tract intitulé « por um 1° maio de luta »²⁰⁶ : « Pour la semaine des 35 heures Pour un salaire minimum de 1500 francs Travailleurs français-immigrés, mêmes patrons même combat, A bas les laquais du capital Chaban Giscard Royer²⁰⁷ et compagnie, A bas Caetano et sa clique de fascistes et colonialistes, Vive la lutte révolutionnaire en Indochine et la résistance antifasciste au Chili, Vive la lutte de libération des peuples des colonies portugaises, Vive la solidarité internationale du prolétariat »²⁰⁸. Les revendications spécifiques aux exilés portugais contre le régime dictatorial portugais rejoignent les revendications françaises et mondiales, elles y sont d'ailleurs minoritaires et mise en logique avec d'autres luttes. Les pratiques commémoratives des exilés sont alors plus complexes que la volonté de maintenir des traditions et une mémoire collective nationale. Les militants ne participent pas seulement à une lutte de caractère national, mais à une lutte mondialisée et cherchent donc à participer aux événements qui se déroulent où ils se trouvent²⁰⁹.

²⁰⁴ Cf. Jean Touchard, *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Seuil, 1972, p. 26.

²⁰⁵ « 1871-1973, a Comuna », *Ergue-te e luta*, n°4, juin 1973.

²⁰⁶ Tract intitulé « Por um 1° de maio de luta », sans date (probablement avril 1973), BDIC, FA 253.

²⁰⁷ Jean Royer était alors ministre du commerce et de l'artisanat.

²⁰⁸ Tract intitulé « Por um 1° de maio de luta », *op. cit.*

²⁰⁹ Cf. *infra*, avec les événements de mai 1968.

Les différentes sociabilités que nous avons décrites sont d'autant plus vives qu'elles sont recherchées. En effet, il y a, comme l'évoque Zulmiro de Almeida dans la table-ronde du 9 décembre 1973, une nécessité de se retrouver entre Portugais pour atténuer le déracinement et pour pouvoir parler sa langue natale. Il existe donc un désir très important de rencontres analysé ainsi par Héléna Scob, (membre de la Cimade qui s'occupait des exilés politiques fréquentant la Cimade) : « Ils ont besoin de s'exprimer. Ils se retrouvent beaucoup entre eux mais ont les uns vis-à-vis des autres des relations de camaraderies de militants...un peu un masque sur ce qui les tourmente »²¹⁰. Ce désir est d'autant plus fort que les exilés politiques portugais sont, dans la grande majorité, jeunes et que la jeunesse est le temps privilégié des sociabilités larges et fluides. Ainsi, les diverses associations de jeunes (travailleurs portugais ou d'étudiants portugais) citées auparavant se multiplient montrant non seulement l'importance de la jeunesse, mais sa volonté d'autonomie.

D'ailleurs, sur ce point, il est intéressant de voir les contradictions entre, d'une part, les sources de la Cimade qui mettent en avant les troubles psychologiques attribuées à cette jeunesse déracinée et, d'autre part, les souvenirs d'anciens militants qui, se remémorant leur exil, se remémorent aussi le temps de leur jeunesse. Ainsi Raul Simões Pinto évoque l'exil comme « une maison, un asile sacré, une cathédrale ou un monastère romantique et politique, par où passèrent de grandes figures du Portugal moderne, hommes et femmes qui contribuèrent à la fin du fascisme et au 25 avril »²¹¹ et Manuel Alegre se souvient que la jeunesse « aidait à vaincre les bas-fonds. Il y avait le côté ludique, la saveur de la nouveauté,

²¹⁰ Résumé de la réunion du service de la Cimade du 8 février 1967, archives de la Cimade.

²¹¹ Raul Simões Pinto, *O 15...*, *op. cit.*, p. 13.

la découverte de la liberté »²¹². La vision *a posteriori* idéalisée et romantique de l'exil de la part des anciens exilés s'oppose au point de vue contemporain d'une assistante sociale.

L'exil politique portugais en France entre 1958 et 1974 est donc le lieu du « tout politique » par les conditions liés à l'exil en lui-même et par l'environnement politique de ces années au sujet duquel, évoquant le mouvement gauchiste qui influence fortement l'exil politique portugais, Michel Winock écrit que « le tout est politique est devenu pour beaucoup l'alpha et l'oméga de leur pratique sociale : la raison soupçonneuse traque l'innocence jusqu'en ces derniers replis »²¹³, si bien que la religion entre dans le champ du politique faisant que l'engagement politique et religieux se rejoignent pour certains des exilés politiques portugais.

Le catholicisme en exil

Certains exilés politiques en France sont des catholiques progressistes opposés au régime salazariste ou du moins, critiques à l'égard des méthodes de la PIDE, de l'injustice sociale régnant au Portugal ou des guerres coloniales. Les catholiques progressistes portugais s'appuient sur les évolutions théologiques pour argumenter leurs critiques ; ainsi, par exemple, en 1970 : « Dans une carte dirigée au président de la république portugaise à propos de l'audience accordée par le pape aux dirigeants des mouvements de libération des colonies portugaises,

²¹²Cité par Frederico Carvalho, « Exílio na margem esquerda », *Expresso*, 12 avril 1997, p. 46.

²¹³ In Jean Touchard, *La gauche...*, *op. cit.*, p. 348.

environ 700 catholiques émigrés en France condamnent la guerre coloniale »²¹⁴. C'est donc au nom de leur identité de catholiques que certains exilés critiquent le régime portugais et les guerres coloniales bien que, parallèlement, ils puissent appartenir à d'autres groupes politiques. Ils se saisissent des encycliques papales pacifistes de Jean XXIII et Paul VI, ce dernier ayant reçu en 1970 les principaux chefs des mouvements de libération des colonies portugaise discréditant ainsi *de facto* la politique coloniale du régime portugais.

Cette forme de lutte est loin d'être anodine, l'Eglise portugaise étant fortement liée au régime salazariste, Salazar ayant été lui-même séminariste et ayant commencé sa vie politique dans un parti catholique²¹⁵. L'entente entre Salazar et le cardinal patriarche de Lisbonne Mgr Cerejeira, (ils avaient vécu ensemble lors de leurs années d'étude à Coimbra²¹⁶), caractérisait parfaitement les liens, tacites, entre le régime salazariste et l'Eglise catholique²¹⁷, bien que l'influence de l'Eglise Catholique au Portugal perdurât depuis des siècles. Tout comme le régime, l'Eglise catholique portugaise était conservatrice et se refusait à suivre les évolutions entreprises par le concile Vatican II. Toutefois, dans le sein même de l'Eglise portugaise, quelques voix discordantes se faisaient entendre, principalement celle de l'évêque de Porto Mgr Ferreira Gomes qui, en juillet 1958, adressa une lettre ouverte à Salazar où il dénonçait, entre autres, l'injustice sociale. Suite à cette action, l'évêque de Porto s'exila en Espagne et aussi à Lourdes jusqu'en 1969 ; pendant cette période le Saint-Siège ne le remplaça pas, montrant par cette politique de la chaise vide son désaccord avec l'Eglise

²¹⁴ « Noticiário Português », *Portugal informação*, n°3, octobre 1970.

²¹⁵ Antonio Ferro, *Salazar. Le Portugal et son chef*, Paris, Bernard Grasset, 1934, p. 102.

²¹⁶ Cf. Jacques Ploncard d'Assac, *Salazar*, Paris, La Table ronde, 1967, p. 22.

²¹⁷ Cf. Manuel Braga da Cruz, *O Estado Novo e a Igreja Católica*, Lisbonne, Bizancio, 1998.

portugaise²¹⁸. Cette opposition ecclésiastique venue de la plus haute hiérarchie était celle qui inquiétait le plus le régime salazariste car elle pouvait facilement influencer les Portugais, dans leur grande majorité catholiques.

C'est pourquoi les catholiques progressistes en France non seulement s'appuient sur le Vatican, mais aussi dirige leur engagement vers les immigrés économiques portugais lesquels provenant des régions portugaises les plus catholiques, le centre et le nord du pays, étaient dans leur écrasante majorité des catholiques pratiquants. Cet engagement vers les immigrés portugais en France rejoint l'action du SITI (Service Interdiocésain des Travailleurs Immigrés) fondée en 1964 par l'archevêché de Paris et dirigée par Marie-Jean Mossand qui avait été aumônier national de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne). L'objectif fixé par le SITI était « la promotion humaine, ouvrière et chrétienne de la masse, compte tenu de la mentalité religieuse importée du Portugal, nous nous devons de fournir des outils pastoraux pratiques, donc simples »²¹⁹. Un de ces outils pastoraux fut le journal *Presença Portuguesa* créé en 1965²²⁰. A sa création, *Presença Portuguesa* n'était qu'une simple feuille ronéotypée distribuée dans la paroisse de Vitry-sur-Seine que fréquentaient de nombreux immigrés portugais. Très vite, la publication s'étoffe et, dès janvier 1968, 9000 exemplaires sont distribués dans toute la France. Parmi les rédacteurs du journal, il y avait des catholiques portugais comme « Anibal de Almeida, Isaura, Manuel Diaz »²²¹ et également José Batista de Matos²²². *Presença Portuguesa*, par le biais de témoignages, d'articles,

²¹⁸ Cf. Dom Antonio Ferreira Gomes, *D. Antonio Ferreira Gomes : nos 40 anos da carta do Bispo do Porto a Salazar*, Lisbonne, Multinova, 1998.

²¹⁹ Marie-Jean Mossand, *Frères d'ailleurs*, Paris, Bertout, 1994, p. 71.

²²⁰ Sur *Presença Portuguesa* voir : Alfredo da Cruz, *Présence Portugaise, l'immigration portugaise vue à travers un journal de l'Eglise catholique de France*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction d'Antoine Prost, Paris I, 1996.

²²¹ Marie-Jean Mossand, *Frères...*, *op. cit.*, p. 71.

²²² Entretien avec José Batista de Matos, le 29 mars 2000, à Fontenay-sous-Bois.

d'informations pratiques en portugais, incite les travailleurs portugais à défendre leurs droits, à se syndiquer, tout en leur montrant que ce n'est pas, comme ils le pensent ou comme le régime et l'Eglise portugaise leur ont appris, faire de la politique. Roger Maskud, créateur de *Presença Portuguesa*, et Donatien Roland, rédacteur du journal, soulignent qu'« il est donc particulièrement important de montrer que la vie chrétienne d'un immigré se vit dans la condition ouvrière et, quand cela est possible, dans les organisations ouvrières, et non parallèlement »²²³. Le journal ne critique cependant pas ouvertement le régime portugais ou le clergé portugais ; seulement, il met en évidence les avantages de la démocratie et la nécessité de défendre ses droits.

C'est pourquoi, le message ouvriériste de *Presença Portuguesa*, bien que soutenu par des membres de l'église catholique, n'est pas partagé par la Mission portugaise en France. Selon qui « débordée par le nombre de ses compatriotes immigrés, la Mission (dès le début soumise à la hiérarchie portugaise, à quelques exceptions près) n'a fait que transporter en région parisienne la pastorale rurale au Portugal, simple distribution des sacrements sans sérieuse préparation possible, services sociaux à la limite compromettants. Elle fut l'objet de critiques sévères du clergé français engagé pastoralement auprès des Portugais, qui pensaient évangélisation et promotion chrétienne et ouvrière. D'où le reproche de certains missionnaires portugais qui considéraient l'action catholique ouvrière comme une forme larvée du communisme ou tout au moins communisante »²²⁴. Le petit nombre de missionnaires portugais, par rapport au nombre de Portugais en France, avait gardé sa conception traditionnelle du rôle du prêtre, figure centrale, et souvent autoritaire, du village. Seule une minorité de ces prêtres entrevoyait

²²³ Cité in Marie-Jean Mossand, *Frères...*, op cit., p.169.

²²⁴ *Idem*, p. 65.

différemment son rôle auprès des immigrés portugais en France. Ainsi un prêtre portugais explique que : « Ma fonction de prêtre consiste à leur faire prendre progressivement conscience de ce qu'ils sont, de ce qu'ils peuvent sans se faire exploiter. Cette attitude m'a valu quelques petits ennuis : de me faire traiter par certains de mes compatriotes d'incapable, mis à la porte de chez lui et même d'être un prêtre communiste »²²⁵. Ces critiques indiquent à quel point l'action pour la condition ouvrière était confondue, par la grande partie des Portugais, avec une activité communiste, c'est-à-dire, en vertu de la propagande de l'Eglise catholique portugaise, néfaste, voire satanique. Cependant, *Presença Portuguesa* put faire parvenir son message à de nombreux travailleurs portugais, plus susceptibles de lire des journaux catholiques que communistes ou d'extrême-gauche.

Ce militantisme religieux n'exclut pas la participation conjointe à d'autres formes d'engagements et de pratiques politiques. Par exemple José Batista de Matos écrit dans *Presença Portuguesa*²²⁶ et participe à d'autres manifestations, notamment celles de l'AOP (Association des Originaires du Portugal)²²⁷ ou encore participe à l'occupation de la maison du Portugal en mai 1968²²⁸. Son itinéraire permet de voir que le militantisme catholique n'est pas exclusif et qu'il se peut se conjuguer avec d'autres actions. Grâce à cet itinéraire, on peut voir que les exilés peuvent circuler dans l'espace politique de l'exil portugais qui, entre 1958 et 1974, connaît une radicalisation politique.

²²⁵ Cité in Marie-Jean Mossand, *Frères...*, *op. cit.*, p. 33.

²²⁶ Entretien avec José Batista de Matos, le 29 mars 2000, à Fontenay-sous-Bois.

²²⁷ *Cf. infra.*

²²⁸ *Cf. infra.*

La radicalisation politique de l'exil portugais

Pour étudier l'espace politique de l'exil portugais et son évolution, très peu de sources sont disponibles : les observations des services de police français (essentiellement des rapports d'activités émanant des Renseignements Généraux) qui rendent compte de l'activité politique des étrangers et donc de certains exilés politiques portugais ; les documents produits, et peu conservés, par les exilés politiques portugais, principalement leurs publications et tracts. Les entretiens oraux et les mémoires d'anciens exilés permettent de nuancer les deux sources précédentes en ce qu'elles ont de formelles et d'incomplètes. Cependant ces sources d'origines diverses n'éliminent pas pour autant l'obscurité dans laquelle restent certains points, certaines évolutions, certaines interactions. Il est ainsi difficile de reconstituer précisément le quotidien d'un militant, de délimiter en quoi consistaient ses différentes tâches et le temps qu'il y consacrait. Néanmoins, étudier l'espace politique de l'exil portugais, c'est aussi mettre en avant la dynamique des partis et des groupes politiques et considérer l'engagement politique des exilés au sens le plus restreint du terme, à savoir leur engagement comme adhérents ou compagnons de route au sein ou aux côtés de partis, d'associations ou de mouvements politiques.

Cependant, dans le cas de l'exil politique portugais, les termes d'adhérent ou de compagnon de route voire de partis, sont difficiles à cerner. Les partis politiques sont confinés dans la clandestinité rendant ainsi difficile nos possibilités de percevoir précisément leur fonctionnement et le nombre de militants qui y participaient. Ainsi, les invitations distribuées par le *Circulo d'iniciativa politica* lors de la table-ronde déjà évoquée permettent de voir que l'espace politique de

l'exil portugais est structuré en partie différemment. Le comité déclare avoir invité 16 publications, 28 associations et 35 individus²²⁹. Il ne s'agit donc pas d'abord de partis, mais de publications et d'associations n'excluant pas, qui plus est, la possibilité de rester comme José Batista de Matos des « électrons libres »²³⁰. Pour autant, ceux qui participent à ce type de réunion sont loin de représenter l'ensemble des exilés politiques portugais. En effet, parmi eux, il y a ceux qui vivent dans la clandestinité et qui ne peuvent donc vis-à-vis des autorités françaises ou portugaises, participer à ce type d'événements²³¹. Toute une frange de l'engagement politique, dont les permanents du PCP²³², se trouve dans la clandestinité : des groupes clandestins ou des publications clandestines comme se le remémore Carlos da Fonseca, passaient de main en main dans les jardins publics, dissimulées dans le *Figaro*²³³.

Le rôle des publications comme composante structurelle de l'exil politique portugais apparaît donc essentiel ; chacune tendant à être représentative d'un groupe, d'un mouvement. Cette fonction apparaît nettement, par exemple, dans le numéro 3 de *Portugal informação* paru en octobre 1970 et publié par la commission du FPLN de Paris. Un éclaircissement y est rédigé suite à la parution à Paris d'« un journal de langue portugaise qui, abusivement, prétend être le n°3 du journal de la commission centrale de coordination du FPLN en France, *Portugal informação* »²³⁴. L'article explique que la commission centrale de

²²⁹ « Introdução de Luis Matias », *Cadernos*, *op. cit.*

²³⁰ Entretien avec José Batista de Matos, le 29 mars 2000, à Fontenay-sous-Bois.

²³¹ Sur la clandestinité au sein de l'opposition portugaise et en particulier dans le PCP cf. José Pacheco Pereira, *A sombra : estudo sobre a clandestinidade comunista*, Lisboa, Gradiva, 1993.

²³² Cf. les différents mémoires d'anciens permanents du PCP, José Silva Marques, *Relatos da clandestinidade, o PCP visto por dentro*, Lisboa, Expresso, 1976 ; Rui Perdigão, *O PCP visto por dentro e por fora*, Lisboa, Fragmento, 1988 ; Rui Perdigão, « As relações do PCP com dois eminentes antifascistas : Emidio Guerreiro e Manuel Valadares », *Nova Renascença*, vol. XII, 1992, pp. 319.325

²³³ Entretien avec Carlos da Fonseca, le 30 mars 2000, à Paris.

²³⁴ « Esclarecimento », *Portugal informação*, n°3, octobre 1970.

coordination du FPLN en France a été dissoute par la majorité de ses membres afin de créer une nouvelle structure qui, toutefois, publierait toujours *Portugal informação*. Or, un membre de la commission théoriquement dissoute continue de publier *Portugal informação* au nom de l'ancienne commission. Il y a donc, d'après les rédacteurs de l'article, une usurpation du titre du journal qui est décrite en ces termes : « si les noms se confondent, il n'en est pas de même du contenu : le nom se reproduit graphiquement par un simple processus technique, mais le contenu est un problème idéologique et politique »²³⁵. Outre qu'il révèle les multiples discussions intestines dans les groupes et les mouvements politiques, cet exemple corrobore l'affirmation de Geneviève Armand-Dreyfus qui, évoquant la presse des exilés politiques espagnols, avance que « publier un journal, c'est affirmer son existence politique et organisationnelle, le premier et le plus fondamental des signes de cette affirmation »²³⁶. En ce sens, la multiplication des publications permet de percevoir la multiplication des groupes et la radicalisation de l'exil politique portugais.

Une autre difficulté dans l'étude de l'espace politique de l'exil portugais en France est celle de repérer qui, parmi les exilés, s'engage au sein des différents mouvements. La cause est double. D'une part, l'engagement se développe autour des publications et dans les diverses associations qui ont été créées par les exilés politiques portugais dont certaines sont *a priori* apolitiques. Par exemple, la Ligue portugaise de l'enseignement et de la culture populaire « fut autorisée à fonctionner en décembre 1967 parce qu'apparemment elle ne se fixait qu'un but de formation culturelle et de distraction artistique en faveur de l'immigration.

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ Geneviève Armand-Dreyfus, *L'exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 245.

Mais la première manifestation de cette association a été l'édition d'un journal mensuel le *Jornal do emigrante* où l'inspiration communiste s'étale complaisamment sur 6 pages. Tous les thèmes actuels de la propagande communiste à l'échelon international y sont traités »²³⁷. Le ton de la note peut laisser croire qu'il y a, de la part des animateurs de la Ligue, une intention de tromper les lecteurs. Il s'agit surtout de pouvoir tromper, pour un temps, la police et aussi approcher plus facilement l'immigration économique portugaise. D'autre part, l'engagement politique des exilés politiques portugais pouvait s'effectuer dans le cadre de double, voire multiples, adhésions ou compagnonnages. Pour ne prendre qu'un exemple, les exilés politiques portugais pouvaient militer au sein de structures françaises et portugaises. Du chapitre précédent, il ressort que beaucoup de militants du PCP utilisent les structures du PCF ou de la CGT pour pouvoir exercer leurs activités politiques. Il y a donc une représentation implicite du PCP dans ces deux organismes français. Mais certains exilés politiques portugais ont pu également militer directement au sein de partis ou de mouvements français comme l'indique une note de la préfecture de police de Paris datée du 5 juin 1970 ayant pour objet les activités politiques des étrangers en France : « Les étrangers dont les noms suivent peuvent être considérés comme compromis avec l'ex-Gauche Prolétarienne. En raison de leur activité politique sur le territoire national leur expulsion semble souhaitable »²³⁸. Neuf militants portugais sont mentionnés dans cette liste montrant les liens existant entre les militants maoïstes français²³⁹ et portugais qui se manifeste, entre autres, par la parution de la *Causa do imigrante* supplément de *La Cause du Peuple*. Cependant

²³⁷ Note des renseignements généraux, février 1968, CAC 00199100353, art. 11.

²³⁸ Préfecture de police de Paris, *Activité politique des étrangers*, 5 juin 1970, CAC 001990353, art. 14.

²³⁹ La Gauche Prolétarienne a été dissoute par arrêté le 27 mai 1970.

le terme de « compromis » qui est utilisé dans la note ne permet pas de distinguer si, auprès de la gauche prolétarienne, ces militants avaient des pratiques liées à leur condition d'exilé ou s'ils militaient comme les autres membres, leur nationalité n'ayant que peu d'importance à leurs yeux (contrairement à ceux de la police) car pour eux, maoïstes, la lutte contre la dictature portugaise s'insérait dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. Pascal Ory évoquant « l'internationale des références »²⁴⁰, on peut évoquer l'internationale des luttes puisque des militants portugais s'insèrent dans les luttes qui se déroulent en France. Ainsi, plus spécifiquement, les grands enjeux de l'extrême-gauche française du début des années 1970 se retrouvent dans beaucoup de publications d'exilés politiques portugais : ce fut, par exemple, le cas de l'occupation de l'usine LIP, de l'assassinat d'Overney²⁴¹. De même la solidarité militante qui lie les militants d'extrême-gauche français et portugais amène, par exemple, Pierre Sorlin à aider les réfractaires portugais car la lutte contre les guerres dans les colonies portugaises s'inséraient dans la lutte anti-impérialiste alors dominée par la guerre du Vietnam²⁴². Malgré cette solidarité et cette cause commune, la note de la Préfecture montre une fois encore la précarité de l'engagement politique des exilés qui encouraient des risques comme tous les militants de l'« ex-Gauche Prolétarienne », mais qui, de surcroît, risquaient de se faire expulser du territoire français. La formulation de cette note laisse d'ailleurs apparaître que ce n'est pas tant dans leur militantisme au sein de cette organisation spécifique qui motive leur expulsion, mais le simple fait de militer, quel que soit le parti, le mouvement.

²⁴⁰ Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 218.

²⁴¹ Pour ces événements, cf. Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération, t.2, les années de poudre*, Paris, Seuil, 1987.

²⁴² Entretien avec Pierre Sorlin, le 7 février 2000, à Paris.

En dépit des difficultés à pouvoir sérier les différents mouvements et groupes politiques dans lesquels s'engagent les exilés politiques portugais, une tendance se dessine au cours des années 1958-1974 : la désaffection, par eux, du PCP au profit des différents groupes d'extrême-gauche. Le témoignage de Manuel Villaverde Cabral l'illustre²⁴³. Issu d'un milieu qu'il qualifie de « petit bourgeois », il travaillait dans la région de Coimbra dans l'édition, ayant notamment traduit des oeuvres de Marguerite Duras. Militant du PCP au Portugal, il est contraint à l'exil en 1963 à cause d'une éventuelle menace d'arrestation par la PIDE. Il arrive à Paris et découvre la solidarité intellectuelle du quartier latin. Là, il se désolidarise rapidement du PCP et participe à la scission pro-chinoise en 1964 avec la FAP (*Frente de Acção Popular*) et le CMLP (*Comité marxista-leninista Popular*)²⁴⁴. Si cette bifurcation n'est pas exceptionnelle en France puisque de nombreux militants de l'extrême-gauche d'alors ont eu un passage dans une organisation communiste, l'exil peut y contribuer dans la mesure où l'arrivée en France est pour l'exilé le moment où il n'est plus rigoureusement encadré par le Parti et sa propagande. L'itinéraire de José Silva Marques, permanent du PCP, étaye cette hypothèse : il arrive en France en 1965 ayant utilisé le réseau du PCP pour pouvoir passer les frontières²⁴⁵ et quitte le parti lors de son exil au motif de la véritable nature du régime soviétique dont il s'est rendu compte hors de la censure du régime salazariste et du PCP²⁴⁶.

²⁴³ Itinéraire reconstitué d'après l'entretien avec Manuel Villaverde Cabral, le 2 décembre 1999, à Paris.

²⁴⁴ Cf. *infra*.

²⁴⁵ Cf. José Silva Marques, *Relatos...*, *op. cit.*

²⁴⁶ *Idem*, p. 277.

Ces deux itinéraires mettent en avant des ruptures produites au sein du PCP, suggérant de par la même le quasi monopole dont jouissait le PCP dans l'opposition de gauche au Portugal. Cependant, au Portugal même, celui-ci décroît et le passage quasi obligé par le PCP tend à s'atténuer dans la deuxième moitié des années 1960. Ainsi, dans les mémoires de Raul Simões Pinto²⁴⁷, réfractaire qui vient en France vers 1970 (donc plus tardivement que Manuel Villaverde Cabral et José Silva Marques), le PCP n'est plus mentionné, amenant l'hypothèse d'une désaffection du PCP par la jeunesse d'opposition au Portugal, du moins par les réfractaires et les déserteurs qui, s'exilant, se trouvent en désaccord avec le PCP aussi bien quant au problème colonial que dans les méthodes de lutttes contre le régime portugais²⁴⁸.

Outre ces différents itinéraires d'exilés politiques portugais, on peut, à partir de la presse produite par les exilés politiques portugais, entrevoir assez nettement la radicalisation de l'exil politique portugais étant donné la valeur que constitue la presse comme révélateur de l'évolution de l'exil politique²⁴⁹. D'après le recensement des publications de l'émigration portugaise en France effectué par Cristina Climaco, 108 titres au total²⁵⁰, entre 1963 et 1974 (qui comprennent donc les publications produites par les exilés politiques), on peut d'abord constater l'augmentation significative du nombre des publications paraissant chaque année²⁵¹. Tandis qu'un seul titre paraît en 1963, 4 paraissent en 1964, 5 en 1965, 6

²⁴⁷ Raul Simões Pinto, *O 15...*, *op. cit.*

²⁴⁸ Sur ce point, *cf. infra*.

²⁴⁹ *Cf. supra*.

²⁵⁰ Cependant, ce recensement n'est pas exhaustif, la diffusion limitée de la majorité de ces publications et leur conservation aléatoire implique que l'on ne puisse, sur tout le territoire français, établir un recensement définitif des ces publications.

²⁵¹ Ce recensement et l'analyse qui en est faite se trouve *in* Ana Cristina Climaco Pereira, *La presse de l'émigration politique portugaise, analyse du journal o salto 1970-1974*, mémoire de DEA d'histoire sous la direction d'Andrée Bachoud, Université Paris VII, 1992, pp. 55.77 ; un autre

en 1966, 10 en 1967, 18 en 1968, 21 en 1969, 26 en 1970, 32 en 1971, 42 en 1972, 55 en 1973 et 46 en 1974. On en déduit aisément que certaines ont une durée de vie éphémère, ce que confirme le nombre de nouvelles publications : un seul titre est lancé en 1963, 3 en 1964, 2 en 1965, 3 en 1966, 5 en 1967, 10 en 1968, 6 en 1969, 9 en 1970, 14 en 1971, 17 en 1972, 24 en 1973 et 9 en 1974. On voit l'augmentation constante du nombre de titres nouveaux jusqu'en 1973 ; l'année 1974 étant celle de la révolution du 25 avril, beaucoup de journaux cessent de paraître suite au retour de nombreux exilés. Les pics de création de publications sont influencés par des événements de diverses natures : si les années 1971, 1972 et 1973 sont les années où le flux de déserteurs et réfractaires, composante principale de l'exil politique portugais pendant ces années²⁵², venant en France est le plus important, tout comme le nombre d'immigrés portugais en France vers lesquelles se dirigent un grand nombre de publications, le pic de 1968 peut sans doute s'expliquer par mai et l'effervescence qui s'est produite dans l'extrême-gauche, ce qui incite à penser que les exilés ont été davantage partie prenante du mouvement que méfiants, voire résistants comme le furent les militants communistes.

Parmi toute la presse de l'émigration portugaise, Cristina Climaco distingue deux groupes de journaux : ceux adressés à l'émigration économique édités par des organisations françaises, le gouvernement portugais, les exilés portugais ou par le milieu associatif lui-même et ceux destinés au milieu militant, portugais et français. Au vu des exemples étudiés précédemment aussi divers que *O Salto*,

recensement effectué par Marie-Christine Volovitch-Tavares se trouve in Marie-Christine Volovitch-Tavares, « Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'en 1974 », in Antoine Marès, Pierre Milza, *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 117-120.

²⁵² Cf. *supra*.

Alarme ou *Presença Portuguesa*, on peut néanmoins douter de l'autonomie des publications publiées par le milieu associatif par rapport aux exilés politiques portugais, les associations étant souvent noyautées par des exilés politiques cherchant à entrer en contact avec les immigrants portugais en France. De plus, la publication d'un journal requiert des compétences que les exilés politiques portugais, par leurs origines sociales et leur capital culturel, possèdent.

En effet, si l'on retire les publications publiées par certains organismes français (par exemple : PCF, CGT, CFDT, JOC) auxquelles collaborent pourtant des exilés politiques portugais, comme José Batista de Matos dans *Presença Portuguesa*²⁵³, et les publications éditées par les institutions portugaises (surtout les banques et consulats portugais), où, en revanche, il semble évident que les exilés politiques portugais ne participent pas, peut-on avancer que la plus grande partie de la presse de l'émigration portugaise est produite par les exilés politiques portugais ? L'évolution de la presse portugaise en France serait alors propre à épouser le mouvement de radicalisation de l'exil politique portugais et permettrait d'entrevoir certains de ses caractères.

Outre l'évolution numérique, le lexique des titres et les éditeurs indiqués dans le recensement de Cristina Climaco²⁵⁴ révèlent des particularités symptomatiques des enjeux et des stratégies de l'engagement des exilés politiques portugais et de leur évolution. Les premiers journaux publiés par des exilés politiques de façon autonome, c'est-à-dire sans le couvert direct d'un organisme français (par exemple un syndicat), apparaissent en 1964. Ces journaux sont *Acção revolucionaria* et *Revolução portuguesa* publiés respectivement par le MAR (*Movimento de Acção Revolucionario*) et le FAP (*Frente de Acção*

²⁵³ Entretien avec José Batista de Matos, le 29 mars 2000, à Fontenay-sous-Bois.

²⁵⁴ Cristina Climaco, *Analyse...*, *op. cit.*

Popular), deux mouvements qui tentèrent de former dans l'opposition portugaise une alternative au PCP. Le MAR, créé en 1962 et constitué par des militants communistes et par des chrétiens progressistes, fut le premier mouvement à concurrencer le PCP par sa gauche. Il n'exista que trois années et certains de ses membres résidaient à Paris comme Lopes Cardoso, bien que le mouvement fut principalement à Alger, où, avec le FPLN, les principales figures de l'opposition se trouvaient et cherchaient à s'unir contre la dictature portugaise²⁵⁵. La FAP, elle, résulte d'une scission pro-chinoise d'avec le PCP qui eut lieu en 1964 avec Francisco Martins Rodrigues, membre du comité central du PCP, Ruy D'Espiney et João Pulido Valente. Les deux journaux diffusés en France dont le tirage est limité et seulement diffusé parmi les exilés politiques portugais inaugure la multiplication d'alternatives politiques au PCP. Ces deux journaux sont éphémères ne paraissant qu'un ou deux ans²⁵⁶, spécificité que la plupart des journaux publiés par les exilés politiques portugais gardent. En effet, le manque de moyens financiers et les dynamiques politiques - scissions, dissolutions, etc.- entraînent une durée de vie très courte des publications.

Les titres des journaux qui naissent après ces deux publications pionnières indiquent la composante, qui se revendique alors comme telle, étudiante de l'exil politique portugais. En 1965, apparaissent *Vintequatro de março : órgão da junta patriótica de estudantes portuguesas no estrangeiro* et *Estudante revolucionario* édité par la FAP et en 1966, *Boletim : órgão da união dos estudantes portuguesas em França* et *Movimento estudantil* publié par l'UEPF (Union des étudiants portugais en France²⁵⁷). Ces journaux ne paraissent qu'une année. Si l'engagement

²⁵⁵ Sur le MAR et la FPLN, cf. Dawn Linda Raby, « *Portuguese exile politics : The frente patriótica de libertação nacional, 1962-1973* », *Luso-Brazilian Review*, n°31, 1994, pp.77-89.

²⁵⁶ Le recensement n'indique pas le nombre de numéros qui ont été édités.

²⁵⁷ Cf. *infra*.

politique est alors surtout le fait d'étudiants, autour de 1967-1968, le vocabulaire des titres et leurs éditeurs se radicalisent. Un nouveau champ sémantique est employé. Tout d'abord, avec *O proletariado* publié par le CMLP en 1967, commencent les déclinaisons des noms de groupes ou de journaux autour du milieu ouvrier, prolétaire. Ainsi, paraîtront *A classe operaria* en 1970, *Os proletarios não têm patria* et *Controle operario* en 1974. En 1968, le terme d'émigrant est utilisé pour la première fois par les exilés politiques portugais dans le *Jornal do emigrante* publié par la *Liga portuguesa do ensino e da cultura popular*. En outre, le vocabulaire travailleur/émigrant/portugais se conjugue et se lie comme par exemple dans *A voz do povo : órgão dos trabalhadores portuguesas da emigração* publié en 1968. Que les termes peuple/travailleur/émigré se conjuguent laisse entrevoir l'emprunte de la pensée d'extrême-gauche, notamment maoïste.

Autre grand thème des publications des exilés politiques portugais : les guerres coloniales. La première publication avec une mention spécifique apparaît en 1968 : *Guerra colonial* publiée par la commission du FPLN. Les publications spécifiques aux guerres coloniales et aux déserteurs et réfractaires vont se multiplier : *Lutte anti-colonial* en 1971, *Lutta/lutte* en 1972, *Boletim do comité de apoio aos desertores portuguese em França* en 1973, *A voz do desertor* en 1973, tandis que, dans d'autres publications, notamment *O salto*, le thème des guerres coloniales devient récurrent, quasi-omniprésent dans ces mêmes années.

De cette évolution du vocabulaire des publications diffusé par les exilés politiques portugais, on peut déduire les principales évolutions que connut l'exil politique portugais et y voir les principales césures. En effet, si, jusque vers 1967-1968, le nombre de publications est restreint et leur public potentiel également,

celles-ci ne s'adressent qu'aux exilés, après ce moment on voit l'ouverture des exilés sur l'immigration portugaise en France et aussi sur le monde ouvrier, ce qui est d'autant plus facile que les immigrés portugais appartiennent à ce monde. Outre que cette ouverture des exilés portugais coïncide avec l'ouverture d'étudiants français maoïstes sur le monde ouvrier, se traduisant par l'établissement en usine qui commence en 1967²⁵⁸, la quasi-disparition du terme « étudiant » dans le titre des publications à partir de ces mêmes années corrobore l'idée que les exilés, principalement des intellectuels et des étudiants, n'utilisent plus leur identité d'intellectuels (l'exception qui confirme la règle semble être *Viva a revolução : órgão do comité revolucionario dos estudantes comunistas*, il semble que seuls ces étudiants communistes gardent l'idée que la jonction intellectuels-ouvriers n'a pas eu lieu). Comme les intellectuels français que décrit Pascal Ory, les exilés politiques portugais entreprennent « leur rééducation »²⁵⁹ au sein du monde ouvrier. Enfin, la place prise dans les publications à partir de 1970 par les guerres coloniales devenues l'enjeu principal de l'engagement politique des exilés politiques portugais signalent la nouvelle génération d'exilés constituée par les réfractaires et déserteurs, cette génération, qui, comme on l'a noté, est moins influencée par le PCP et accorde beaucoup d'importance à ces guerres et notamment à leurs conséquences sur la survie du régime.

Dans cette liste de journaux, la quasi absence du PCP est perceptible surtout par rapport aux groupes d'extrême-gauche. Cependant, cette prépondérance de l'extrême-gauche doit être nuancée. Si les militants d'extrême-

²⁵⁸ Cf. Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération..., op. cit.* ; Christophe Bourseiller, *Les maoïstes..., op. cit.* ; Robert Linhart, *L'établi..., op. cit.*

²⁵⁹ Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels..., op. cit.*, p. 218.

gauche ont été plus actifs dans la production de publications que les militants du PCP, cela est aussi dû à la nature de l'implantation du PCP en France. Comme l'attestent les témoignages d'anciens militants, le PCP avait un noyau clandestin à Paris²⁶⁰ où certains de ces fonctionnaires excellaient dans l'art de la fabrication de faux-papiers²⁶¹. Ce noyau clandestin diffusait *Avante*, l'organe du parti. Mais autour de lui, il y avait toute une mouvance communiste, composée des associations contrôlées par le PCP et dont les objectifs et les membres étaient divers. Comme le constate une enquête des Renseignements Généraux de mars 1967 intitulée *la colonie portugaise dans la région parisienne*, l'influence du PCP s'y exerce souvent sous couvert du PCF ou de la CGT. L'AOP (Association des Originaires du Portugal), par exemple, créée en 1962, qui, d'après ses statuts, a pour objet de « réunir, dans un esprit d'entraide et de solidarité, les originaires du Portugal résidant en France »²⁶², édite à partir de mars 1964 *La voix du travail*, remplacée par *Trait d'union* en décembre 1964, qui comporte une édition portugaise, avec des « articles consacrés à la vie intérieure du groupe montrant sa tendance politique d'extrême-gauche »²⁶³. Il faut comprendre, dans le vocabulaire des RG en 1964, « communiste ». Les RG ajoutent d'ailleurs que « conseillés et financés par la CGT, les dirigeants de l'association ont orienté son action vers l'immigration portugaise »²⁶⁴. Pourtant, cette association n'a pas, officiellement, d'objectifs politiques au contraire de la Commission de solidarité aux prisonniers politiques qui, présente à la fête de *L'Humanité*, indice de son lien avec le PCP

²⁶⁰ Rui Perdigão, *op. cit.* ; José Silva Marques, *op. cit.*

²⁶¹ Entretien avec Carlos da Fonseca, le 30 mars 2000, à Paris.

²⁶² Préfecture de Police de Seine, Direction des renseignements Généraux et des jeux, *La colonie portugaise dans la région Parisienne*, mars 1967, Ga br 39.

²⁶³ *Idem.*

²⁶⁴ *Idem.*

(tout comme le Club des jeunes émigrés, la Commission unitaire du FPLN ou le Mouvement des femmes portugaises), cherche à dénoncer le régime salazariste.²⁶⁵

Or c'est, parmi ces associations plus culturelles que politiques contrôlées initialement par le PCP, que la désaffection au profit de l'extrême-gauche est visible, particulièrement au sein de l'UEPF (Union nationale des Etudiants Portugais en France) fondée en 1960²⁶⁶. Cette association a pour but déclaré d'«examiner les problèmes soulevés par les études ou formation professionnelles de ses membres», de «présenter des suggestions aux autorités françaises et portugaises pour l'amélioration des conditions de séjour» et d'«organiser des réunions, discussion et manifestation artistiques ou récréatives»²⁶⁷. Bien que ces buts semblent apolitiques, son bulletin trimestriel dénonce les actes de répression et de provocation du gouvernement portugais. Cependant, l'enquête des Renseignements Généraux effectuée en 1967 indique que «le président de l'association usant de son influence sur la majorité des membres, a toujours maintenu, malgré ses sentiments anti-salazaristes, l'activité de l'association à l'écart d'un engagement sur le plan politique»²⁶⁸. Néanmoins cette attitude entraîne des dissensions internes et également au sein de l'Association des étudiants portugais à l'étranger qui regroupe, dès janvier 1966, à Bruxelles (la Belgique étant alors le seul pays d'Europe où les ressortissants portugais bénéficiaient du statut de réfugié politique facilement), les étudiants portugais des différents pays d'Europe. Lors d'une conférence en 1966, cette attitude apolitique

²⁶⁵ « 5 de outubro em Paris », *Avante*, n°436, décembre 1971.

²⁶⁶ Préfecture de Police de Seine, Direction des renseignements Généraux et des jeux, *La colonie...*, *op. cit.*

²⁶⁷ *Idem.*

²⁶⁸ *Idem.*

de la part de la présidence de l'UEPF est critiquée par des membres de l'Association. On peut penser que ces critiques sont le signe d'une radicalisation de l'association jusqu'alors contrôlée par le PCP. Et, en effet, dans une note du cabinet du Préfet de Paris postérieure à 1971, il est signalé que « bon nombre d'étudiants [portugais] sont groupés au sein de l'UEPF créée en 1960 et dont le siège est fixé 15, rue Soufflot (5^e). Cette organisation a eu tout d'abord une orientation communiste puis pro-chinoise »²⁶⁹. Le PCP a perdu son hégémonie au sein de l'association étudiante et en est même évincé en 1968. Ce processus est d'autant plus représentatif que les étudiants forment une des principales composantes de l'exil politique portugais, la plus active politiquement.

Si les premiers signes de la radicalisation de l'exil politique portugais (la création de la FAP ou les évolutions idéologiques au sein de l'UEPF sont antérieures à 1968), les enquêtes de la police française instituent mai 1968 comme le point d'apparition de l'« extrême-gauche » portugaise (terme qu'au début des années 1960, elles utilisaient pour qualifier les activités qu'elles considéraient dans la mouvance du le PCF et de la CGT²⁷⁰).

En effet, l'enquête des Renseignements Généraux de mars 1967 n'accorde que très peu d'importance en termes d'effectifs et d'actions au courant pro-chinois sorti en 1964 du PCP, lequel se manifeste pourtant en France depuis lors par la diffusion du journal de la FAP, *Acção popular*.²⁷¹ En revanche, les archives du ministère de l'intérieur et du ministère des affaires étrangères révèlent une grande vigilance de la police française et portugaise autour de la LUAR (*Liga de União e*

²⁶⁹ Cabinet du Préfet de Paris, *L'immigration étrangère dans le ressort de la préfecture de Police*, sans date (probablement 1971), CAC 0019900353, art. 13.

²⁷⁰ Cf., par exemple, *Immigration des travailleurs portugais* (sans auteur ni date), CAC 0019890151, art. 9.

²⁷¹ Préfecture de Police de Seine, Direction des Renseignements généraux et des jeux, *La colonie...*, *op. cit.*

Acção Revolucionaria) de tendance guévariste. Ce groupe, fondé en 1967 par Herminio de Palma Inacio, se révèle en septembre de la même année par le hold-up, réussi, de la Banque du Portugal à Figueira da Foz, puis par le vol d'un stock d'armes à la caserne d'Evora. Ces actes inquiètent le régime portugais qui les qualifie de terroristes, et demande à la France de collaborer avec lui contre ce groupe dont de nombreux membres sont implantés en France. Ainsi, l'ambassadeur de France à Lisbonne fait part au ministre des affaires étrangères français, le 29 septembre 1967, soit quelques jours après les actions de la LUAR, des inquiétudes du ministre de l'intérieur portugais qui, évoquant la LUAR, parle d'un « noyau de subversion qui pourra être tenté un jour ou l'autre de provoquer des exactions, peut-être sanglantes, sur notre territoire et cela ne pourra manquer d'affecter les relations entre nos deux pays »²⁷². Les services de police français surveillent alors les membres de la LUAR en France qui sont rapidement l'objet d'arrêtés d'expulsion à l'exclusion d'Antonio de Moura Diniz²⁷³ qui « est assigné à résidence dans les Vosges en sa qualité de réfugié politique »²⁷⁴. Les militants de la LUAR entrent alors dans la clandestinité en France tandis que Herminio de Palma Inacio et d'autres membres du groupes sont arrêtés au Portugal lors d'une action armée en 1968 à Covilha. La LUAR se manifeste jusqu'au 25 avril 1974, et après d'ailleurs, par l'assaut des consulats de Rotterdam en mai 1971 et du Luxembourg en juin 1971²⁷⁵.

Mais le moment, d'après la police française, de l'émergence de l'extrême-gauche portugaise en France est constitué par mai 1968, où, il est vrai, des

²⁷² relaté in Lettre de l'ambassadeur de France à Lisbonne au ministre des Affaires Etrangères français, le 29 septembre 1967, AMAE, vol.87.

²⁷³ Cf. *supra*.

²⁷⁴ Note des renseignements généraux sur les activités de la LUAR, 25 octobre 1968, CAC 001990353, art. 16.

²⁷⁵ Cf. Cristina Climaco, *Analyse...*, *op. cit.*, pp. 52-54.

ressortissants portugais participent activement aux événements, occupant notamment la maison du Portugal située dans la cité universitaire de Paris. Une note du cabinet du préfet de Paris relate ainsi rétrospectivement cette occupation : « Un groupe révolutionnaire naquit à la cité universitaire en mai-juin 1968. Des étudiants portugais, gagnés au marxisme par la fréquentation d'étudiants français, s'emparèrent de la maison des étudiants portugais et y restèrent usant de violence contre les récalcitrants et le directeur du 22 mai au 12 juin 1968 »²⁷⁶. Et une autre note des Renseignements Généraux, datée du 30 août 1968, précise que « le 22 mai 1968 à 15 heures, Vasconcelos Ferreira, étudiant en sociologie, porte-parole de Santos-Marques, et plusieurs individus inconnus des résidents et étrangers à la cité universitaire annonçaient l'occupation de la maison. Un comité révolutionnaire séquestrait le directeur Dias Rogado dans son appartement et hissait des drapeaux rouges et noirs. Evacuation 12 juin »²⁷⁷. Dans la première évocation le mouvement des étudiants portugais n'est pas jugé indépendant du mouvement français : ceux-ci ne furent gagnés au « marxisme » que sous l'influence des étudiants français. Or, ce « marxisme » n'était pas l'apanage des étudiants français, l'apparition de la FAP et du CMLP dès 1964 le prouvant. Du moins, cette opinion révèle l'attitude typique des autorités françaises qui, presque toujours, donnent la dominante aux éléments français et font des étrangers l'outil des organismes français : il en est de même notamment dans les enquêtes sur les activités des étrangers dans la CGT et le PCF, les militants étrangers apparaissant comme les hommes de bras ou les troupes d'appuis²⁷⁸. D'autre part, l'usage du

²⁷⁶ Cabinet du Préfet de Paris, *L'immigration étrangère dans le ressort de la préfecture de Police*, sans date (probablement 1971), CAC 0019900353, art. 13.

²⁷⁷ Notes des renseignements généraux, *Les activistes portugais à Paris*, le 30 août 1968, CAC 001990353, art. 11.

²⁷⁸ Note des renseignements Généraux, *Les activités politiques des étrangers en France*, août 1964, CAC 0019890576, art. 4.

terme « marxisme » effectué dans la note indique l'analyse et la connaissance assez grossière des mouvements d'extrême-gauche de la part de l'administration française. En effet, la distinction n'est pas faite entre maoïsme et trotskisme et le fossé qui séparent ceux-ci des communistes n'est, semble-t-il, pas encore perçu finement. L'occupation de la maison du Portugal, pour les militants portugais, signifiait, en France, une opposition au régime salazariste bien que celle-ci appartint à la fondation Calouste Gulbenkian. Cette occupation révèle l'ambivalence des pratiques des exilés politiques portugais qui participent aux événements de mai 1968 comme beaucoup de militants, (et non militants) français et autres étrangers, mais néanmoins gardent leur spécificité d'exilés en occupant ce qui pouvait passer en France pour un symbole du régime²⁷⁹.

Après mai 1968, les archives des services de police sur les exilés politiques portugais sont plus rares et la radicalisation que l'on décèle dans leurs publications n'est donc pas étayée par les sources policières. Néanmoins, quelques notes éparses confirment l'évolution que nous avons avancée. Ainsi, en 1971, la note du cabinet du préfet de police de Paris sur l'immigration étrangère dans la préfecture de Paris signale les tentatives d'implantation des révolutionnaires auprès des immigrés économiques portugais : « depuis mai 1968, des éléments appartenant aux divers mouvements gauchistes ou prochinois, développent une intense activité pour pénétrer l'immigration portugaise. Cette activité prend le plus souvent la forme de harangues publiques, dans les bidonvilles notamment, suivies de distribution de tracts ou brochures diverses. Il s'agit surtout presque toujours de jeunes Français ou Portugais, opérant par petits groupes sans beaucoup de

²⁷⁹ Sur l'occupation de la maison du Portugal en mai 1968 voir aussi : Daniel Ribeiro, « Historias de um assalto », *Expresso*, 12 avril 1997, pp. 50-51.

coordination»²⁸⁰. L'accent est toujours mis sur la collaboration des militants français et portugais, mais aussi sur l'apparent manque de coordination des différents mouvements. En effet, les mouvements d'extrême-gauche portugais étaient, comme les autres, nombreux et connaissaient de multiples querelles. Les avatars du CMLP, première organisation maoïste avec la FAP, sont dans ce sens révélateurs. Marcio Moreira Alves, citant un document du MFA (*Movimento das Forças Armadas*) daté du 11 juin 1975, les relate ainsi : « après une période de réorganisation peu pacifique, en 1967-68, plusieurs scissions se sont produites mais, en dépit des structures parallèles, le CMLP continue à exister jusqu'à se décider en 1970, à se transformer en PCP(ml), Parti communiste portugais, marxiste-léniniste »²⁸¹. De fait, les discussions théoriques et stratégiques entraînent de multiples scissions au sein du CMLP d'où sortirent notamment les groupes *O comunista* en 1968, *A vanguarda*, le CCR-ML (*comités comunistas revolucionarios marxistas-leninistas*) en 1970. Tous ces groupes participent de la mouvance maoïste, la seule d'ailleurs mentionnée dans la note du cabinet du préfet de police de Paris qui noie dans les « mouvements gauchistes » les militants trotskistes. En effet, parmi l'exil politique portugais, les militants trotskistes sont minoritaires. La principale organisation trotskiste, la *Liga Comunista Internationalista* est créée, à Paris, tardivement en 1972, donnant naissance à une presse spécifiquement trotskiste avec : *Textos combate operario* supplément à *Rouge*, hebdomadaire de la Ligue communiste internationaliste, section française de la IVème Internationale qui paraît en 1972-1973 (3 numéros en 1972 et 1 en 1973) ; *Acção comunista* qui fait paraître un seul numéro en 1973 et *Combate*

²⁸⁰ Cabinet du Préfet de Paris, *L'immigration étrangère dans le ressort de la préfecture de Police*, sans date (probablement 1971), CAC 0019900353, art. 13.

²⁸¹ Marcio Moreira Alves, *Les soldats socialistes du Portugal*, Paris, Gallimard, 1975, p.163.

operario qui succède, en 1973, à *Textos Combate operario* (2 numéros en 1973, 4 en 1974, 1 en 1975 ; le numéro qui paraît en 1975 démontre que certains militants, restés en France après le 25 avril 1974, ont continué leur action militante). Cette faiblesse de l'influence trotskiste au sein de l'exil politique portugais s'explique, en premier lieu, à partir de la situation politique portugaise. En effet, comme le constate Marcio Moreira Alves, « il n'est pas possible d'affirmer qu'une tradition trotskiste existe au Portugal »²⁸². Autre constat : celui de Xavier Raufer, qui, étudiant les mouvements d'extrême-gauche au Portugal en 1975, avance que les activités des trotskistes au Portugal ne « représentent en effet 10 % maximum de ce qui, au total, ce fait dans les milieux révolutionnaires[...], les mouvements trotskistes pratiquant un militantisme austère et routinier, semblent se heurter, dans l'ensemble des pays méditerranéens, à un manque de sympathie certain de la part des populations plus chaleureuses et plus spontanées : en Italie, en Espagne (avec l'exception de l'ETA-VI au pays basque) en Grèce, dans les pays arabes, le trotskisme semble condamner à rester groupusculaire, et cantonné dans certains milieux intellectuels »²⁸³. Cette psychologie des peuples n'explique pas, à elle seule, la faiblesse du trotskisme au Portugal et encore moins parmi les exilé politiques portugais qui vivent en France. Le rôle de la répression exercée par le régime salazariste contre tous les courants de l'opposition ne doit pas être minorée. Le PCP, par exemple, malgré son efficace organisation clandestine a été plusieurs fois touché par la répression policière, son secrétaire général, Alvaro Cunhal, s'étant même fait emprisonné. Si la répression rendait donc l'implantation du trotskisme difficile au Portugal, ce courant, en France, n'eut aussi que très peu

²⁸² *Idem.*

²⁸³ Xavier Raufer, « Les mouvements d'extrême-gauche au Portugal », *Est-ouest*, n°554, 16-30 juin 1975, pp.13-24, p.23.

d'influence sur les exilés politiques portugais. Il apparaît que les exilés politiques portugais étaient plus facilement séduits par le maoïsme que par le trotskisme qui, dans son style même, gardait des traits hérités de son passé bolchévique, ce que, notamment, de nombreux anciens militants du PCP voulaient abandonner. De plus, le courant maoïste, en France, conservait un plus grand attrait pour les exilés portugais qui étaient majoritairement jeunes²⁸⁴.

La radicalisation politique de l'exil portugais en France entre 1958 à 1974, plus marquée à partir de 1967-1968, relève de facteurs d'échelles diverses : mondiale, portugaise et française. Tout d'abord, l'exil en lui-même provoque une évolution politique des militants portugais. L'opposition portugaise exilée est libérée du poids castrateur du PCP et cette libération favorise la multiplication d'organisations d'extrême-gauche. Mais surtout, l'attitude du PCP par rapport à cette évolution encourage cette radicalisation. D'après les Renseignements Généraux, les dirigeants de la LUAR, par exemple, ont « subi l'influence communiste mais [...] rejettent toute direction et même impulsion des dirigeants du PCP. Ils considèrent ces derniers comme sclérosés, éloignés de la réalité portugaise, empêtrés dans la conception théorique et d'objectifs trop lointains, d'une nécessaire formation idéologique des masses, préalable à tout mouvement révolutionnaire »²⁸⁵. En effet, les dirigeants de la LUAR, eux, sont adeptes de l'action armée immédiate ; ils l'ont montré. Ils sont surtout influencés par la révolution castriste victorieuse à Cuba en 1959 et, suivant l'exemple de Che Guevara, ils cherchent à créer des *focos*, comme, par exemple, la tentative ratée de soulèvement armée à Covilha, dans le nord-est du Portugal. Cette attitude radicale

²⁸⁴ Cf. *infra*.

²⁸⁵ Note des renseignements généraux, février 1968, CAC 00199000353, art. 11.

est loin d'être majoritaire parmi les exilés politiques portugais - comme d'ailleurs parmi les militants gauchistes dans leur ensemble, le terrorisme en France n'ayant pas eu la vigueur qu'il connut, quelques années plus tard, en Italie ou en RFA. Elle n'en est pas moins forte que la dictature est en place depuis 1926 et que le PCP, jusqu'alors s'est trouvé incapable de modifier la situation. La publication *Polémica* éditée par le groupe *revolução socialista*, auquel participe Manuel de Lucena, analyse dans l'éditorial de son premier numéro en 1970 cette incapacité du PCP : « La gauche portugaise, après avoir vécu en 1958-1962 une période pré-révolutionnaire, dont le point le plus haut correspondit au début des guerres coloniales, a vu se détériorer progressivement jusqu'en 1965-1966 ses positions, étant donné son incapacité tactique et stratégique. Et elle s'est retrouvée à partir de ce moment marginalisée. De cette crise, le PCP est sorti en état de déségrégation organique et avec moins d'impact sur la classe ouvrière et sur les intellectuels [...] L'échec du PCP sur le plan des luttes au Portugal est aussi lié aux problèmes qui se sont posés au socialisme à l'échelle mondiale. Et le PCP, vu les positions qu'il a prises en regard de la problématique internationale, offre à chaque fois moins de perspectives, devenant jour après jour moins intéressant. Son incapacité à trouver de nouvelles solutions, et son manque d'imagination sur le plan de la théorie et de la pratique, sont liées à son pro-soviétisme inconditionnel »²⁸⁶. Cet éditorial insiste sur l'incapacité du PCP à faire chuter la dictature lorsque, après la candidature de Humberto Delgado aux élections présidentielles de 1958, l'opposition connut un regain d'activité avec, entre autres événements, la révolte da Sé à Porto en 1959, la prise du paquebot Santa-Maria dans l'océan Atlantique en janvier 1961²⁸⁷, le

²⁸⁶ « Editorial », *Polémica*, n°1, novembre 1970.

²⁸⁷ Cf. Henrique Galvão, *Santa Maria : My crusade for Portugal*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1961.

début des guerres coloniales en 1961 et l'invasion de Goa par l'Inde en 1961, la révolte de Beja à laquelle participe le général Delgado le 1^{er} janvier 1962 où, pendant cette même année, la crise étudiante et diverses manifestations et révoltes populaires²⁸⁸. Le fait que le régime survive à ces quatre années de crise, jusqu'alors jamais connue, décourage beaucoup de militants d'opposition et occasionne la radicalisation de ces mêmes opposants que les méthodes traditionnellement utilisées dans l'opposition déçoivent. De plus, l'éditorial met également en valeur les influences de la situation politique internationale dans ce mouvement de radicalisation. En effet, le PCP, malgré la grande crise que connaît le monde communiste en 1956 - qui entraîne auprès de beaucoup de militants communistes la désacralisation de l'URSS²⁸⁹ - et le coup de Prague de 1968 (que le PCP est le seul PC, avec celui du Luxembourg, à approuver²⁹⁰), reste inconditionnellement pro-soviétique. Cela amène des militants communistes exilés en France comme José Silva Marques à quitter le Parti qui perd également de son attrait auprès des jeunes militants.

De plus, la question coloniale modifie la situation politique portugaise et les enjeux de l'opposition portugaise. L'arrivée en France de nombreux jeunes déserteurs et réfractaires, surtout après 1968, change profondément la physionomie de l'exil politique portugais en France. Cette jeunesse exilée, qui n'a pas connu l'heure de gloire du PCP au Portugal et n'a pas été enrôlée par lui, s'oppose à lui sur le thème de la mobilisation militaire. Le PCP préconise, selon l'enseignement de Lénine, comme le meilleur moyen de lutter contre le régime en

²⁸⁸ Pour tous ces événements voir Dawn Linda Raby, *A resistência antifascista em Portugal, 1941-1974*, Lisbonne, Salamandra, 1988.

²⁸⁹ Cf. Michel Dreyfus, *PCF. Crises et dissidences*, Bruxelles, Complexe, 1980, p. 246.

²⁹⁰ Cf. Brochure ronéotypée intitulée « Apelo para a defesa dos militantes presos na URSS e na Europa de Leste - para uma comissão operario de inquerito internacional », BDIC, Q pièce 9327, 11p.

place que « les militaires communistes restent dans les troupes stationnées au Portugal et dans les colonies pour y poursuivre un travail révolutionnaire »²⁹¹. Or, par leur insoumission même, les jeunes exilés marquent leur opposition à cette doctrine. La divergence est marquée entre le PCP et l'extrême-gauche et se perçoit dans le fait que l'aide aux réfractaires portugais et l'incitation à l'insoumission est l'apanage de l'extrême-gauche. Celle-ci cherche à développer l'insoumission, créant un réseau d'accueil pour les réfractaires portugais et fabriquant des instruments de propagande. Par exemple, le Comité de soutien aux déserteurs et réfractaires à Paris, qui édite le journal *lutte/luta*, d'inspiration maoïste explique : « pour donner simplement une idée du nombre de déserteurs et réfractaires qui arrivent à notre permanence, nous avons compté que, de juillet à octobre 1973, il est arrivé 40 jeunes. La plupart sont arrivés sans argent, sans papier, sans possibilité immédiate de logement et sans parler le français. Le comité, dans la mesure de ses possibilités, les a accueillis et aidés à résoudre leurs problèmes, notamment : logement, travail, papiers, cours de français par l'intermédiaire d'un cours d'alphabétisation donné gratuitement par le comité. D'autre part, nous maintenons avec eux un contact étroit en vue de les aider à prendre conscience des raisons pour lesquelles ils ont été obligés d'abandonner leurs pays »²⁹². Cette action qui lie fermement aide et éducation politique a aussi pour but d'inciter d'autres jeunes Portugais incorporables et encore au Portugal à s'insoumettre. Elle porte ses fruits à en croire une note d'information du service départemental de la PAF (Police des airs et des frontières) des Pyrénées-Atlantiques datant du 29 mars 1973 qui relate l'arrivée en France d'un jeune réfractaire portugais. Le 29 mars

²⁹¹ Cité in « Le PCP analyse ses difficultés et se réorganise », *Est-Ouest*, 1-15 décembre 1967, n°397, pp. 19-20.

²⁹² *Lutte*, n°3, mars 1974.

1973, à 8h30, Manuel Pereira Barbosa, « jeune ressortissant portugais démuné de passeport, s'est présenté à l'entrée en France au poste d'Hendaye-gare. Voyageant par train en provenance de Lisbonne via Madrid, cet étranger a déclaré spontanément à nos services qu'il avait décidé de se soustraire à l'appel sous les drapeaux dans son pays[...]. L'intéressé a été trouvé en possession d'un tract rédigé entièrement en langue portugaise et qui constitue, sur 12 pages au format de 15x21, le bulletin n°1, d'avril 1972, du Comité de soutien aux déserteurs [...] Le bulletin *luta* reprend ainsi point par point le texte d'un tract qui avait été découvert en gare d'Irun le 5/08/1972 et qui émanait du Comité de soutien aux déserteurs portugais en France [...] Depuis le début de l'immigration portugaise, Barbosa Manuel est jusqu'à ce jour le seul immigré lusitanien qui s'est présenté à Hendaye comme étant un insoumis ou un réfractaire. C'est d'ailleurs spontanément qu'il a exhibé aux fonctionnaires de la PAF le bulletin *lutte* qui est imprimé en France et qu'un de ses amis portugais lui avait remis à Porto avant son départ pour la France »²⁹³. Bien que le jeune réfractaire soit considéré comme un « élément acquis à la doctrine révolutionnaire, il est autorisé à poursuivre son voyage vers Paris »²⁹⁴. Cette note permet de voir l'audience et les résultats que put obtenir l'action du comité de soutien aux déserteurs et réfractaires portugais en faveur de l'incitation au mouvement de désertion. Cependant, ce récit est quelque peu troublant : le réfractaire est venu par train de Lisbonne, ce qui n'est pas la voie utilisée habituellement par les réfractaires ; de plus, le réfractaire se présente spontanément à la police, ce qui pour un clandestin peut s'avérer dangereux. Néanmoins, cet épisode indique l'importance et les efforts que produisent les

²⁹³ Note d'information rédigée par le service départemental de la PAF des Pyrénées-Atlantiques, 29 mars 1973, CAC 0019890519, art. 42.

²⁹⁴ *Idem.*

militants d'extrême-gauche dans le mouvement d'insoumission à l'armée.

Les guerres coloniales, et le vaste mouvement d'insoumission qu'elles entraînent, caractérisent, d'une part, la ruine du régime salazariste portugais et, d'autre part, les divergences, dans la lutte contre le régime, entre le PCP et la plupart des jeunes opposants portugais, qui prennent, quasiment, la forme d'un conflit de générations. L'engagement politique des exilés portugais, dans ses multiples formes d'actions et diverses directions, se radicalise donc entre 1958 et 1974. Cette radicalisation est ainsi causée par la jeunesse des exilés, par le phénomène de l'exil en lui-même, tout comme par l'évolution politique portugaise, française et mondiale.

Conclusion

Parce qu'elle définit les exilés politiques portugais principalement par leurs pratiques politiques, cette étude permet de les distinguer, bien que la distinction doive être maniée avec prudence, des immigrés portugais, ce qui, dans diverses études antérieures apparaissait comme difficile. En effet, celles-ci tentaient de construire ces deux catégories à partir des motivations des migrants, ce qui a notamment pour effet de concevoir le groupe des exilés politiques comme figé, qui plus est souvent au moment de la situation de départ. De plus, il est délicat de retrouver des motivations, surtout quand les migrants eux-mêmes ne peuvent distinctement les percevoir, dans leur complexité et dans la durée.

Définir les exilés politiques portugais par leurs pratiques politiques comporte néanmoins le risque de cantonner l'étude à la seule action politique, au sens restreint du terme, négligeant alors leurs multiples activités sociales. Cependant, au moins dans ce cas précis, le quotidien, y compris l'activité professionnelle, prend part à l'engagement politique, dénotant par là même l'étendue et la diversité des pratiques politiques, autour et au-delà de tel ou tel engagement.

Par ailleurs, l'attitude des exilés politiques portugais, qui, entre 1958 et 1974, peuvent se passer du statut de réfugié politique incitait à ce choix. En effet, ce statut, censé caractériser les exilés politiques portugais, ne permettait nullement de percevoir les exilés politiques portugais.

Cette étude apporte également un autre regard sur les mouvements d'extrême-gauche en France dans les années 1960-1970. Ainsi, par exemple, il apparaît que les militants portugais d'extrême-gauche commencent, avant 1968, à

s'ouvrir sur le monde ouvrier et plus particulièrement auprès des ouvriers portugais. Les formations d'extrême-gauche se sont créées avant 1968 ce qui relativise alors le caractère souvent tenu comme soudain de mai 1968, qui est alors plutôt un accélérateur qu'un innovateur des mouvements d'extrême-gauche en France.

Cependant cette étude comporte de nombreuses limites liées notamment aux sources. Tout d'abord, l'étude des exilés politiques portugais supposerait en toute rigueur des sources conservées au Portugal et une bibliographie portugaise indisponible en France. Il est possible en particulier que des mémoires ou des récits écrits par d'anciens exilés et édités au Portugal n'aient pas été consultés. De plus, comme nous n'avons utilisé que des documents d'archives provenant de l'administration française, le point de vue des autorités du régime portugais, bien que les requêtes faites par le gouvernement portugais auprès du quai d'Orsay nous révèlent quelques éléments, est absent. Il aurait été pourtant intéressant de consulter les archives de la PIDE qui a fiché de nombreux exilés politiques portugais venus en France. Ainsi, on aurait eu de nombreux renseignements sur ces exilés fichés et comprendre comment la PIDE surveillait les exilés politiques portugais, par exemple, par ses nombreux agents envoyés en France, qui suivaient certains exilés politiques portugais dans les cafés du quartier latin.

Une autre lacune tient aux archives de la police française rapportant l'activité des militants portugais en France, elles tendent à ne laisser apparaître qu'une minorité des exilés politiques portugais ; ainsi certains groupes d'exilés sont totalement invisibles à partir de ces archives. Enfin, les documents produits par les exilés politiques portugais comme les journaux, brochures, tracts ont été, du moins en France, très peu conservés. Cette lacune-ci est le résultat de plusieurs

facteurs : la faible diffusion de ces documents ; le peu d'intérêt que l'on a, un temps, porté, en France, à ces journaux, tracts et brochures tandis que dans le Portugal démocratique des efforts ont été faits pour conserver la mémoire des opposants à la dictature. Ainsi, le centre de documentation sur le 25 avril de l'université de Coimbra ou la fondation Mario Soares conservent de nombreux documents déposés par d'anciens exilés qui pourraient et devraient être mobilisés pour un travail plus approfondi.

En effet, cette étude sur les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974 pourrait être poursuivie selon différents axes. Tout d'abord, elle a permis d'entrevoir quelques actions, en France, du régime dictatorial portugais afin de surveiller les exilés politiques portugais et d'encadrer la masse des émigrés portugais en France. Il serait dès lors intéressant de voir comment les émigrés portugais en France ont pu être considérés comme un enjeu politique et idéologique pour le régime portugais sachant que ces migrants qui, en 1974, représentaient près de 10 % de la population du Portugal continental, vivaient dans un pays démocratique hors du rigoureux encadrement politique et social institué par le régime et de plus, à la portée (au moins théorique) d'actifs opposants au régime qui avaient compris le potentiel révolutionnaire de ces émigrés portugais.

On pourrait aussi poursuivre cette étude au delà de sa chronologie qui se termine avec le 25 avril 1974, date à laquelle l'exil vécu comme tel se termine, en particulier en suivant après 1974 d'anciens exilés politiques portugais en France entre 1958 et 1974. On pourrait alors voir s'il y a une spécificité de ce groupe et ce dans différents domaines. Sans négliger le fait qu'une partie des exilés politiques portugais est restée en France, l'influence qu'ont eue certains des exilés après leur

retour dans le Portugal démocratique peut déjà se deviner dans le domaine politique où leur participation fut active. Dans le domaine culturel, le passage par les universités françaises de nombreux étudiants portugais est probablement à l'origine d'une profonde évolution jusqu'alors enrayée par la censure.

Enfin, on pourrait tenter d'évaluer les conséquences de l'exil politique portugais dans l'intégration portugaise à la CEE devenue Union Européenne. En effet, comme le souligne Pierre Milza²⁹⁵, le séjour en France de nombreux hommes politiques portugais et leurs contacts avec la classe politique français à pu, ultérieurement, favoriser l'intégration du Portugal dans l'Union Européenne alors que le Portugal ait été jusqu'alors, préférentiellement, tourné vers l'Atlantique et ses colonies.

²⁹⁵ Pierre Milza, « Introduction et problématique générale », in Ecole Française de Rome, *L'émigration politique en Europe au XIXe et XXe siècles*, Rome, Ecole française de Rome, 1991, p. 11.

Sources

sources imprimées

Journaux produits par les exilés politiques portugais en France entre 1958 et 1974 et consultés à la BDIC. Seuls ces numéros sont disponibles à la BDIC.

A causa do imigrante, supplément de *La Cause du Peuple*, dir. Jean-Pierre le Dantec, n°2.

A voz do povo : órgão dos trabalhadores portugueses, n°3, janvier 1973.

As armas do povo : n°1, juin 1971 ; n°2, janvier 1972 ; n°3, mars 1973.

Boletim MPAC CLAC'S na emigração : mai 1973 ; décembre 1973.

Cadernos do circulo de iniciativa politica : ed. Circulo de iniciativa politica, n°4, septembre 1973 ; n°6, mars 1974.

Cadernos da Liga portuguesa : complément du *jornal do emigrante*, n°1, novembre 1971.

Camarada : journal d'informations franco-portugais, n°1, 1972.

Ergue-te e luta : jornal operario comunista, n°3, avril 1973 ; n°4, juin 1973 ; n°5, juillet 73.

Fronteira : dir. François Hautard, n°1, juillet 1973 ; n°3, septembre 1973 ; n°4, octobre 1973 ; n°5, janvier 1974 ; n°6, avril 1974.

Jornal Português : dir. Robert Davezies, n°1, avril 1973.

Les luttes de classes au Portugal : ed. comités communistes révolutionnaires marxistes-léninistes, dir. François Chatelet, n°1, février 1972 ; n°12, novembre-décembre 1973.

Levantemo-nos : jornal do grupo dos imigrados portugueses de Nantes, n°1, juillet 1970.

Luta/lutte : bulletin du comité de soutien aux déserteurs portugais, n°1, avril 1972.

Novaport : agência noticiosa popular de Portugal, du n°9 au n°21, mai 1973 à novembre 1973, tout les quinze jours.

O alarme : jornal dos Portugueses da região de Grenoble, n°18, mars 1974 ; n°20, mai 1974.

O grito : periodico da comissão de solidariedade aos presos politicos portugueses, n°15, décembre 1972 ; n°17, septembre 1973.

Onde a repressão Ha resistência : n°10.

O salto : du n°1 au n°25, de novembre 1970 à mai 1974.

Polémica : ed. grupo revolução socialista, n°1, novembre 1970.

Portugal informação : ed. comissão central de coordenação da FPLN em França, n°2, juillet-août 1970 ; n°3, octobre 1970 ; n°10, septembre 1973.

Portugal libertario : supplément à *Front Libertaire*, n°1, octobre 1973.

Revolução portuguesa : ed. grupo revolucionario português de libertação, n°1, 1964.

Revolução prolétaria : n°1, janvier 1973 ; n°2 mai-juin 1973 ; n°3, janvier 1974.
Seara vermelha : dir. Nicole Mathieu, n°1, juin 1973.
Sementeira : revista de cultura popular, ed. centro outubro n°1, 1973.
União : boletim do movimento dos trabalhadores portugueses emigrados, n°1, mars-avril 1973.

Mémoires et récits

Manuel ALEGRE, *Lusiade exilé*, Paris, Seghers, 1970.
Antonio FERRO, *Salazar le Portugal et son chef*, Paris, Bernard Grasset, 1934.
Danièle KERGOAT, *Bulldoz ou l'histoire d'une mobilisation ouvrière*, Paris, Seuil, 1973.
Emanuel LEITE, *Travailleurs immigrés et alphabétisation dans le cadre de l'université de Paris VIII*, Mémoire de maîtrise en sciences de l'éducation, Paris VIII, 1976.
Robert LINHART, *L'établi*, Paris, Minuit, 1978.
Marie-Jean MOSSAND, *Frères d'ailleurs*, Paris, Bertout, 1994.
Rui PERDIGAO, *O PCP visto por dentro e por fora*, Lisboa, Fragmento, 1988.
Rui PERDIGAO, « As relações do PCP com dois eminentes antifascistas : Emídio Guerreiro e Manuel Valadares », *Nova Renascença*, vol. XII, 1992, pp. 319.325.
José SILVA MARQUES, *Relatos da clandestinidade, o PCP visto por dentro*, Lisboa, Expresso, 1976.
Raul SIMOES PINTO, *O 15 de Moulinet*, Porto, Pé de Cabra, 1995.
Mario SOARES, *Le Portugal baillonné*, Paris, Calmann-Lévy, 1972.
Mario SOARES, *Escritos de exilio*, Lisbonne, Bertrand, 1975.
Mario SOARES, *Portugal, quelle révolution ?*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.
Encarnação VIEGAS, *Emídio Guerreiro uma vida pela liberdade*, Lisbonne, Notícias editorial, 1998.

Centre de documentation sur la presse, Bibliothèque de l'Institut de Sciences Politiques de Paris, coupures de presses (1945-1985)

- d. 473/20 : émigrés politiques.
- d. 9. 473/91 et 92 : réfugiés et apatrides.

Divers

Fonds Cahiers de Mai, BDIC, F°Δ 578/8.
Tracts produits par des exilés politiques portugais, BDIC, F°Δ 125 ; F°Δ 253.

Sources écrites

Centre des archives contemporaines de Fontainebleau

19890151, art.9 : immigration clandestine, Portugais (1945-1966).
19890519, art. 42, liasse 1 : Portugal(1957-1983).

19890576, art. 4, liasse 1 (extrait) : Rapport des renseignements Généraux sur les activités politiques des étrangers en France, 1964.
19900353, art. 6, liasse 2 : Professeurs, assistants, étudiants étrangers 1954-1980.
19900353, art. 8, liasse 3, 13, 14 et 16.
19980547, art. 18 (extrait Portugal) et art.19 (suite extrait Portugal).

Archives du ministère des affaires étrangères français

Série Europe 1961-1970, sous-série Portugal :
vol. 82 : mesures sur l'émigration 1965-1969.
vol. 83 : opposition 1961-1965.
vol. 84 : opposition 1961-1969.
vol. 86 : émigration politique 1962-1965.
vol. 87 : émigration politique 1961-1970.
vol. 117 : relations Portugal/France.
vol. 118 : relations Portugal/France.
vol. 119 : relations Portugal/France.
vol. 120 : Portugais en France.

Archives de la Préfecture de Police de Paris

Rapport : La colonie portugaise dans la région parisienne, mars 1967, Ga br. 39.

Archives de la CIMADE (Comité InterMouvement Auprès Des Evacués)

dossiers sur les exilés portugais.

Archives de la Fondation Nationale de Sciences Politiques

fonds Beuve-Méry : lettres adressées a Hubert Beuve-Méry.

Sources orales

Entretien avec Manuel Villaverde Cabral, le 2 décembre 1999, Paris.
Entretien avec Pierre Sorlin, 7 février 2000, Paris.
Entretien avec Carlos da Fonseca, 30 mars 2000, Paris.
Entretiens avec José Batista de Matos, le 29 mars et 4 avril 2000, Fontenay-sous-Bois.

Bibliographie

Gauche et extrêmes-gauches en France dans les années 1958-1974 :

Christophe BOURSEILLER, *Les maoïstes*, Paris, Plon, 1996.

Marmix DRESSEN, *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine, 1967-1989*, Paris, Belin, 2000.

Geneviève DREYFUS-ARMAND, Robert FRANK, Marie-Françoise LEVY, Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000.

Michel DREYFUS, *PCF. Crises et dissidences*, Bruxelles, Complexe, 1980.

Didier FISCHER, *Histoire des étudiants en France*, Paris, Flammarion, 2000.

Hervé HAMON, Patrick ROTMAN, *Génération*, vol. 1 : *Les années de rêve* ; vol. 2 : *Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1987 et 1988.

Jean TOUCHARD, *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Seuil, 1977.

Dictatures et opposition portugaises :

Manuel BRAGA DA CRUZ, « A oposição política », *Revista de historia das ideias*, 1983, pp. 701-781.

Manuel BRAGA DA CRUZ, *O Estado Novo e a Igreja Católica*, Lisbonne, Bizancio, 1998.

Iva DELGADO, *Humberto Delgado : as eleições de 58*, Lisbonne, Vega, 1998.

Alvaro GARRIDO, *Movimento estudantil e crise do Estado Novo : Coimbra 1962*, Coimbra, Minerva, 1996.

Yves LEONARD, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 1996.

Manuel de LUCENA, *A evolução do sistema corporativo português*, 2 vol., Lisbonne, Perspectivas e realidades, 1976.

José MATOSO (éd.), *Historia de Portugal*, Fernando Rosas (éd.) t. 7 : *O Estado Novo 1926-1974*, Lisbonne, Estampa, 1993.

Pierre MILZA, *Les fascismes*, Paris, Imprimerie nationale, 1985.

Marcio MOREIRA ALVES, *Les soldats socialistes du Portugal*, Paris, Gallimard, 1975.

José PACHECO PEREIRA, *A sombra : estudo sobre a clandestinidade comunista*, Lisbonne, Gradiva, 1993.

Jacques PLONCARD D'ASSAC, *Salazar*, Paris, La Table ronde, 1967.

Dawn Linda RABY, *A resistencia antifascista em Portugal 1941-1974*, Lisboa, Salamandra, 1988.

Xavier RAUFER, « Les mouvements d'extrême gauche au Portugal », *Est Ouest*, 16-30 juin 1975, n° 554, pp. 13-24.

Immigration et exil, approche générale ou monographies :

Geneviève ARMAND-DREYFUS, *L'émigration politique espagnole en France au travers de sa presse 1939-1975*, 2 vol. thèse de doctorat en histoire sous la direction de Pierre Milza, IEP de Paris, 1994.

Geneviève ARMAND-DREYFUS, *L'exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin Michel, 1999.

Stéphane DUFOIX, « Conditions juridiques et politiques de l'exil d'après-guerre en France », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 44, octobre-décembre 1996, pp. 55-58.

Stéphane DUFOIX. *Exil et politique. Eléments pour une sociologie de la politique en émigration : l'exemple des Hongrois, des Polonais et des Tchécoslovaques en France de 1945 à nos jours*, 2 vol., thèse de doctorat en science politique sous la direction de Marc Lazar, Université Paris I, 1997.

Léon GANI, *Syndicats et travailleurs immigrés*, Paris, Editions Sociales, 1972.

Danièle LOCHAK, *Etrangers : de quel droit ?*, Paris, PUF, 1985.

Juliette MINCES, *Les travailleurs étrangers en France*, Paris, Seuil, 1973.

Gérard NOIRIEL, *Le creuset français*, Paris, Seuil, 1988.

Gérard NOIRIEL, *La tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe (1793-1993)*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

Gérard NOIRIEL, « Représentation nationale et catégories sociales. L'exemple des réfugiés politiques », *Genèses*, n° 26, avril 1997, pp. 25-54.

William PETERSEN, « A general typology of migration », *American sociological review*, n° 23, juin 1958, pp. 256-266.

Laure PITTI, « Figure ouvrière et engagement dans la lutte de libération nationale. Les ouvriers algériens de Renault-Billancourt pendant la guerre d'Algérie », *L'Homme et la société*, n° 117-118, 1995, pp. 115-128.

Dominique SCHNAPPER, *La France de l'intégration*, Paris, Gallimard, 1991.

Yossi SHAIN, *The frontier of loyalty : political exils in the age of the nation-states*, Middletown, Wesleyan University Press, 1989.

Barry STEIN, « The refugee experience : defining the parameters of a field of study », *International migration review*, n° 15, printemps-été 1981, pp. 320-330.

Frédéric TIBERGHIEU, *La protection des réfugiés en France*, Paris, Economica, 1988.

Ana VASQUEZ, Ana Maria ARAUJO, *Exils latino-américains : la malédiction d'Ulysse*, Paris, CIEMI (Centre d'information et d'études sur les migrations internationales)/L'Harmattan, 1988.

Catherine WITHOL DE WENDEN, *Les immigrés et la politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1988.

Exil et immigration portugais :

Egidio ALVARO, « Peintres portugais et immigration », *Latitudes*, n° 5, avril-mai 1999, p.28.

Joaquim BARRADAS DE CARVALHO, *O obscurantismo salazarista*, Lisboa, Seara Nova, 1974.

Frederico CARVALHO, « Exilio na margem esquerda », *Expresso*, 12 avril 1997, pp. 42-49.

Ana Cristina CLIMACO PEREIRA, *La presse de l'émigration politique portugaise en France. Analyse du journal o salto 1970-1974*, Mémoire de DEA d'histoire sous la direction d'Andrée Bachoud, Université Paris VII, 1992.

Ana Cristina CLIMACO PEREIRA, *L'exil politique portugais en France et en Espagne, 1927-1940*, Thèse de doctorat d'histoire, Université Paris VII sous la direction d'Andrée Bachoud, 1998.

Antonio CRAVO, *Les Portugais en France et leur mouvement associatif, 1901-1986*, Paris, CIEMI (Centre d'information et d'études sur les migrations internationales)/l'Harmattan, 1995.

Antonio CRAVO, *Subsidios para a historia do teatro português em França*, Paris, CCPF (Coordination des collectivités portugaises de France), 1996.

Alfredo da CRUZ, *Présence Portugaise, l'immigration portugaise vue à travers un journal de l'Eglise catholique de France*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction d'Antoine Prost, Université Paris I, 1996.

Sylvie ESCANDE, *Etude du journal O trabalhador, mensuel de la CGT pour les travailleurs portugais*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université Paris I, 1974.

Brigitte da GRACA, *Le bidonville des Portugais de Massy*, Mémoire de DEA d'histoire sous la direction de Pierre Milza, IEP de Paris, 1996.

Maria-Engracia LEANDRO, *Au-delà des apparences les Portugais face à l'insertion sociale*, Paris, L'Harmattan, 1995.

Alfredo MARGARIDO, « Elogio do bidonville », *Latitudes*, n°5, avril/mai 1999, pp. 14-20.

Patricia McGOWAN PINHEIRO, *Misérias do exilio*, Lisboa, Contra-regra, 1998.

Louis PERRIES, « L'immigration portugaise », *Cahiers*, juin-juillet 1968.

Dawn Linda RABY, « Portugues exile politics : the Frente Patriotica de Libertação Nacional 1962-1973 », *Luso-Brazilian Review*, n° 31, 1994, pp. 77-89.

Dawn Linda RABY, « A oposição no exilio e a guerra colonial », *Vertice*, n° 58, 1994, pp. 37-40 .

Jorge REIS, *Aquilino em Paris*, Lisbonne, Vega, 1988.

Daniel RIBEIRO, « Historias de um assalto », *Expresso*, 12 avril 1997, pp. 50-51.

Maria Beatriz ROCHA TRINDADE, *Immigrés portugais*, Lisboa, Instituto superior de ciencias sociais e politica ultramarina, 1973.

Antonio Jorge dos SANTOS E SILVA, *Le cas des réfugiés politique portugais en France : vers une étude statistique du fichier de l'OFPPA - approches juridiques du statut de réfugié*, mémoire de DEA sous la direction de Marie-Hélène Pinwik , Université Paris IV, 1998.

Antonio SARAIVA, *Les portugais dans les bidonvilles du Nord-Est de la banlieue parisienne (1961-1973)*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris VIII, 1995.

Marie-Christine VOLOVITCH-TAVARES, *Portugais à Champigny, le temps des baraques*, Paris, Autrement, 1995.

Marie-Christine VOLOVITCH-TAVARES, « Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la deuxième Guerre Mondiale jusqu'en 1974 », in Antoine Marès, Pierre Milza (eds), *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 95-120.

Marie-Christine VOLOVITCH-TAVARES, « Du village au bidonville : Les immigrés portugais dans les bidonvilles de la région parisienne (1956-1974) », in Jean Paul Brunet (éd.), *Immigration, vie politique et populisme en banlieue parisienne (fin XIX-XX siècles)*, Paris, l'Harmattan, 1995 , pp. 173-195.

Marie-Christine VOLOVITCH-TAVARES, « Les Portugais de France », in David Assouline et Mehdi Lallaoui (eds), *Un siècle d'immigration en France*, t.3 : 1945 à nos jours *Du chantier à la citoyenneté ?*, Bezons, Au nom de la mémoire, 1997, pp. 67-91.

Marie-Christine VOLOVITCH-TAVARES, « La circulation des élites politiques portugaises entre la France et le Portugal », *Bulletin du Centre d'Histoire de l'Europe du Vingtième Siècle*, n° 6, mars-avril 1996, p.35-39.

Méthode et instruments de travail

Albert HIRSCHMAN, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995 (1^{ère} éd. 1970).

Fernando ROSAS, José Maria. BRANDÃO DE BRITO (eds), *Dicionario da Historia do Estado Novo*, 2 vol., Venda Nova, Bertrand, 1996.

Paul VEYNE, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1971.

Divers

Antonio LOBO ANTUNES, *Le manuel des inquisiteurs*, Paris, Christian Bourgois, 1996.

José SARAGAMO, *L'année de la mort de Ricardo Reis*, Paris, Seuil, 1988.

Table des sigles

AOP : Association des originaires du Portugal.
BDIC : Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.
CAC : Centre des archives contemporaines.
CCPF : Coordination des collectivités portugaises de France.
CCR (ml) : Comité comunistas revolucionarios (marxistas-leninistas).
CIEMI : Centre d'information et d'études sur les migrations internationales.
CIMADE : Comité intermouvement auprès des évacués.
CMLP : Comité marxista leninista popular.
FAP : Frente de acção popular.
FPLN : Frente patriotica de libertação nacional.
GP : Gauche Prolétarienne.
JOC : Jeunesse ouvrière chrétienne.
LUAR : Liga de união e acção revolucionaria.
MAR : Movimento de acção revolucionaria.
MFA : Movimento das Forças armadas.
OFPRA : Office français de protection des réfugiés et apatrides.
PCP : Partido comunista português.
PCP(ml) : Partido comunista português (marxista-leninista).
PIDE : Policia internacional de defesa do Estado.
SITI : Service interdiocésain des travailleurs immigrés.
UEPF : Unions des étudiants portugais en France.

Table des matières